

## **TIERS MONDE ET ANARCHISME**

# LA VERITE SORT DE LA BOUCHE DES LECTEURS

Je ne vois pas pourquoi vous avez hésité à publier le papier du groupe F A d'Angers, ceci sans être militant de la FA. Je ne vois pas en quoi ces camarades sont plus polémiques que les révisionnistes qui remettent en cause les principes fondamentaux du mouvement libertaire. Le plus souvent parce qu'ils ne les ont pas assimilés ( fédéralisme, syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme, autogestion ou gestion ouvrière,.... ).

Robert P.  
38 St. Michel de St. Geoirs

...  
Comme il est un peu de coutume dans un tel mouvement, on fait un petit bilan en feuilletant les numéros d'IRL qui me tombent sous la main ( ceux qui m'ont pas été prêtés bien sûr ) et on se pose la question : réabonnement ou pas ?

Pour ma part c'est oui sans hésitation (s).

C'est d'abord avec regret que je vois si peu souvent l'enveloppe d'IRL dans ma boîte aux lettres.

D'autre part, c'est un chouette produit, au niveau du fond et de la forme.

Après la pommade le gant de crin. Je trouve certains articles un peu courts ou n'allant pas au fond des choses. Exemple : le dernier article sur les alternatifs en Allemagne. On aurait aimé en savoir un peu plus.

D'autre part il manque un peu de réflexion d'ensemble sur la société française - quelques articles de fond. J'entends déjà des hauts cris « Faut écrire ! » Sans doute ! Mais « d'où on parle » on n'est pas forcément bien placé pour exprimer cette réflexion d'ensemble loin des idées toutes faites...

En tout cas merci pour la série sur « l'anarchisme dans les années 80 ». Les premiers articles ont été très bons - mais les autres furent exécrables, nombrilistes ( et tout et tout... ).

Enfin merci d'exister et de résister à la grisaille environnante ( sous le vernis rose quand même ! ).

Jean Christophe P.  
37 Lariche-Tok

## ROCK AGAINST ARMY

« Répression » de Bayonne cherche un autre groupe pour faire un 45 tour. Pour leur part ils enregistreront « Rock against army », une de leurs compositions. Pour plus de renseignements, écrire à « Emancipations », BP 181, 64105 BAYONNE, qui transmettra.

# Sur la plage

## MARX, LE TENIA DU SOCIALISME

Les éditions l'Entraide célèbrent à leur manière le centenaire de la mort de K. Marx. Leur brochure, parue sous le titre « Marx le ténia du socialisme » regroupe deux textes :

- Marx et l'anarchisme » de Rudolf Rocker.

- « Bakounine et l'Etat marxiste » de Gaston Leval.

Cette brochure est disponible à la Librairie PUBLICO, 145 rue Amelot, 75011 Paris ( prix 15F ).

## LIVRES D'ADRESSES ANARCHISTES

Pour les fanatiques de contacts internationaux, pour les groupes désireux de faire connaître leurs productions à d'autres groupes, de par la terre,... voici deux « outils » intéressants : le recensement de toutes les adresses de lieux anti-autoritaires. Le premier, venant des USA, est de loin le plus complet et le plus agréable à utiliser : index variés ( par ordre alphabétique, par pays, par centres d'activités... ), présentation claire et aérée... Les adresses sont nombreuses et touchent un large éventail du courant anti-autoritaire, syndicaliste et anti-capitaliste non dogmatique. Un seul problème ; certaines adresses sont fausses ou redondantes.

Une mise à jour est prévue prochainement.

Le deuxième livre d'adresses, venant d'Autriche, est plus concis, mais son aspect et son utilisation sont moins engageant que le précédent, mais il faudrait voir à l'usage.

- « International Blacklist - 1983 », Blacklist group, 719 Ashburry Street, San Francisco, CA 94117 USA ( 2.50 dollars U.S. minimum ).

- « Livre d'adresses internationales anarchistes », Monte Verita, Neustiftgasse 33 1070 WIEN - AUTRICHE ( 7.50 dollars U.S. ).

## REEDITION

L'« Histoire de l'anarchie » de Max Nettlau est à nouveau disponible. Une nouvelle édition revue, a été imprimée par les éditions « Les dossiers de l'histoire ». Le prix est de 79F pour 303 pages.

## LA CRISE ECONOMIQUE

La LIAISON BAS-RHIN de la FEDERATION ANARCHISTE vient de rééditer deux brochures :

- « La crise économique, le chômage - origines - conséquences - remèdes » de Sébastien Faure ( 14 F Franco de port ).

- « L'Etat, son rôle historique » de Pierre Kropotkine ( 18F Franco de port ).

Ces brochures sont disponibles à l'adresse suivante : REMON, BP 35, 67340 INGWILLER.

## LA DEFENSE LIBRE AU TRIBUNAL

Frédéric Joyeux, alias Vaïma, militant du CAPJ, ancien responsable du journal « Avis de Recherche » a été le premier à mettre en pratique la théorie de « la Défense Libre » devant une Cour d'Appel. Il démontre le mécanisme de l'instruction et du procès, en ajoutant quelques renseignements pratiques pour l'accès au dossier, dans son livre « La Défense Libre au Tribunal » édité chez VRAC ( 49 F ).

Editions VRAC, 15 rue Saint Sébastien, 75011 PARIS.

## ANARCHISTES ET COMMUNISTES DANS LE MOUVEMENT DES CONSEILS A TURIN

Les Editions Nautilus viennent d'éditer le texte de Pier Carlo Masini sur les conseils ouvriers en Italie ( Turin ) dans les années 20. Ce livre est disponible au prix de 25F à NAUTILUS, BP 175 75963 PARIS CEDEX 20.

## NI VIEUX NI MAITRE

Ce « Guide à l'usage des 10/18 ans », de Guillon et Le Boniec, vient d'être réédité et remis à jour par éditions Alain Moreau. Il donne des conseils pratiques ( contraception, comment refuser le service national, la drogue, la fugue... ), des adresses d'écoles parallèles, de lieux de vie, de centre d'accueil, d'avocats, de médecins...

Seul problème : le prix relativement élevé ( 40F ) pour un livre de poche à l'usage des 10/18 ans. En vente, bien sûr, dans toutes les librairies.

## LECTURETTE DE VACANCES

La littérature peut être de qualité et présenter une réalité sous un nouveau jour. C'est le cas de « L'Odyssée d'un passeport ( et autres nouvelles ) » de Gueorgui Markov, dissident bulgare - speaker à la B.B.C. et à Free Europe - qui fut liquidé par un « parapluie » en 1978.

Ces récits n'évoquent nullement les prisons, la clandestinité ou la dissidence. Ce sont des aspects de la vie courante en Bulgarie. Ils soulignent mieux que des affirmations idéologiques la pression

psychologique et politique qui règne à l'Est. Le conte sur le passeport évoque le mélange de Clochemerle et d'Inquisition du régime.

L'ensemble finit sur les eaux des égouts, avec un refus du pouvoir et du carriérisme. Chaque conte est bien tourné et dévoile un aspect de la réalité.

Diffusion : Iztok, 26 rue Piat, 75020 Paris. 124 pages. 40 F frais de port inclus. Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe 69007 LYON.



## SOMMAIRE



Papier recyclé

Printemps pourri :  
 les roses ne fleuriront pas .....pages 3-4  
 L'anarchisme  
 dans les années 80. « Ensemble » .....page 5  
 Interview à C. Sigala  
 Fichez-leur la paix .....page 6  
 Quelle paix? Berlin Mai 83 .....pages 7-8  
 La pensée  
 du Nouveau Monde .....pages 9 à 11  
 C.P.C.A .....page 12  
**DOSSIER TIERS MONDE :**  
 Introduction .....page 13  
 A propos d'une définition  
 du Tiers Monde .....page 14  
 Anarchisme et Tiers Monde  
 à travers l'histoire .....pages 15 à 17  
 L'état dans le Tiers Monde .....page 18  
 Les classes dirigeantes .....page 18  
 Nationalisme  
 et Tiers Monde .....pages 19 à 23  
 L'Alternative  
 Socialiste Libertaire .....page 25  
 Est-Infos .....page 26 et 27  
 Avis de lecture .....pages 28 et 29  
 « Individu, Organisation  
 et l'Etat .....page 32 à 35



I.R.L.

journal d'expressions libertaires

Directeur de publication :

Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

Imprimé par :

Les Ateliers d'Impression Presse  
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau  
69001 LYON

Rédaction et administration :

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

IRL - Rédaction parisienne :

c/o Max Nettlau

15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation :

Atelier de Création Libertaire

Abonnement :

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien :

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

Diffusion militante :

5 exemplaires pendant 5 numéros :  
200 F

Pour vos versements :

IRL CCP 4 150 95 N LYON

**NOTEZ :** Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

# Les roses ne fleuriront pas

PRINTEMPS POURRI

**P**endant les manifestations des étudiants en droit et en médecine, on a pu entendre, à ce qu'il paraît : « Mitterrand, on t'a eu, Allende, on t'aura » et aussi « Tuons, tuons les communistes ». Très vite désavoués par les organisateurs officiels, mais qui évoquent de fâcheux souvenirs, tant de par ceux dont ils émanent que par ceux à qui ils s'adressent. Souvenirs d'autant plus fâcheux que naît avec eux la conscience d'une certaine analogie.

Analogie, d'abord, et peut-être plus que cela dans la situation économique. Nul n'ignore que l'économie est entre les mains des multinationales capitalistes. Si celles-ci ne sont pas forcément opposées à l'accession de la gauche au pouvoir, ne serait-ce que pour faire ainsi accepter des décisions rendues inévitables par le développement du système capitaliste (décisions qui, prises par un gouvernement de droite, auraient pu mettre celui-ci en péril), il faudrait être bien naïf pour imaginer que ses sympathies naturelles n'aillent pas à ses alliés politiques qui se situent, globalement et naturellement, à droite. Ne serait-ce que parce qu'un gouvernement de gauche est généralement (et en particulier au Chili et en France), issu d'une poussée populaire dont on n'est jamais sûr qu'il puisse la juguler et qui peut l'entraîner au-delà de ce qu'il juge « raisonnable ». Bien sûr, une dictature fasciste n'est peut-être pas non plus, à long terme, la meilleure solution pour l'équilibre capitaliste mondial, et il arrive qu'elle soit lachée après quelques années. Du moins, aura-t-elle permis, qu'en sous-main, la bonne vieille droite « raisonnable », celle qui, finalement, a les faveurs de tous les possédants, efface le discredit dont elle s'était recouverte, et soit accueillie avec un sentiment de soulagement.

On ne peut pas croire la gauche assez bête pour n'être pas consciente de la corde raide sur laquelle elle se trouve lorsqu'elle accède au pouvoir. Ce qu'on peut par contre remarquer, c'est la compulsion qu'elle éprouve à refaire toujours les mêmes erreurs. C'est-à-dire tenter d'amadouer ceux dont, cependant, elle

devrait bien savoir qu'ils ne lui feront pas de cadeau.

Les événements se déroulent toujours un peu de la même façon. Pendant le premier élan d'enthousiasme, la droite se tient tranquille, les classes « moyennes » remachent en silence leur amertume. La gauche prêche alors de grands couplets sur la réconciliation nationale. Sachant ce qu'elle craint, elle n'a, il est vrai, le choix qu'entre deux alternatives.

Elle peut d'abord compter sur le soutien populaire et traduire en actes les aspirations de celui-ci. Mais, un gouvernement de gauche se heurtera, en suivant cette voie, à deux écueils. Le premier tient à son qualificatif de « gauche » qui fait qu'il se heurtera très vite aux intérêts de la classe moyenne et obligera ainsi celle-ci à sortir de sa réserve défensive, précipitant un affrontement, de toutes façons inévitable, pour lequel la droite est évidemment la mieux armée, forte qu'elle est de l'expérience des siècles passés. L'autre écueil tient à la nature même de tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche : s'il se déclenche un grand mouvement populaire qui pourra assurer qu'il pourra être contrôlé et ne risquera pas au contraire de prouver que le gouvernement n'est pas absolument indispensable à la vie en collectivité.

L'autre alternative consiste alors en ce qu'on voit le plus souvent reproduit. Il s'agit de lâcher du lest, de montrer aux classes possédantes que l'on est un gouvernement semblable aux autres, qui ne présente aucun danger pour les situations acquises, et qui peut introduire certaines réformes sans toucher à rien d'essentiel. Gageure évidemment impossible et la droite ne s'y trompe pas, qui se met en réserve en préparant la relève.

On en est là. C'est ainsi que notre gouvernement fait preuve de la meilleure volonté du monde à l'égard d'institutions qui sont cependant réactionnaires dans leur nature même. L'armée, par exemple, une des rares institutions à ne pas voir son budget réduit, et qui pourra disposer des beaux petits jouets nucléaires que lui avait refusés le gouvernement précédent. Elle verra également son influence accrue auprès de la jeunesse grâce au protocole Savary-Hernu, qui n'aurait jamais pu voir le jour sous un gouvernement de droite sans soulever des

protestations unanimes. La police également, qui voit ses pouvoirs maintenus, voire accrus (« abrogation » de la loi Sécurité et Liberté), ses effectifs renforcés son matériel renouvelé. Et qui pourtant ne se prive pas de ridiculiser le gouvernement à la moindre occasion, voire de l'entraîner (du moins veut-on le croire) dans des pièges dans lesquels il tombe avec une extrême facilité (voir l'affaire des « terroristes » irlandais). Il faut aussi noter que si, dans toutes les autres administrations, les « têtes » ont été changées, il n'en a pas été de même dans la police, ni dans l'armée où, au contraire, on leur a témoigné la plus grande confiance.

On peut penser que, par cette attitude, le gouvernement espère se concilier les bonnes grâces de l'armée et de la police et pouvoir compter sur elles lorsque les troubles qu'il sent monter du côté de la droite éclateront. Espoir illusoire comme l'histoire du Chili l'a montré et comme la logique le veut : une institution dont le sens est foncièrement réactionnaire ne peut évidemment que soutenir un régime de droite.

Nous assistons donc actuellement à la seconde phase du processus. Les corporations diverses, médecins, petits commerçants, protestent contre ce qu'ils disent être une atteinte à leurs privilèges. C'est vrai que ceux-ci sont en train d'en prendre un bon coup, ce qui n'est pas un mal en soi. Mais c'est au profit d'autres couches possédantes, et cette évolution n'est pas imputable à la couleur rose du gouvernement mais à une évolution du système capitaliste vers plus d'efficacité.

Les étudiants protestent contre la sélection, mais ils ne remettent pas en cause le principe même de la division du travail. Or, si on admet qu'il faut des « postes dirigeants », il faut bien que l'accès en soit réservé à une minorité. Chacun défend en somme son morceau, sa petite parcelle de pouvoir qui lui permet d'exploiter les autres, sans exprimer la moindre conscience du fait qu'il s'agit d'une lutte dans laquelle, forcément, le plus grand nombre sera vaincu. Or, il me semble que l'alternative est cependant claire. Ou on accepte le système et sa logique, et on accepte du même coup l'éventualité de faire partie des vaincus, ou on cherche à établir un autre système qui ne soit pas basé sur la distinction entre vainqueurs et vaincus.

Au niveau de la réalité, la couleur politique du gouvernement appelé à gérer la première alternative, n'a évidemment aucune importance. Il n'en est pas de même au niveau de ce qui se joue sur l'illusoire scène politique.

C'est sur cette scène qu'interviennent quelques groupuscules d'extrême-droite qui attisent et « radicalisent » les protestations. Pour ce faire, ils ne peuvent que piquer à la gauche des formes de manifestations qui semblaient appartenir à celle-ci. Manifestations de rues, barricades ; on peut parler d'un mai 68 à l'envers, en oubliant, qu'au moins à ce niveau, mai 68 avait été précisément un échec. Toujours est-il que la droite

« classique » peut jouer le rôle rassurant de la sécurité. Tout cela est évidemment entretenu par des difficultés économiques auxquelles les multinationales ne sont sans doute pas étrangères. La suite de scénario est prévisible : c'est le retour au pouvoir de la droite traditionnelle. Seules les modalités peuvent en varier : coup d'état ou évolution politique qui rende impossible la poursuite de l'expérience et amène « naturellement » et légalement le retour au pouvoir de la droite.

L'inéluçabilité et la tristesse de cette évolution ne sauraient nous réjouir. Nous n'avons rien à gagner d'un quelconque Pinochet, ni même d'une imitation de Reagan. Elles démontrent l'utopie de la social-démocratie qui prétend réclamer un système qui a sa logique propre et inamendable.

A cette tristesse, se joint celle de voir détruites certaines de nos illusions. Il nous faudra découvrir ou redécouvrir que la rue n'est pas, ou n'est plus, le terrain où s'expriment les seules aspirations révolutionnaires. C'est le terrain où se jouent les contradictions sociales, mais ce n'est pas forcément là qu'elles se vivent. Toutes les barricades ne sont pas anarchistes ; nous devons peut-être renoncer à escalader certaines d'entre elles.

Il nous faudra donc aussi découvrir ou redécouvrir d'autres formes de rupture, qui ne passent pas forcément par la violence et le spectaculaire, mais qui

visent à introduire des failles irrémédiables. Pendant le temps où la rue appartient à ceux qui luttent pour le pouvoir, il me semble que nous n'avons rien à y faire.

Tous les médecins et tous les juristes ne sont pas d'affreux réactionnaires, tous les étudiants ne sont pas seulement soucieux d'accéder à des postes de cadres. Mais ceux qui parlent en leur nom récupèrent leurs paroles et leurs vies avec des vieux mots de l'attirail réactionnaire. Peut-être faudra-t-il aussi inventer de nouveaux mots qui rendent compte de la vie.

Alain.

Depuis que cet article a été écrit, et à la suite des manifestations des flics, des « têtes sont tombées » dans la police parisienne. Ça ne change pas grand chose. D'une part, d'un point de vue purement politique, il est possible qu'il soit trop tard. D'autre part, le paradoxe veut que ces têtes soient, pour une bonne part, des têtes socialistes... Ce qui prouve que la bonne volonté éventuelle ne suffit pas lorsque c'est la nature et la structure même de l'institution qui sont en cause.

#### ASSEMBLEE GENERALE D'IRL LES 2 ET 3 JUILLET A LYON

Tous les ans, aux environs de septembre nous tenons l'A.G. d'IRL. Cette année nous avons décidé d'avancer cette date aux 2 et 3 juillet.

A l'ordre du jour, le bilan de l'année 82-83, le fonctionnement des deux rédactions, (Lyon et Paris), les critiques et les suggestions. Nous parlerons enfin de « la saison 83-84 » et que deviendra IRL.

Nous invitons tous les lecteurs et lectrices d'IRL à venir à Lyon pour participer à cette Assemblée Générale, (si vous ne pouvez pas vous rendre à cette réunion n'hésitez pas à nous écrire pour nous faire part de vos avis).

Ouverture de l'A.G. : samedi 2 juillet à partir de 10 heures au 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon. Tél. 839.57.79 heures de repas.

## ABONNEZ-VOUS

\*\*\*\*\*

☉ NOM : .....

☉ PRENOM : .....

☉ ADRESSE : .....

☉ .....

☉ CODE POSTAL : .....

☉ VILLE : .....

☉

☉ ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN) : 50 F

☉ ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS) : 90 F

☉ ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS) : 130 F ET PLUS

☉ ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT

☉ 1 AN) : 200 F

☉ (AJOUTER 10 F POUR L'ETRANGER)

☉ LIBELLEZ VOS CHEQUES A :

☉ IRL CCP 4 150 95 N LYON

☉ IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

☉

\*\*\*\*\*

# Ensemble

# 5

CINQUIEME VOLET DE NOTRE DOSSIER SUR L'ANARCHISME DANS LES ANNEES 80.  
VIVENT LES VACANCES!!!

**J**'ai suivi avec intérêt la publication des différentes lettres pour votre dossier sur l'Anarchisme, mais malheureusement, peu de choses nouvelles y apparaissent. En espérant que cette lettre suscitera des réactions, et qu'ils s'efforceront, comme moi de contribuer à une remise en question des pratiques anarchistes. Il faut dire pour notre défense, qu'il est difficile d'y voir clair et de dissocier notre vécu de l'état du mouvement révolutionnaire, de la situation politico-économique. Et donc qu'il est encore plus difficile d'essayer de faire une analyse de la situation réelle et d'en tirer des conséquences.

Depuis 1974, on dit que le mouvement social se casse la gueule et que les travailleurs sont démobilisés. C'est vrai. Mais loin d'entraîner le mouvement libertaire dans la débâcle des organisations gauchistes, cela peut être une chance pour nous ( la vérité, c'est que le mouvement libertaire stagne et qu'on ne sait pas encore comment on va bouger ). Car si le potentiel anar est intact, c'est qu'il ne s'est pas trop compromis dans les différentes luttes qui ont été menées depuis 10 ans. Tout était impulsé et contrôlé par les gauchistes ( je ne voudrais pas seulement critiquer ce fait, mais souligner aussi que les anars n'ont pas fait grand-chose contre cette main-mise sur ces luttes ).

Toutes ces luttes se sont donc faites sur des théories différentes des nôtres ( le fameux « imposons la prise de pouvoir par la gauche, pour le déborder par la suite et imposer les conquêtes révolutionnaires dans tous les domaines » ) ainsi que leurs pratiques ( magouilles, manifs bidons, messes-meetings où leurs grands prêtres voulaient nous faire communier dans une nouvelle religion ). Grâce à ceci, on en arrive à une démobilisation massive des gens, renforcée par la venue au pouvoir de la gauche, qui a bien intégré les revendications les plus réformistes des féministes, homos, radios libres, ... ou en les détournant ( conseils d'ateliers bidons sur le lieu du travail ) quand ce n'est pas en les annulant ( au nom de la solidarité nationale et de l'austérité ). On en est là actuellement avec des anars qui se cherchent.

Je ne vais pas parler des divergences théoriques ( ce qui m'emmènerait trop loin ), mais plutôt sur le militantisme et l'unité des libertaires avec des perspectives à moyen terme ...

D'abord, je crois, qu'il nous reste quelques séquelles des pratiques gauchistes que certains d'entre nous continuent d'appliquer. Je veux parler du militantisme traditionnel ( collage, manif, meeting, diffusion de tracts ). Je ne dis pas qu'il faut bannir ces moyens, mais les utiliser de façon exceptionnelle. Car cela fait apparaître comme une coupure entre militants professionnels et consommateurs et l'on nous assimile alors à une secte ou un parti politique de plus.

D'ailleurs, beaucoup de militants ne s'en aperçoivent pas, mais ils n'ont même pas d'autres rapports que professionnels et donc surtout pas affectifs. On peut le regretter, car ça favorise en plus la rupture de ces groupes par manque de lien « organique ».

Face à cela, je pense, sans s'enfermer dans une communauté - secte, qu'il faut avoir d'autres pôles d'intérêts, sortir ensemble, ... intégrer son militantisme dans sa vie quotidienne en fait. Il faut voir la nécessité aussi d'agir collectivement : faire des week - end sur un thème écrire des articles de fond, organiser des émissions radios, etc... Le tout c'est de ne pas tomber dans les deux extrêmes : se faire encadrer dans une structure de partis ou se réfugier dans l'individualisme ( solution facile, mais en butte à toutes les contradictions ).

C'est pour cela, qu'à mon avis, il n'y a de pratiques révolutionnaires qu'à 2 conditions :

- une revendication politique de ses actes ( c'est pour ça qu'on peut dire, sans le condamner que la plupart des vols, des auto - réductions, des communautés, ... n'ont pas grand chose à voir avec le mouvement social, car sans « théorie politique », ils n'arrivent de fait qu'à aménager le système dominant en lui laissant des poches de soupape de sécurité ).

- d'autre part ( et cela va de pair ), cela doit être une pratique de « masse ». Car faire des petites actions qui ne sont pas intégrées dans des mouvements plus larges, n'a aucune portée révolutionnaire ( par exemple, l'objection collective, si elle se cantonne dans un rôle marginal. Ou bien sans entrer dans le débat violence/non violence, on est beaucoup plus indulgent pour les sidérurgistes et les anti-nucléaires que pour certains grou-

pes tels qu'Action Directe qui n'était pas trop loin de nous ).

Mais tout cela ne suffit pas encore, car sans abandonner la lutte sur son lieu de travail ( où il paraît difficile à l'heure actuelle de se développer ou de faire des actions de rupture ), je crois qu'il est nécessaire et urgent de regrouper tout ce qui peut se faire dans le domaine de l'alternative révolutionnaire, dans son quartier, sa ville ou son département. Il ne s'agit pas de faire des alliances forcées. Mieux vaut plusieurs groupes, ou 2 maisons de quartier ... qu'une seule unité, où les gens passent leur temps à se combattre. Le tout pour que le mouvement anar se développe et accroisse son audience, c'est d'être plus tolérant, et accepter d'être coordonné de manière suffisamment souple pour permettre à chacun de s'y retrouver. Il s'agit aussi de passer outre les organisations nationales ( surtout la F.A., qui a tendance à se prendre pour la seule expression du mouvement anar, et qui nie toute autre démarche ), et de créer une coordination régionale réellement implantée ( comme il en existe une dans le Sud - Ouest, il pourrait s'en créer facilement dans la région Rhône - Alpes, Bretagne, pour commencer, ... ) à plus long terme.

Mais le pilier et le moyen d'appariation de ces coordinations devrait être la création d'un espace culturel libertaire, qui supprime la coupure entre militant et sympathisant. Pour cela, il est primordial d'investir des maisons en dur ( précieux « capital » pour le futur ), qui pourraient servir de lieux de réunions pour différentes associations ou groupes de quartier, mais aussi de lieux de repère et de rencontres pour tout les gens dans la mouvance, mais qui n'osent pas rentrer d'un coup avec un groupe militant ( c'est pas évident et souvent décevant ).

L'avantage de ces maisons de quartier a largement été démontré dans des pays voisins. Financièrement d'abord, mieux vaut se regrouper, et gérer collectivement la maison. Les activités « rentables » ( si on est rigoureux ) comme café - théâtre et (ou) restaurant autogéré et (ou) ciné - club finançant les salles de réunion, d'exposition ou bibliothèque.

Cela aurait aussi le mérite de confronter les gens, les groupes qui ont tendance à se refermer sur eux - mêmes, dans des lieux qu'ils n'arrivent pas à prendre en charge ou qui sont dispersés dans la ville.

Je pense donc pour conclure que l'unité des libertaires ne passera que par une dynamique au niveau local, dépassant le sectarisme, et s'investissant dans un même espace culturel. Et d'autre part, que les anars n'hésitent pas à former et à reformer des groupes, jusqu'à arriver à une certaine stabilité. On est anarchiste non par ses idées mais par ses actes : moments de rupture dans sa vie et refus de vivre continuellement dans des contradictions ( en dehors de compromis ponctuels dans le temps ).

On ne peut pas lutter seul .....  
Amitiés.

Hervé.

# Fichez-leur la paix !

*Voici l'extrait d'une rencontre avec Claude Sigala sur les ondes de Radio Clapas, une radio libre de Montpellier. (J'ai ajouté les intertitres).*

## LA PRISON

La garde à vue dans le commissariat de Montpellier : c'était quelque chose de vraiment dégueulasse. Pour ne pas céder dans une garde à vue, pour ne pas dire ce que l'on veut te faire dire, c'est vraiment dur. La police emploie les méthodes qu'elle a toujours employées, c'est ridicule de croire que c'est plus humain, plus libéral, c'est un leurre, une illusion.

Je crois que c'est pour tout le monde comme ça et même pire pour des gens un peu moins connus.

Quand je suis arrivé à la Santé, je suis passé devant le sous-directeur. Avant moi, il y avait deux Algériens ; j'ai vu le sous-directeur les traiter de « sales Arabes », disant : « Qu'est ce que vous foutez en France à nous emmerder ». Lorsque j'arrive devant lui, il dit : « Alors, vous êtes pédé », reprenant toute l'argumentation des médias. C'était évident qu'il ne l'inventait pas, qu'il répétait ce qu'il avait lu dans les journaux. Je lui réponds : « Etes-vous là pour me juger ou pour me garder ? ». Quand j'ai entendu ce type qui n'est pas con, je

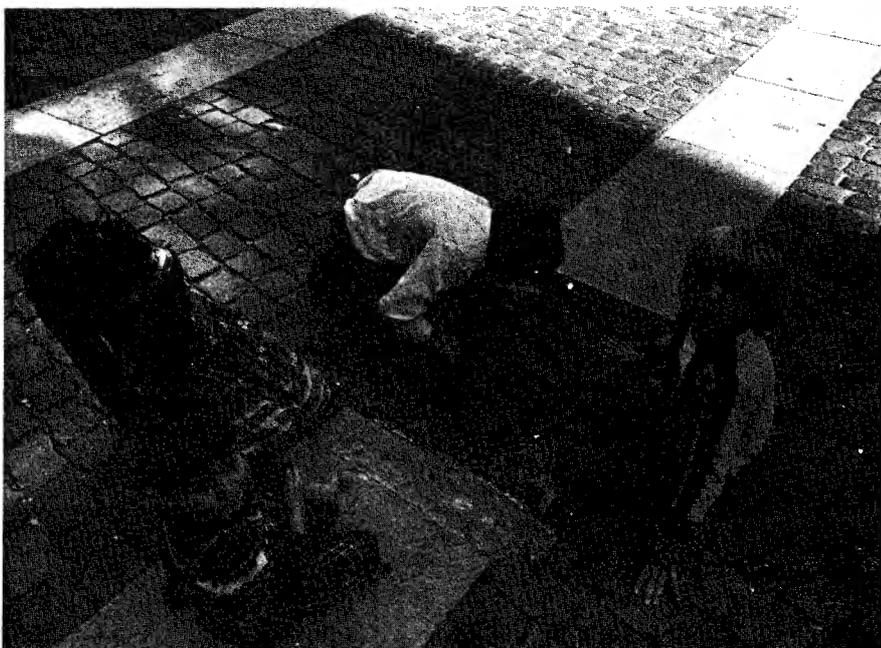
me suis dit : voilà ce que pense la France entière. C'était très dur pour moi.

En prison, ce qui m'a le plus frappé, c'est que l'on entend tout le temps des gens pleurer, des gens qui hurlent comme des chiens qui hurlent à la mort ; partout où je suis passé, j'ai entendu des cris. Et ça, les prisonniers ne le disent pas, il y a une espèce de fierté d'homme, et beaucoup de prisonniers se croient des durs. C'est d'une tristesse, d'une dureté !

La prison, c'est d'être assisté du matin au soir, il y a tout un rituel de la prison. J'ai appris en prison que l'on n'a pas le droit à l'erreur. Rien ne justifie la prison.

L'enfermement c'est empêcher d'être poète, c'est empêcher de partager, d'avoir la possibilité de rencontrer l'autre. En prison on revient face à soi, face à ses limites aussi. Le fait d'être enfermé, c'est horrible, mais si vraiment on était libre dans le sens de la poésie, les murs tomberaient. Pour moi, ils ne sont pas tombés.

Comment ne jamais aller en prison ? Mais aussi, la prison dans son H.L.M. dans sa drogue, autour de soi avec les gens que l'on croit aimer. C'est cela qui est essentiel. Ce qui est mis en danger, c'est la liberté, c'est la désobéissance, c'est l'être, non le faire ou l'avoir. C'est la poésie qui est mise en danger.



## INSTITUTIONS LIEUX DE VIE

Je crois de plus en plus à l'individu, et si respecter l'autre veut dire quelque chose, cela veut dire que plus c'est individualisé, plus c'est possible. Je veux dire ceci : il faut d'abord que le sujet en tant que « Je », soit « Je », pour que le « nous » soit possible.

L'enfant, c'est de cela dont il nous parle, et le fou aussi. C'est de cette recherche effrénée, éperdue, effrayante peut-être du « Je ». On est à la recherche continue de soi, mais la structure, l'institution, le pouvoir, c'est ce que je sais maintenant, c'est le contraire de cette recherche de soi. C'est l'anonymat, la facilité, l'assistanat. C'est la fuite face à la peur devant soi, devant ce que l'on est réellement. Face à cela, nous ne proposons ni la déprime, ni le néant. Ce que l'on propose, au contraire, c'est cette recherche de la poésie, c'est-à-dire de la créativité, mais qui n'est pas abstraite uniquement. Ce n'est pas l'art, cela peut passer dans l'art, mais ça peut passer aussi dans la construction d'un bateau, d'une porte, dans une lettre ou en faisant la cuisine tout simplement.

Les enfants que nous accueillons sont dans cette recherche de créativité, en particulier les enfants psychotiques. Ils sont en continue recherche de savoir ce qu'ils sont, devant l'angoisse. C'est pour cela que s'il y a une possibilité, pas une thérapeutique, une possibilité de vivre avec, c'est dans la connaissance et la reconnaissance des choses les plus élémentaires, les plus simples : des histoires d'eau, des histoires d'air, des histoires de terre, de feu, des histoires de rencontre.

Un lieu est un lieu de vie parce que d'abord il y a la rencontre avec les éléments, la rencontre avec des personnes, ce qui passe aussi par des relations d'amour.

## AMOUR - SEXUALITÉ

Parler d'amour c'est parler de l'essentiel, du plus difficile. Cela ne signifie pas que nous nous laissons enfermer dans des histoires de sexe, le sexe n'étant que l'une des composantes de l'individu, de notre personnalité. C'est important, il ne faut pas nier la sexualité, ce serait ridicule. Mais si le sexe devient une composante trop importante de la personnalité, là aussi on court à l'enfermement. C'est dramatique. Je pense que les pédophiles dans le sens de la sexualité, dans le sens d'une certaine perversion où le sexe prime, c'est à dire où il devient pouvoir, où on n'est habitué que par un désir de sexe, donc que l'autre soit ma possession, c'est quelque chose de dramatique, mais pas seulement chez les pédophiles,

La course à la sexualité c'est la même chose que la course à l'argent, la course au pouvoir. La course c'est le contraire de la liberté, c'est ça l'enfermement, c'est pareil chez les homosexuels c'est pareils chez les hétérosexuels.

#### LA FOLIE

La folie, il ne faut pas la caricaturer, il faut je crois différencier folie et souffrance. On est tous fous en ceci que l'on perd tous par moments le sens de la réalité, et tant mieux, sinon on devient Mr Salzmann qui est aussi fou que moi, mais dans un autre domaine.

La folie ce n'est pas la poésie, ce n'est pas le délire, c'est à un moment donné une énorme souffrance parce qu'il m'est devenu impossible de communiquer avec l'autre, parce que je me laisse enfermer dans une situation. Etre confronté à cette folie-là, ce n'est pas toujours simple parce que vivre avec la souffrance de l'autre ce n'est pas facile à supporter.

Dans nos espaces, il me semble évident que la folie est certainement moins enfermée ; c'est le contraire de l'hôpital psychiatrique où elle est mise entre quatre murs parce qu'elle fait peur. Ici, elle a un espace possible pour s'exprimer, donc être moins souffrante dans certains cas.

Lorsqu'elle est trop souffrante, devient insupportable dans nos lieux, elle va ailleurs. On n'est pas fait pour enfermer les gens, c'est le contraire.

Dans les lieux que nous avons créés, nous essayons de mettre en place sans l'institutionnaliser, autre chose que l'enfermement. C'est uniquement dans des espaces de ce type là qu'il y a la possibilité d'être un peu moins enfermé. Sinon, on recrée la dépendance.

#### LE POUVOIR

La circulaire qu'a sortie Georgina Dufoix, je n'ai même pas envie d'en parler parce que nous ne nous situons absolument dans ce contexte-là. Il y a un problème fondamental que nous posons au pouvoir, qui se pose à tout pouvoir, à tout lieu d'enfermement.

Nous disons ceci : Aidez-nous si vous voulez, si vous en avez besoin, mais fichez nous la paix, laissez nous avoir des initiatives.

Il me semble que ce « Fichez-nous la paix, laissez nous avoir des initiatives » est peut-être l'acte le plus révolutionnaire qui soit car c'est l'acte qui remet fondamentalement en question tout pouvoir.

Je suis interdit d'être au Coral, le juge m'interdit de vivre avec des mineurs, la répression continue, et ça peut durer encore longtemps. Il continue à me ronger quelque part, mais avec moi il n'a pas gagné.

Montpellier, le 19/03/83.

# Quelle paix ?

## Impressions sur la deuxième Conférence Européenne pour la Dénucléarisation de l'Europe. Berlin Mai 1983.

**D**e cette triste province qu'est Lyon, nous avons regardé attentivement et avec enthousiasme le développement du mouvement pacifiste en Europe et surtout dans le monde ces dernières années.

**Naturellement vu notre méfiance envers les dirigeants cathos, et les partis politiques, qu'il soient grands ou petits, on a été toujours critiques envers ces mouvements qui se disent pour la paix. Nous, les anarchistes, on leur a toujours demandé ; Mais quelle paix ?**

La paix du « mouvement de la paix » organisée par le parti communiste dont la jeunesse communiste il y a peu de temps sur « A 2 » rappelait qu'il fallait faire « son service militaire sérieusement il ne faut pas perdre son temps derrière des conneries », et plus loin « six mois pour cela ne sont pas suffisant ! » ? Ou la paix de nombreuses associations, dont on admire l'effort pour dénoncer l'accumulation des stocks d'armes toujours plus destructrices, mais qu'on voit rarement se battre pour le droit à l'objection, pour l'insoumission, ou pour défendre les déserteurs ?

Où la paix que les grandes puissances expriment grâce aux médias et déclarent avec sûreté et arrogance en se balançant avec tartes à la figure - dixit Charlot - des grands hymnes à la paix. La paix ? Mais quelle paix, donc ?

Influencé par Dimitri Roussopoulos, et son article paru sur IRL n. 50 : Pour un nouveau pacifisme, je suis allé à Berlin du 9 au 14 mai à la deuxième conférence pour la dénucléarisation de l'Europe. J'y suis allé pour me rendre compte de la réalité de ce mouvement, ou tout du moins, m'informer, rencontrer ces fameux pacifistes !

Parmi les 3.000 personnes qui ont participé pendant une semaine à cette Conférence, il y avait des personnes venant de l'Europe entière : ( 250 espagnols ) mais aussi des personnes venues d'Amérique, d'Hiroshima, du Japon, d'Australie, etc...

Une bonne organisation, mais surtout un palais monstre. Ce tas de béton et nickel a été efficace car même grâce à ses nombreuses salles, petites et grandes, où on pouvait disposer d'un système de traduction simultanée en plusieurs langues.

Les premiers trois jours de cette longue semaine furent consacrés à des discussions-séminaires, conduits par des spécialistes de diverses branches : économistes, politiciens, syndicalistes, etc... Les discussions allaient du désarmement à la reconversion de l'industrie de guerre, en passant par le problème des femmes ( nombreuses ) et le pacifisme, et à d'autres aussi intéressants comme celle sur quels rapports avoir avec les mouvements pacifistes des pays de l'Est. Oui, mouvements au pluriel car il y en a d'officiels et de non officiels. Les deux étaient, mais tandis que les premiers auraient pu facilement se déplacer, le deuxième n'ont pas eu de passeports...

Le quatrième jour, l'ouverture officielle se tint dans la plus grande salle. Les 3.000 personnes purent voir des diapos sur Greenham Common, Angleterre, ( un camp de femmes organisés face au site où les américains à l'automne prochain voudraient installer leurs fusées ), sur Comiso ( voir IRL n. 48 ) et des images toujours macabres d'Hiroshima. C'est de cette ville que deux femmes sont venues saluer la conférence pour « que jamais il y ait d'autres Hiroshima ».

La Conférence commence alors ses travaux. Il faut rappeler qu'elle n'a pas comme objectif de tracer les grandes lignes sur lesquelles le Mouvement de la Paix doit se maintenir, mais c'est celui plus concret de faire des propositions que les groupes, les individus, organisations des divers pays acceptent ou pas selon leurs intérêts, possibilités, etc.

Les forums, si nombreux qu'il était impossible de les suivre, tous étaient organisés autour des groupes spécifiques : objecteurs, médecins, syndicalistes, écrivains, professeurs, psychologues, femmes, églises, etc. C'est justement à ces forums que j'aurais aimé voir plus de libertaires et antimilitaristes pour prendre la parole et pousser davantage ce mouvement de la paix à prendre des positions plus précises par rapport à nos objectifs.

#### LAISSONS DE CÔTÉ LES REVES

Ce mouvement reste pour divers aspects, spontané et précaire malgré la présence de quelques dirigeants de petits partis politiques, les verts allemands, le PSU français, le PDUP italien, qui voudraient s'en faire leurs fleurons. En outre, j'ai eu l'impression que ce mouvement loin de limiter son champ d'action à la lutte contre l'installation des missiles américains et russes en Europe,

et contre la présence de la force nucléaire française, veut s'engager concrètement contre « la course aux armements et vers la paix ».

Et les diverses propositions de travail, émanées au cours des « forums internationaux » qui se sont tenus pendant cette semaine à Berlin, en donnent un bon exemple.

Bien sûr il y a des choses qui peuvent nous faire rire, comme l'envoi de « millions de lettre à Reagan », les jumelages entre les villes de l'Est et de l'Ouest, mais il y a aussi des propositions qui peuvent être discutées comme les référendums ; les villes déclarées dénucléarisées comme la ville de Sarbrücken dont le maire était présent.

Ce mouvement « ouvert », est pour le moment géré par une « coordination » qui n'a pas été précisée, qui a choisi les orateurs pour la fermeture de la Conférence. Ces orateurs, en fait, n'ont pas tous le cœur pacifiste, certains ont bien démontré être surtout des politiciens qui venaient faire un discours

les divers pays où ils existent » ; le rôle des femmes qui déplacent le terrain de la lutte pour la paix vers d'autres thèmes très importants pour toutes les sociétés actuelles : sexisme, autoritarisme, hiérarchie, etc.

Ces discours et ces propositions ont rappelé qu'il est nécessaire de développer le mouvement pour la paix dans tous les pays de l'Est et de l'Ouest : internationalisme. Ils ont rappelé les propositions émanées des forums d'étudier les méthodes et les possibilités de reconversion de l'industrie de guerre, et ceci avec l'appui des syndicats des travailleurs, mais aussi avec la résistance active à Comiso, à Greenham Common, et dans tous les pays et les villes où il existe des « camps pour la paix » ; ainsi que l'organisation de « Walk for life » (promenade pour la vie) et non pas de « marches », comme l'a souligné une oratrice critiquant à juste titre l'emploi de la part des pacifistes de termes appropriés pour l'armée et non pas pour un mouvement de la paix.



qui se serait ensuite envolé vers une partie des électeurs qui attendent de déposer l'urne en Italie et en Angleterre. Il suffisait d'écouter le représentant parlementaire Anglais lequel rappelait que les travaillistes et leur chef regrettaient de ne pas être présents physiquement à la Conférence, à cause de l'organisation de la campagne électorale, mais qu'ils étaient proches du mouvement pour la paix et qu'ils allaient en défendre les propositions. Il suffit de se rappeler en outre le discours de L. Castellina (député européenne) qui se présentera dans la liste du P.C. italien aux prochains élections ; ce discours, bien qu'exprimé avec une certaine conviction, à l'oreille critique il ne pouvait que puer d'exemple de propagande indirecte. Mais tout n'était pas faux.

Le discours de Robert Hume, un vieux pacifiste allemand, m'a semblé sincère, comme celui d'ailleurs des autres personnes qui sont intervenues à la séance de clôture du dimanche 14.

Ces derniers ont rappelé le rôle essentiel des objecteurs de conscience « les premiers à démilitariser unilatéralement

Enfin pour vous donner une idée de ce que certains membres de ce mouvement pacifiste pensent, je vais rapporter quelques passages de l'intervention de Robert Hume. Celui-ci a dit que le Mouvement pour la Paix ne doit pas tomber dans des sectarismes idéologiques, mais il doit développer un mouvement de solidarité « La paix est la confrontation des diversités »... nous ne devons pas créer une paix de cimetière mais une paix des différences.

Dans ce discours sincère et chaleureux, R.H. a dit plus loin que : « Nous étions peu et nombreux. Peu, parce qu'il manquait ceux qui se trouvaient de l'autre côté du mur, et nombreux parce que nous étions plus de trois mille à être venus à cette conférence ». « Cette rencontre a été de toute façon nécessaire, elle a créé des rapports, des relations nationales, non politiques, mais d'amitié, et, je dirais, si ce mot ne faisait pas peur dans ce palais/monstre, d'amour ». « Il faut se préoccuper surtout de la course à l'armement, des dangers de guerre », et il a ajouté : « il faut cependant se défendre contre un système de pensée qui

nous fait croire que l'insécurité est la sécurité », et il faut se préoccuper également de la spirale de l'armement de la police ». « Une nouvelle société doit naître et nous ne devons pas seulement parler de catastrophes, mais agir, puisqu'il existe encore des possibilités créatrices ». Il n'a pas oublié de critiquer le manque, au cours de la conférence, d'un intérêt plus profonde pour le tiers monde « où il se passe plus de choses que l'on veut bien nous faire croire ». Et enfin son dernier salut est allé aux femmes qui s'engagent activement contre l'installation des missiles américains à Comiso et à Greenham Common. Et il a terminé en proposant que ce soient « les femmes à être en tête de la chaîne humaine que cet après-midi, symboliquement devra unir l'Europe entière, du consulat de Pologne à celui du Portugal ».

Enfin, après ces discours, suivis par quinze minutes de musique classique et de l'hymne « We shall overcome » chanté par une salle debout, qui se tenait par la main, nous sommes lentement sortis de ce « bunker » pour effectuer la manifestation non-violente organisée en dernière minute.

#### Ce n'est pas l'anarchie, mais...

Je crois que nous pouvons avoir la possibilité d'intervenir dans le mouvement pour la paix si nous comprenons que c'est important de lutter contre l'installation des missiles en Europe et dans le monde. Si nous nous engageons activement contre la course à l'armement si nous développons l'antimilitarisme.

Les préoccupations de ce mouvement pour la paix, qui est un ensemble de groupes non homogènes, du moins en partie, nous touchent de près.

Il s'agit seulement de démontrer que pour qu'un mouvement pour la paix s'achemine vers un monde sans armées, il faut dès aujourd'hui développer l'antimilitarisme international, il faut d'autre part démasquer les trahisons et les promesses des partis politiques et des pouvoirs autoritaires répressifs.

Il faudra se rappeler que tant qu'il y a des individus qui exploitent d'autres individus, on ne peut pas parler de paix, etc... etc...

Mais, chères et chers camarades, nous ne devons pas seulement les écrire ces choses, nous devons confronter nos idées, nos actions, avec d'autres personnes et d'autres mouvements qui sont susceptibles de prendre nos propositions en considération. Et si nos analyses et nos démarches ne sont que l'imagination ou si elles existent seulement au niveau embryonnaire, cherchons à les développer afin de pouvoir être présents MEME dans ce mouvement pour la paix, non pour le récupérer, ni pour en faire un mouvement anarchiste, mais pour faire des propositions concrètes qui vont dans le sens de notre idéal. La prochaine conférence aura lieu l'an prochain en Italie.

Mimmo

# La pensée du Nouveau Monde

L' article suivant est traduit de la revue *Comunidad* (Box 15 128 - S 104 65 Stockholm - Suède). Cette revue, très intéressante, est publiée en castillan par un groupe d'exilés uruguayens qui vivent en Suède. Outre la publication de *Comunidad*, ils continuent à publier des livres en castillan et en suédois.

Un travail, mais aussi une longue expérience de vie communautaire (ils impriment eux-même leurs publications) que nous espérons vivement vous faire connaître davantage un jour.

## UN VIEUX PROFIL DANS LES NOUVELLES LUTTES POUR LE SOCIALISME

**L**es indigènes du monde entier, à partir de l'expansion européenne, ont souffert une agression totalisatrice qui a brisé leurs formes de vie sociale et individuelle, détruit leurs cultures et leurs communautés, de même que leur langage et leurs modes d'expressions.

Le coût de cet « exploit » de l'Occident, c'est peut-être la conquête spatiale la plus importante de tous les temps, elle fut terrible. Les sociétés les plus « avancées » depuis la fin du XVe siècle ont mis en œuvre une entreprise sans limites géographiques et morales, marquée par leur désir de conquête et de profit. Et cette soif de lucre, comme toujours, signifia la destruction systématique de millions d'êtres. La civilisation et le progrès européen, à la charge des nations qui couvaient le capitalisme et l'industrialisation, se fit par le sang et par le feu, suivant des accords et des répartitions de zones d'influence internationale et se fondant sur les méthodes les plus violentes.

### Au commencement fut le chaos

*Avec l'arrivée de Christophe Colomb sur nos côtes, commence l'invasion de l'Amérique par le capitalisme européen lequel, ses frontières rétrécies par l'accumulation des richesses, avait besoin comme tout capitalisme en expansion, de s'étendre vers de nouveaux marchés. L'idéologie des classes dominantes, à partir de là, a transformé ce qui fut le début de l'invasion totale et le saccage sans pitié de nos territoires, en une date de célébration et de louange de la bravoure de l'envahisseur. (1)*

Seulement 50 ans après ce débarquement des « marines » de Colomb, appelé de façon insolente « découverte » de l'Amérique, la population indigène avait été décimée. En 1542 au moment de l'arrivée de Colomb selon certaines estimations, 80 millions de personnes peuplaient le continent ; ce chiffre est ensuite tombé à 10 millions. Les armes à feu, les maladies importées de la métropole produisirent un massacre sans précédent et qui aujourd'hui encore n'a pas trouvé sa pareille même dans les horreurs de Hiroshima et de Nagasaki. *Le peuple Indien d'Amérique, depuis l'arrivée des envahisseurs jusqu'à aujourd'hui a été soumis à une mort lente et systématique... le désir de génocide du conquérant européen a pris forme : il a exterminé des villages indigènes entiers par des guerres de conquête, il a décimé par millions les nôtres par le travail forcé dans les mines et les champs; il a réduit à la famine, à la dénutrition, et à la mortalité les enfants et maintenant, il stérilise nos femmes. (2)*

On approche bientôt les cinq siècles de domination coloniale avec sa version actuelle des nations « indépendantes » chargés d'assumer et d'orchestrer un ordre mondial occidentalisé, les peuples indigènes maintiennent leur résistance pacifique ou armée, en conservant leur identité propre, distincte, en contraste avec l'identité nationale métisse ou créole, dominante dans les divisions politiques actuelles qui leur ont été imposées, nations-états dont ils sont sujets.

### Le chaos actuel généralisé

La crise totalisatrice qui secoue le monde moderne, résultat de cette entreprise civilisatrice, laisse découvrir ses

contradictions et ses déchirements. Beaucoup parlent de l'agonie et de la mort de l'Occident. Des milliers de conflits se font jour dans les domaines politiques, économiques, écologiques et sociaux. Les minorités ou majorités dominées, trouvent ainsi de nouvelles occasions pour s'exprimer et tisser de nouvelles solidarités. Les nationalités opprimées, ou les femmes, les minorités culturelles, ou les pauvres, ou les « sous-développés » résistent, luttent et cherchent à faire aboutir leurs revendications.

Peut-être le cas particulier de la mal-nommée Amérique latine, secouée par des luttes et conflits manifestes dont le sens dépasse les limites locales bien qu'ils soient une émergence de cette crise généralisée, peut nous donner des éléments non seulement pour connaître la réalité contemporaine mais aussi pour orienter le changement.

Ainsi on se rend compte que pendant la dernière décennie de nouvelles organisations politiques ont proliféré, qui brandissent de nouvelles revendications ethniques et culturelles, représentant une pensée indienne qui met au point des revendications et propose des alternatives aux sociétés installées dans ce continent.

Dans cet article nous tenterons de souligner les contributions qu'ils apportent et qui en général sont tenues sous silence par tous les moyens et dans toutes les réunions de droite ou de gauche. Même quant ils participent en tant que protagonistes aux mouvements dits de libération nationale, ils courent le risque d'être phagocytés par la persistance inconsciente des préjugés hérités du système qu'ils veulent combattre, qui les revalorise et prétend les programmer comme de simples pions d'un jeu, dans la lutte aujourd'hui et dans le travail demain.

### La persistance de la domination

Le cannibalisme orientale a tué et tue sans scrupules et en même temps tente d'assimiler les parties tendres du corps social, les intégrant à ses formes économiques, politiques et religieuses. Toujours dans la condition d'exploité et de dominé. Il avale ce qui lui est utile et élimine ce qu'il désapprouve.

Mais comme le démontre dans son dernier livre « *La conquista de America - La cuestion del otro* » le chercheur bulgare T. Todorov, cette opération exige une instance légitimatrice. *Une des intentions du livre est d'établir certains parallélismes avec notre époque, on pourrait penser, au rôle fondamental qu'a eu la religion chrétienne en ce qui concerne la conquête et celui qu'elle est en train de jouer dans le néo-colonialisme actuel, l'idée mythique du progrès. Dans le premier cas, au nom du bien être spirituel, il les volait, il les dépouillait et les privait de leur identité ; actuellement le progrès est la religion laïque d'aujourd'hui... la conquête s'est faite sous prétexte de la religion, je crois que sans lui et sans cette possibilité pour lé-*

*gitimer des actes terribles même si c'est sans croyance, et frauduleusement les conquérants n'auraient pas eu cet élan, cette conviction qu'on ne peut leur nier. La religion est une fin et un moyen puis-que fréquemment la conquête triomphe grâce à elle. Si on observe l'histoire il devient évident que la religion marche la main dans la main avec les conquistadors. (3)*

D'autres procédés sont également pertinent et utiles comme les méthodes scientifiques. Les méthodes scientifiques se mettent aussi au service de la domination, en font partie.

Ainsi dans le musée imaginaire ou réel, s'ordonnent les connaissances et les symboles de ce monde qui se veut mort, inférieur, le convertissant soit en monde anthropologique, soit en son expression moins sévère et populiste que complète cette tâche qui ronger trahisons et coutumes avec un tourisme commercialisé, qui le dépouille de tout sentiment profond, le contaminant par des spectacles ou des intérêts économiques... Et maintenant non sans farce, le peuple donne aux touristes la représentation d'inexistence d'aujourd'hui à jamais inutile. (4)

Mais on va plus loin. La domination persiste et se renouvelle, et se modernise aussi. Les valeurs occidentales, au travers du pouvoir économique et idéologique qui sont imposés de manière homogène au monde entier tentent aujourd'hui de définir le « modèle de développement social pour le pays du tiers monde ». La tâche est à la charge des nouvelles couches technocratiques, nées en Amérique Latine et alimentées par les valeurs dominantes.

*Pour faciliter la déculturation et l'intégration de l'indien au modèle de la civilisation occidentale, rien de plus facile que de mettre sur le même plan tous les peuples indiens, de les fondre en un même stéréotype, faisant en sorte qu'on ne les voit plus que comme une simple culture du passé. Entre temps, pendant le siècle dernier et encore au début de celui-ci les partis politiques, les institutions religieuses ou humanitaires se développent et donnent naissance à une nouvelle élite locale d'intellectuels et de scientifiques déterminés à conserver leurs privilèges à tous prix autant dans les démocraties que dans les dictatures militaires. (5)*

### Le poids du paternalisme

Les projets progressistes sont également contaminés, traversés par les mêmes valeurs et schémas de pensée. Dans ses écrits, Fray Bartolomé de las Casas, qui adopta une position qui se définit comme plus généreuse et plus égalitariste, d'approche de l'autre, l'indien, apparaît déjà colonialiste. A force de dire que les indiens sont les égaux des espagnols, on niera la différence et même s'ils ne le font plus en termes d'infériorité comme le faisaient les opposants farouches, cela signifie aussi assimilationisme. Il projette sur l'autre sa

propre image, ce qui l'empêche de le voir comme il est. Le portrait qu'il fait des indiens ne correspond pas à la réalité, si ce n'est à son idéal de chrétien, ce qui conduit l'autre à ignorer l'autre identifiant ses propres valeurs avec les valeurs en général. Ainsi se crée une supériorité indiscutable la mettant hors de portée de toute question.

Aujourd'hui, des anthropologues, des sociologues, et des théoriciens pleins de bonnes intentions préfèrent convertir les indiens, en prolétariat, paysans, et bourgeois. Ils les étudient aussi, sans en avoir conscience les inscrivent dans leurs catégories d'analyses, dans leurs valeurs indiscutables malgré leurs protestations. C'est pour cela que les indiens trouvent face à eux un double front de lutte : l'oppression dans la structure et l'oppression dans le langage, les deux faces complémentaires de la réalité. Et ils élèvent la voix, protestant, à partir d'une autre réalité : structure et langage, courant aussi le risque de réduire l'approximation à la donnée.

*Bourgeoisie, prolétariat, monde paysan, sont les classes classiques sociales des occidentaux d'Europe ; alors qu'en Indoamérique, concrètement en Bolivie, elles ne sont rien de plus que des superstructures grossières et ridicules... le paysan en Occident est une classe sociale assujéti à un salaire, une classe exploitée par une bourgeoisie territoriale. En Bolivie il n'existe pas une telle bourgeoisie territoriale ou rurale ; l'indien n'est pas un salarié, ne vit pas d'un salaire, l'indien n'est pas une classe sociale, c'est une race, un peuple, une nation opprimée.*

*Le problème indien n'est pas le problème paysan, le paysan authentique lutte pour un salaire. Son but est la justice sociale. L'indien ne lutte pas pour un salaire qu'il n'a jamais connu, ni pour la justice sociale, qu'il imagine même pas. L'indien lutte pour la justice raciale, pour la liberté de sa race, race soumise à l'esclavage depuis que l'occident a planté ses griffes sur les terres du Tahuantinsuyu.*

*L'indien ne peut, ne doit pas être le paysan de la société blanche, l'indien doit être un homme libre dans sa société libre. (6)*

Et chez nous nous rencontrons le problème qui a toujours été latent et qui ressurgit actuellement avec force en Amérique Centrale. Le schéma marxiste spécialement, se montre incapable d'accepter cette autre réalité distincte de celle qui lui a donné son origine et qui paradoxalement est aussi dominante chez les groupes de minorités qui prétendent « paternellement » provoquer la libération des peuples.

*Les partis et les organisations nationales de gauche, à en juger par leur position (ou plus fréquemment leur manque de position), n'ont pas réussi à accepter, ni en théorie, ni pratiquement, le fait de la mobilisation politique indienne, en réalité ils n'ont pas accepté un fait préalable : l'indien. Les discours de la gauche orthodoxe coïncident avec*

*l'attitude de certains gouvernements, qui éliminent les indiens par décret, et assimilent les groupes ethniques dans la catégorie paysanne à laquelle par ailleurs on nie toute capacité révolutionnaire propre, et on leur assigne comme rôle historique s'assimiler, lutter pour, le programme politique du prolétariat. (7)*

On ne peut pas nier ce problème, mais le dépasser implique nécessairement des conflits et des luttes. Comme il devient clairement explicite dans une déclaration de ALAI (Agence Latino-Américaine d'Information) que cette conception utilitaire des indigènes (ou des travailleurs) échappe à la perception des révolutionnaires, les mettant en péril ou montrant les contenus non manifestes de ses projets. *C'est ainsi que la question indigène s'est placée au centre des définitions, théorico-politiques, des organisations révolutionnaires, spécialement de celles intéressées par l'obtention du raiement des masses indigènes dans la lutte contre l'actuel système de domination. (8) (souligné par nous)*

### La base des préjugés

Rechercher les origines des préjugés ethnocentristes qui sont à la base des analyses et des projets dépasse le cadre de cet article. Préjugés largement partagés et transmis par ces « élites intellectuelles et scientifiques », qui émettent des jugements plus ou moins reconnus pour leurs prétentions scientifiques et qui comme le signale Clastre, victimes à son tour d'une mystification grossière et redoutable, ont contribué à définir la stratégie des nations industrielles (Nord) face au monde sous développé (SUD). Comme le signale l'auteur, la vanité scientifique du concept d'économie de subsistance, avec laquelle on veut caractériser des sociétés distinctes, exprime bien plus les nuances, exprime beaucoup plus les habitudes et les attitudes des observateurs occidentaux, face aux sociétés primitives, que la réalité économique sur laquelle s'établissent les cultures. Contrairement à ce « jugement scientifique » spécialement assuré par le marxisme, vancée de la pensée occidentale, les dites sociétés sont en réalité les premières sociétés de l'abondance (9), spécialement par l'exédent de temps libre dont il profite.

*La même perspective qui fait parler des primitifs comme des hommes qui vivent avec difficulté en économie de subsistance, en état de sous-développement technique détermine aussi la valeur et le sentiment du discours familial sur le politique ou le pouvoir social. Familier pour autant que, depuis toujours, la rencontre entre l'occident les sauvages, leur permet de ressortir le même discours. Comme témoignage exemplaire nous avons ce que disaient les premiers explorateurs européens au Brésil, à propos des Indiens Tupinambas : Gens sans foi, sans loi, sans roi.... leurs mburuvicha, leurs chefs, ne jouissaient en effet d'aucun pouvoir.*

Qu'est-ce qui peut avoir été plus étrange, pour des gens qui venaient de sociétés où l'autorité culmine dans les monarchies absolues de France, du Portugal, ou d'Espagne? (10) Le manque de hiérarchie, de coercition, de pouvoir politique. L'anarchie, la liberté est vécue comme un danger, comme un déficit. Comme le répète Clastres: *Notre culture dès son origine, conçut le pouvoir politique en termes de relations hiérarchisés et autoritaires d'ordre d'obéissance.*

### La persistance du préjugé

Dans la mesure où le politique, c'est-à-dire les mécanismes à travers lesquels une société envisage la considération et prend des décisions conformes à la satisfaction de ses besoins, se réalise dans les sociétés archaïques avec un sentiment que nous pourrions considérer comme opposé de celui qui caractérise le monde occidental, l'absence de division sociale entre dominants et dominés.

L'absence de la division sociale entre dominants et dominés, dirigeants et dirigés, est absolument étrangère au modèle occidental. Et son absence est vécue comme un déficit. Pour eux il n'y a pas à regretter des projets qui prennent le nom de révolution spécialement parmi les instruments qui veulent réaliser le changement social. Aussi pouvons nous rencontrer un parallélisme possible dans des théories apparemment opposées comme celles qui ont servi à faciliter le colonialisme, l'implantation du socialisme d'inspiration autoritaire et l'imposition d'idéologies et de plans pour le développement. Toutes ces théories sont dignes d'être accusées d'ethnocides puisqu'elles ont condamné à mort différentes formes socialistes qui ne collaient pas aux paramètres et aux ordres de leurs dirigeants éclairés.

Jean Duvignaud signale que tant en Afrique qu'en Amérique, même quand on a voulu provoquer la naissance d'un régime socialiste, ce qui en réalité s'est réalisé c'est la lente implantation d'un appareil de cadres moyens, qui imposaient des moyens de regroupement selon des schémas conçus dans la ville et en grande partie des cas européens.

Cet appareil d'Etat... se repose sur l'idéologie du socialisme mais il s'implante par le biais de l'autorité d'une bureaucratie. (11)

Tout ceci n'est pas pour nous surprendre, s'il ne suffit que d'écouter d'une façon critique la resurgence de cette constante autoritaire qui est à la base de toute la pensée et l'expérience occidentale. Certaines des idéologies en progrès dans les mouvements qui intègrent les indigènes se fondent sur cette méfiance qui nie toute possibilité de gestion de pouvoir aux ouvriers et aux paysans.

Kautsky fut le premier à l'exprimer, mais Lénine le convertit en un programme, l'incorporant décidément à son discours : *On ne peut ajouter la conscience de classe à l'ouvrier autrement que de l'extérieur, ceci est en dehors de la*

*lutte économique, en dehors de la sphère des relations entre ouvriers et patrons.* (12)

Toute l'idéologie léniniste, idéologie que comme nous le disions reste présente au sein de nombreux mouvements actuels, est fondée sur le postulat de l'incapacité de gérer la production.

### Les consignes habituelles

De la même façon que la Première Internationale revendiquait « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », les indigènes à partir de leurs bases et de leurs communautés, de même qu'en leurs congrès réaffirment que là où le peuple indien est majoritaire, sa finalité immédiate est l'autodétermination, là où il est minoritaire son droit est l'autonomie. (13)

La conscience de la richesse de sa culture, de son histoire et ses conceptions potentialise ses demandes.



Nous insistons encore pour revenir à nos institutions économiques. L'autogestion de notre communauté est une réalité vécue et non une utopie, dans la mesure où l'économie industrielle ou agricole de nos villages a pour vocation la satisfaction harmonieuse, les réussites sociales et individuelles dans chaque sphère communautaire... Mais la lutte de libération des peuples indiens, est une lutte de civilisation, et non pas une lutte de classe. Il ne s'agit non plus de transformer la société andine-amazonienne en une société homogène, mais de reconstruire les institutions indiennes qui se sont maintenues dans chaque communauté...

Ceci ne signifie pas qu'il faut refuser l'innovation technologique par exemple. Mais le résultat des échanges internationaux ne doit pas signifier la destruction de certains peuples, et encore moins leur extermination... Le génocide, le chômage, et autres plaies sociales imposés par la société latino-américaine devront disparaître le jour où ils pourrons se gouverner eux-mêmes. (14)

Au contraire, nous trouvons par exemple que le PGT (Parti Guatémaltèque des Travailleurs) postule pour l'incorporation des peuples indigènes aux processus révolutionnaires partant de leur situation de classe et de leur caractère de masses exploitées, mais en tenant compte des formes particulières au travers desquelles s'exprime leur conscience sociale. Il est nécessaire de lutter beaucoup, partout, village par village, selon la situation qui prévaut, ainsi que dans tous les pays, pour appliquer l'orientation fondamentale de notre parti ». (15).

De façon plus confuse, mais toujours fondé sur un pouvoir centralisé et coercitif, nous pouvons citer un document du E.G.P. (Armée Guérilléra des Pauvres). Nous pouvons, devons anticiper qu'après la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires ce sera au sein des organisations classistes et ethno-nationales, révolutionnaires de direction de l'Etat, que de commun accord, libre, volontairement, les peuples indigènes et le peuple latin décideront quelle sera la configuration économique, sociale et politique que devra avoir la Nouvelle Patrie Multinationale. (16)

Ce double message, celui horizontal des peuples et celui vertical des directions, est présent aujourd'hui dans les nombreuses manifestations sociales qui agitent le monde « sous-développé ». La méfiance devant cette expression verticale est manifeste. Avec de pseudo-dirigeants paysans, des « pactes » ont été signés, destinés à servir les minorités blanches et contre le grand peuple indien qui constitue les secteurs appauvris, ouvriers, mineurs et toutes les classes exploitées. De nombreux politiciens se sont auto-proclamés dirigeants paysans pour se hisser au pouvoir. (17)

Le mouvement indien ne croit pas en la démocratie occidentale, ni en son jeu politique, ni aux escamotages qu'il fait des revendications des travailleurs. En déclarant la guerre politique, culturelle, et philosophique à l'Occident, nous la déclarons aussi à ses manifestations sociales et économiques.

Le rejet de l'Occident est total : sa raison, son idolâtrie de l'or, sa propriété privée, son « exploitation de l'homme par l'homme », sa « lutte de classe », son « nazi-fascisme » sa « dictature du prolétariat » son « communisme » et la terreur de sa « bombe atomique ».

Et il voit en leur message, le message que l'humanité attend pour sortir du bourbier mortel dans lequel la maintient l'Occident. Ils se sentent et se veulent l'épine dorsale et l'esprit de la révolution libératrice... mais il faut premièrement, retourner aux lois de la nature, deuxièmement changer radicalement la forme de pensée. La tâche n'est pas facile, mais digne des révolutionnaires de cette heure grave dans laquelle l'humanité vit mal. Elle équivale, ainsi, même, à reprendre le véritable chemin de l'évolution sociale à partir du communisme primitif et à mépriser pour toujours le cauchemar de l'esclavagisme, la féodalité, et le capitalisme. (18)

Suite page 35.

# CPCA

Une fois n'est pas coutume, vous faites connaissance avec le C.P.C.A. dans les colonnes de la presse libertaire après que celle-ci ait eu largement droit de cité dans notre bulletin. Créé en avril 78 le CENTRE DE PROPAGANDE ET DE CULTURE ANARCHISTE a tenté depuis 4 ans de « favoriser l'information sur le mouvement anarchiste...lutter contre le cloisonnement, voire le sectarisme, qui existent entre les groupes, entre les organisations... favoriser l'échange des expériences et analyses dans et pour le mouvement anarchiste » (CPCA n.1, page 4). La campagne de soutien aux médias libertaires que nous lançons dans notre n.16, n'est qu'un pas dans la continuation de ce que nous écrivions dans notre premier numéro. Expérience originale (Triumphalisme ! ND LC) et unique, aussi bien dans notre mouvement que dans tout autre courant politique, nous avons permis à de nombreux lecteurs de faire connaissance avec la pensée libertaire dans sa diversité et permis une approche de ce qu'est la Culture Anarchiste : les médias, les centres de documentation, la chanson, les livres, les groupes, les lieux de rencontres, les librairies...

## LA PRESSE

Élément indispensable à la propagande anarchiste, le CPCA a ouvert ses colonnes à plus de 60 titres tant français qu'étrangers. Citons au hasard : VOLONTÉ ANARCHISTE, ESPOIR, TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS, COURANT ALTERNATIF, DRAPEAU NOIR, GERMINAL, K'ANAR, FLO-RÉAL ... et puis VOLONTA (Italie), A IDEA (Portugal), FREEDOM (Grande Bretagne), BICICLETA (Espagne), Le Q-LOTTE (Québec), EL COMPITA (Mexique), B.I.L. (Belgique) ...

Tous ces titres se sont présentés eux-mêmes et nous en attendons encore beaucoup.

Les centres d'édition ont été aussi largement cités : CIENFUEGOS PRESS, SPARTACUS, la SAC suédoise, ANTORCHA, LA MARGE, LE VENT DU CH'MIN... D'autres médias proches de l'anarchisme se sont vus inclus dans nos colonnes, car nous estimions qu'ils y avaient leur place : OBJECTION, HAN-DICAPÉS MÉCHANTS, AVIS DE RECHERCHE, MISE A PIED, R.A.S. ...

La Poésie a eu également sa place avec POETIC 7, L'ECCHYMOSE, DAMNED, POÉSIE VIVANTE DE LUTTE. La littérature commence à apparaître depuis quelques numéros (Pa Kin, Stig Dagerman) et tendra à être plus régulièrement présente par de petites études sur des auteurs étant (ou ayant été) d'inspiration libertaire.

Des dossiers élaborés par notre collectif ou par des collaborateurs de province ont permis de broser quelques tableaux d'ensemble : bilan 80 et 81 de la presse française ; presse régionale, nationale... ou organisationnelle ? ; Que lire au boulot ? ; les publications du mouve-

ment libertaire niçois ; sur l'expression anarchiste au Portugal ; le mouvement anarchiste contemporain aux USA ... Une rubrique plus ou moins régulière : Bulletin de santé de la presse libertaire, ainsi que la tenue des changements d'adresses ont permis de compléter ces informations générales.

**AVRIL 78 - JUIN 83**  
**20 NUMÉROS**  
**440 PAGES**  
**2 CAHIERS SPÉCIAUX**  
**5 ANS AU SERVICE DU**  
**MOUVEMENT LIBERTAIRE**  
**DES INSUFFISANCES ...**  
**ET LA VOLONTÉ DE**  
**PROGRESSER !!**

## LES LIEUX

Les librairies, centres de diffusion de toute cette presse, se sont également présentées elles-mêmes : LA GRYFFE (Lyon), LA TAUPE (Le Mans), HET FORT VAN SJAKOO (Amsterdam), LE KIOSQUE DU BOULEVARD (Genève), LA CANAILLE (Caen), IMAGINE (PARIS), L'EN DEHORS (Bordeaux) ... Un dossier (les librairies et le CPCA) a été fait dans notre n. 11. Nous avons aussi parlé d'autres lieux comme L'ATHENÉE LIBERTAIRE DE ST DIZIER ou l'ASBL 22 MARS de Bruxelles.

Les centres de documentation anarchiste qui sont en essor depuis quelques années ont été abondamment cités : le CIRA Genève, le CDA Wetzlar, le CENTRE ARCHIVES DE LA SARTHE, le CDA d'Amiens, le CENTRE MAX NETTLAU de Paris...

Une rubrique de « BONNES ADRESSES » a fait son apparition à partir du n. 6 et a cherché à fournir quelques renseignements utiles sur les coins sympas notamment en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et en Autriche. D'autres suivront grâce surtout à nos lecteurs.

## LE LIVRE

Sous forme de critiques largement développées ou simples notes de lectures nous avons tout au long de ces 4 années présenté plus d'une centaine de titres (livres et brochures) qui avaient trait directement à l'anarchisme ou qui étaient susceptibles d'intéresser le lecteur. Privilégiant les bouquins faits par des camarades libertaires (comme Raynaud, Banche, Guérin, Berthier, Perraudeau...), nous avons aussi présenté des « anciens » (Kropotkine, Mercier Vega, Malatesta...) ou des auteurs qui, sans être anarchistes

traitaient de notre mouvement ou de notre histoire (Arvon, Ferro, Haupt...) La rubrique « LES DERNIERS » a tenté de répertorier le plus largement possible toutes les nouveautés de l'édition qui a d'ailleurs été très riche ces dernières années.

## LA VIE DU MOUVEMENT

Bien que largement insuffisante à notre goût, cette partie du CPCA construite sous la même forme que la presse (présentation par les intéressés eux-mêmes) n'a permis de faire connaître que quelques groupes ou collectifs : l'AGENCE DE PRESSE LIBERTAIRE SUISSE, l'association BEZO RU HA DERO DU, le groupe REFLEX, l'ASBL 22 MARS, LE COLLECTIF AUTONOME PERIGOURDIN et le GROUPE ECOLOGIE LIBERTAIRE.

La vie du mouvement libertaire, tant dans le passé qu'aujourd'hui, a été étudiée sous forme de dossiers permettant en quelques pages de se faire une idée de notre histoire ; ces dossiers ont eu une vocation régionale (Orléans, Caen, Nice, l'Aube) ou nationale (la France, la Chine, les USA, le Mexique, la Corée). Un dossier sur le mouvement autonome parisien a également été présenté ainsi que sur l'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE. Bien que ne représentant pas la vocation de notre bulletin nous n'avons pas pu faire l'impasse sur des événements qui touchent la vie militante de chaque jour : la Pologne, l'attentat contre Imagine, les événements de Zurich, la répression à l'encontre du CEREL, l'amnistie des prisonniers politiques...

## DE TOUT UN PEU POUR CONCLURE

Des compte-rendus de réunions (Portland, l'Autogestion, les Revues), des discographies Utge Royo, Pascal et Claire Genneret), des bibliographies (la révolution russe, bakounine), des ventes de livres (les bouquins de Guérin, la Marge), une réflexion sur les imprimeries militantes, une rubrique de PETITES ANNONCES depuis 2 numéros, l'incorporation de dessins originaux exécutés par nos collaborateurs (Wilhelm, Souvare) ...

Oscillant autour d'une grosse centaine d'abonnés, se débattant comme tout le monde dans des problèmes financiers, le CPCA se voudrait être l'émanation du mouvement anarchiste dans son ensemble, qu'il soit organisé ou non ; notre pratique non sectaire nous a valu des satisfactions : appréciations des lecteurs, vente militante par des individuels ou des groupes d'organisation, collaboration avec d'autres revues ; mais elle nous a également attiré des inimitiés concrétisées par des boycotts injustifiés.

Le nombre de colonnes qui accepteront ce texte sera pour nous un constat de la réussite ou de l'échec de notre entreprise !

Le collectif du C.P.C.A.

# TIERS MONDE ET ANARCHISME



*Parler du tiers monde donne toujours lieu à une évocation de situations désastreuses : misère, malnutrition, guerres, dictatures, etc ... Autant de réalités qui composent un contour flou mais significatif à cet ensemble de pays et l'opposent aux pays industrialisés. Pourtant, cette opposition de réalités différentes ne doit pas masquer les liens profonds qui unissent ces deux groupes de pays, et les contradictions qui en découlent. Liens et contradictions à la base de la situation actuelle.*

*La colonisation accompagnée de l'extension du capitalisme à toute la planète ont déterminé un type de relations internationales et des contradictions internes spécifiques au tiers monde. Avec l'organisation de l'économie suivant les besoins des puissances colonisatrices, c'est aussi une série d'avantages nouveaux qui touchent les notables locaux.*

*En effet, la relative facilité de la colonisation comme le développement d'une économie tournée vers l'extérieur ne s'expliquent que par la collaboration de ces notables qui voient dans le capitalisme et l'organisation « à l'européenne » du pouvoir des possibilités insoupçonnées d'enrichissement et d'accroissement de leur propre domination sur le peuple. « A partir du 19e siècle, les avantages du modèle européen apparurent si évidents aux classes dirigeantes des Etats qui n'étaient pas encore colonisés du fait de l'antagonisme des impérialismes qu'elles procédèrent elles-mêmes aux mêmes mutations juridiques, aux mêmes accaparements, comme en Turquie, en Iran, en Thaïlande et en Chine. »*

*( Yves LACOSTE - UNITÉ ET DIVERSITÉ DU TIERS MONDE - Maspéro ).*

*Dès lors, l'indépendance accordée ou acquise par la lutte ne change rien aux données.*

*La structure de l'économie est désormais soumise à la nécessité de l'exportation et favorise donc le racket des pays industrialisés à tous les niveaux ; la structure du pouvoir est, elle aussi, marquée par le passé colonial, le fonctionnement de l'Etat colonial a montré son efficacité. « L'élite » autochtone ne peut que s'approprier un tel fonctionnement qui lui permet, d'une part, de s'émanciper de la société « traditionnelle » où la situation culturelle entrave les intérêts de cette « élite » ( importance des liens de parenté, de l'appartenance ethnique ou de caste, de la religion, etc ... ) et qui, d'autre part, garantit son monopole sur les bénéfices de la production.*

*« La bourgeoisie ne cesse d'exiger la nationalisation de l'économie et des secteurs commerciaux ... Nationalisation, pour elle, signifie très exactement transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale. »*

*( F.FANON - LES DAMNÉS DE LA TERRE )*

*Une telle évolution est à la base des contradictions spécifiques au tiers monde, contradictions accentuées actuellement par l'explosion démographique. Elle détermine le maintien d'un niveau de survie très bas, elle détermine aussi les luttes révolutionnaires dans le tiers monde : prédominance des luttes nationalistes sur les luttes de classes, séduction du marxisme-léninisme qui cautionne la soif de pouvoir d'intellectuels brimés, importance de l'idéologie religieuse ...*

*Le mouvement anarchiste n'a pas d'histoire dans le tiers monde, exception faite de l'Amérique latine. Cela tient sans doute d'une part, au développement insuffisant dans le passé de la « question sociale » dans de nombreux pays du tiers monde.*

*En Afrique noire, par exemple, le monde paysan ultra-majoritaire maintenait des structures communautaires qui allégeaient le poids de l'exploitation capitaliste et étatique ; d'autre part, à l'effondrement du mouvement anarchiste dans les luttes sociales des pays « développés » qui, joint à sa méfiance envers les problèmes de libération nationale, a fait du modèle marxiste-léniniste le seul interlocuteur des révolutionnaires du tiers monde. Il y a sans doute d'autres raisons, mais l'important est aujourd'hui d'envisager l'alternative libertaire dans les luttes du tiers monde et l'appui pratique que le mouvement anarchiste peut porter à ces luttes.*

*Ce dossier « tiers monde » comprend un certain nombre de textes présentant un tour d'horizon, forcément incomplet, des différents problèmes liés au tiers monde, ainsi que des positions permettant peut-être une meilleure approche du tiers monde par les anarchistes.*

*On trouvera ainsi dans ce numéro : A propos d'une définition du tiers monde ; Anarchisme et tiers monde à travers l'histoire ; l'Etat dans le tiers monde ; les classes dirigeantes ; Nationalisme du tiers monde et anarchisme l'interview d'un copain iranien, Et dans « I.R.L. » n. 52, un texte sur les multinationales, un autre sur la paysannerie et la situation internationale, la retranscription d'une émission-débat sur Radio Libertaire ( « Emigration, élections et racisme » ), un article sur la faim dans le monde ...*

*Il s'agit avant tout, pour nous, d'ouvrir un débat quant aux possibilités d'analyse et de soutien aux luttes dans le tiers monde de la part du mouvement anarchiste. Ce dossier est donc ouvert à tous les groupes et individus désireux d'intervenir dans ce débat.*

# A propos d'une définition du tiers monde

**D**ans la tonne d'ouvrages sur le sujet, il y a accord presque absolu pour exclure les pays de l'Est de ce cadre, et même les pays marxistes-léninistes, vu leur structure socialiste pour les uns, leur développement industriel pour les autres.

Encore faudrait-il s'entendre sur ce que représente le développement industriel. La forte poussée enregistrée dans ce domaine pour des pays comme le

Brésil, la Corée du Sud et Taiwan, par exemple, n'est que la traduction d'une nouvelle forme de dépendance : l'implantation de filiales de multinationales qui dirigent l'industrialisation selon leurs intérêts. Il s'agit souvent d'installations considérées comme dépassées, « obsolètes », dans les pays des multinationales et refilées aux pays en voie de développement (au Brésil) (1).

Comme ces filiales de multinationales n'apparaissent que dans les pays où elles peuvent rapatrier une grande partie des bénéfices, « nous pouvons affir-

mer que c'est l'Amérique latine (et les pays du tiers monde) qui contribue au financement du développement des Etats-Unis (et des autres pays développés) ». (2)

Dans ce sens, l'Espagne et la Yougoslavie, tous les pays industrialisés dépourvus de multinationales sont dans le tiers monde. Comme il n'y a pas de multinationales des pays de l'Est, le problème semble réglé. Mais depuis l'ouverture en 1964 d'un bureau de Krupp à Moscou, la présence des multinationales japonaises, allemandes, américaines, etc... est forte dans les pays marxistes-léninistes.

Ensuite, il ne faut pas oublier que le COMECON, ou Marché commun des pays de l'Est, avec Cuba et le Vietnam, impose une division de la production industrielle à chaque pays, une utilisation des sources d'énergie qui les rendent dépendants de l'URSS. D'où la revendication automatique de tout mouvement dissident : « nos rapports avec tous les pays et, en premier lieu, avec l'URSS et les démocraties populaires, devraient être réglés sur le principe de l'égalité. Nous réclamons la révision des traités et accords économiques entre états dans l'esprit de l'égalité des droits nationaux ». (3)

Il faut donc distinguer dans les pays marxistes-léninistes ceux qui n'étaient pas industriels avant la dictature du Parti et qui ont maintenant un développement de type coréen, et ceux qui étaient industrialisés (Pologne, Russie, Allemagne de l'Est) et qui, en fait, n'ont que l'industrie militaire qui fonctionne selon la logique qualité-quantité. Le reste de l'économie aboutit au niveau du consommateur à une pénurie chronique des articles de première nécessité (ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays du tiers monde), et, pour ce qui est des revendications, on trouve la répression brutale (ce qui est banal dans le tiers monde).

On en déduit donc que le tiers monde inclut les pays sans multinationales, et que les pays développés sont le Japon, l'Australie, le Canada et les Etats Unis et, en Europe, la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la Suède, la Hollande, la Belgique, la Grande-Bretagne, avec les cas particuliers de la Pologne, l'Allemagne de l'Est et l'URSS. Pour le reste des pays européens, ou des enclaves d'Européens en Afrique du Sud et en Israël, ce sont des zones qui dépendent complètement - économiquement et politiquement - de la politique des multinationales.

Alimedov.

1) Leff (Nathaniel E.), « The Brazilian Capital Goods Industry 1929 - 1964 », cité par André Gunder Frank dans « Lumpenbuergeoisie : lumpendesarrollo » Mexico, 1971, p.110.

2) Gabriel Valdès (proche d'Allende), o.c. p.103, 12/06/69.

3) Anderson « Hongrie 1956 », Spartacus, p.140.



# Anarchisme et tiers monde à travers l'histoire

**L**e Tiers Monde est en fait un terme nouveau dans la terminologie politique, dont Yves Lacoste a magistralement fixé l'origine et la date : Alfred Sauvy dans un article relativement banal et léger du « *Nouvel Observateur* » (spécialiste du genre) en août 1952, en parlant du capitalisme et du communisme se disputant une proie qui est le Tiers Monde, « les pays sous-développés ».

Mais cette différenciation n'est pas aussi simpliste. Si on prend comme critère de sous-développement l'émigration économique, - c'est-à-dire abandonner son pays où il n'y a pas de travail où bien il y en a mais très mal payé - on s'aperçoit qu'en France il y a non seulement des Nord-Africains et des Africains, mais des Portugais, des Espagnols, des Grecs, des Turcs (des Européens de démocraties occidentales plus ou moins libres) et des Yougoslaves, des Polonais de la Pologne communiste (depuis les années 70), donc encore des Européens, mais cette fois pas communistes. On constate donc qu'une bonne partie de l'Europe est sous-développée selon ce critère. Mais si on regarde la situation de la recherche scientifique en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, etc., on constate que depuis des années il y a une « fuite des cerveaux » vers les Etats-Unis, c'est-à-dire une émigration des étudiants de ces pays européens pour trouver des conditions de travail meilleures et un plus grand prestige, comme l'ont fait les Arabes et les Portugais. On en déduit que dans certains domaines, la France, l'Allemagne, etc., sont des pays sous-développés. Et si on ajoute les faits que nous donnent les autonomistes bretons, corses, basques, etc., on doit reconnaître que le sous-développement est évident dans certaines régions françaises.

Quant aux pays marxistes-léninistes - dont deux seulement répondent au critère de l'émigration -, vu la fermeture

des frontières -, on peut prendre comme nouveau critère les queues dans et devant les magasins (c'est-à-dire la pénurie des produits les plus élémentaires). Alors, tous ces pays s'avèrent sous-développés. Et on peut dire grâce à Fidel Castro en avril 1980 que si pendant quelques heures les habitants avaient la possibilité de se réfugier dans une ambassade « capitaliste », ils le feraient par dizaines de milliers, comme ce fut le cas.

On en revient donc à une opposition pays à haut niveau de vie / les nations industrialisées et sur le point de l'être (mais pouvant avoir des zones pauvres, même révolutionnaires : USA et quartiers noirs ; Grande-Bretagne et Ulster), pays qui ont beaucoup d'usines et un bas niveau de vie. (Les pays marxistes-léninistes, certaines zones du Brésil, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud, etc.) et pays qui n'ont ni usines ni niveau de vie décent (le reste). Ce deux derniers types dépendent des achats et de la technologie des pays à haut niveau de vie, qui eux-mêmes dépendent de ces types pour une bonne partie de leur approvisionnement en nourriture et en énergie, sans compter le marché qu'ils représentent. Ce schéma reste conforme au panorama du XIXe siècle (avec d'énormes évolutions locales, bien entendu) qui a été clairement jugé par les anarchistes.

Le problème est que les anarchistes ont varié pas mal. Personnellement je distingue trois périodes théoriques et pratiques bien distinctes.

## 1) Participation des anarchistes aux luttes de libération nationale.

Face à Marx et Engels se réjouissant de l'avancée du capitalisme nord-américain au Mexique en 1848 (parce qu'ainsi les Mexicains paresseux allaient devoir travailler dans l'industrie) et ne soutenant que tactiquement quelques pays en voie d'indépendance (Pologne et Irlande), Bakounine soutint toute autonomie. On peut résumer la pensée par cette citation sur la Pologne, applicable à tout nationalisme : « Adversaire

de tout Etat, nous rejetons, bien entendu, les droits et les frontières dits historiques. Pour nous, (...) ne commence, n'existe réellement que là où les masses laborieuses reconnaissent qu'elles sont et veulent être (...) / elle finit là où, refusant tout lien avec (...), ces masses entendent contacter librement d'autres liens nationaux ». (1872, Bakounine Archives, tome 6, p. 344) Bakounine est le véritable fondateur du nationalisme révolutionnaire, discernant dans la tradition, par exemple dans le mir russe, ce qui est facteur d'unité salvatrice et ce qui est autoritarisme rétrograde. Kropotkine soulignait la force du nationalisme et l'importance pour les anarchistes de participer aux luttes nationales, pour présenter la voie de l'émancipation révolutionnaire lorsque les exploités étrangers seraient remplacés par des exploités nationaux : « En un mot, il me semble que dans chaque mouvement nationaliste, nous avons un énorme travail à faire en posant le problème sur un plan économique et en menant une campagne contre le servage, tout en combattant le nationalisme étranger ». (Lettre en Russe de Kropotkine, 11/5/1897, traduction à paraître au CIRA de Marseille). On peut juger indirectement de l'influence des idées de Bakounine et Kropotkine en Yougoslavie en 1914 sur Princip et ses camarades, d'après Wladimir Dedijer, « La route de Sarajevo » 1969 soldé par Gallimard.

L'engagement des anarchistes ne se limita pas à de belles paroles. Malatesta luttait en Bosnie-Herzégovine, mais l'exemple le plus clair et récemment expliqué est celui des anarchistes bulgares en Macédoine (voir le travail de Balkanski, « Libération nationale et révolution sociale », éd. Fédération Anarchiste, groupe Fresnes-Antony, 1982). On peut également remarquer qu'en 1905, il y eut un foisonnement de groupes anarchistes dans les zones périphériques de l'empire russe et en Russie, notamment en Géorgie, en Sibérie, en Ukraine et parmi les Juifs. Les Juifs, par exemple, passaient des groupes nationalistes révolutionnaires du Bund aux groupes anarchistes, comme le montre Paul Avrich dans « Les Anarchistes russes ».

L'exemple le plus clair est celui des forces makhnovistes en Ukraine qui visiblement s'inspirent directement de Bakounine et Kropotkine : « Il est clair que chaque groupe national a le droit naturel et indiscutable de parler librement sa langue, de vivre selon ses coutumes, de conserver ses croyances et ses rites, de rédiger ses manuels scolaires et d'avoir ses propres établissements et organisations gestionnaires ; en un mot, de maintenir et de développer sa culture nationale dans tous les domaines. Il est évident que cette position claire et précise n'a absolument rien à voir avec le nationalisme étroit, de type « séparatiste », qui dresse l'une contre l'autre des nations et qui remplace la lutte pour

une union naturelle et sociale des travailleurs dans un tout social commun, par une séparation artificielle et funeste ». (20 octobre 1919, cité dans « Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie » de Skirda, p. 450, 451 ). Un autre document makhnoviste est cité dans un samizdat en russe intitulé « Nestor Makhno et la question juive » de V. Litvinov (18 juin 1982, Moscou). « L'antagonisme national prenant la forme dans certains endroits de pogrom contre les Juifs est le résultat du vieux régime autocratique qui se meurt. Le gouvernement tsariste a excité les masses travailleuses à leur insu contre les Juifs, en espérant que ses propres crimes retomberaient sur la pauvreté des Juifs, et en détournant l'attention du peuple travailleur des véritables raisons de la misère : l'exploitation de la dictature tsariste et de ses nobles. (...) Esclaves et ouvriers de toutes nationalités, que vous soyez russes, polonais, lithuaniens, arméniens, juifs ou allemands, vous devez vous unir dans une seule famille chaleureuse : celle des ouvriers et des paysans, afin d'infliger dans un élan fort et puissant l'ultime coup décisif contre la classe des capitalistes, des impérialistes et de leur valets ; afin de briser à jamais la chaîne de l'esclavage économique et spirituel ». (Tract de mars 1919, distribué en Goule-Polie ; trad. libre, en attendant celle d'Iztok ).

On peut ajouter qu'en Amérique latine, concrètement avec le Péruvien Gonzales Pradas, les anarchistes furent les premiers à étudier et à dénoncer la condition des Indiens. L'anarchisme ne se bornait pas à des cercles d'immigrés italiens et espagnols de fraîche date. Il y avait une implantation croissante dans la population ouvrière (des usines et de l'agriculture) de toutes les ethnies, comme au Brésil et en Colombie, sans parler de l'Uruguay et de l'Argentine... Mais la répression et la naissance des partis communistes affaiblirent fortement les organisations anarchistes latino-américaines.

En pleine révolution russe, Kropotkine tentait d'analyser la situation issue de la Première Guerre mondiale : « De telles guerres, et même de plus cruelle encore, seront inévitables tant que certains pays se considèrent destinés à s'enrichir par la production des matières manufacturées et se partageront les pays arriérés, afin que ces derniers fournissent les matières premières, tandis qu'ils accumuleront eux-mêmes les richesses par le travail d'autrui ». (« Paroles d'un Révolté », Flammarion, 1978, p. 277 ). Et Kropotkine ajoutait : « Il ne faut pas oublier que ce ne sont pas, à présent, les seuls capitalistes qui exploitent le travail d'autrui et qui sont des « impérialistes ». Ils ne sont pas les seuls qui aspirent à conquérir en Europe, en Asie, en Afrique et ailleurs, les matières premières à bon marché. A mesure que les travailleurs commencent à participer à la gestion politique, la contagion de l'impérialisme de conquête les gagne aussi ».

## 2) L'absence des anarchistes face à l'émancipation nationale

On peut remarquer que les colonies des pays ayant eu un fort mouvement anarchiste n'ont pratiquement pas eu de groupes anarchistes, comme la France et l'Italie, et dans une certaine mesure la Grande-Bretagne. C'est ce qui explique l'absence des idées libertaires en Afrique du Nord, en Afrique Noire, dans les pays de langue arabe, aux Antilles, en Inde et en Indochine. Il serait faux d'en conclure à une xénophobie anarchiste en France et en Italie vis-à-vis des colonisés, mais la question de l'émancipation nationale disparut des priorités : on se fixa l'anti-militarisme et l'objection de conscience, sans s'occuper de ceux qui allaient recevoir les balles (Albanais, Ethiopiens, Arabes, etc..).

Cette attitude est clairement expliquée par celles des anarcho-syndicalistes espagnols de la CNT (Confederacion Nacional des Trabajo) envers les Marocains.

Un an avant la création de la CNT, en 1909 à Barcelone, avait lieu la semaine sanglante : une insurrection spontanée des conscrits appelés à combattre au Maroc. La répression fut sévère et toucha le mouvement libertaire avec l'exécution de Francisco Ferrer Guardia, le pédagogue anarchiste, accusé d'être l'inspirateur du mouvement insurrectionnel.

La question marocaine apparut également en 1923, avec la défaite d'Annual, qui fut une des causes du coup d'état militaire de Primo de Rivera. La CNT avait quelques syndicats dans la zone marocaine et surtout à Ceuta et Melilla, deux enclaves espagnoles en territoire marocain, qui existent encore actuellement, aussi scandaleusement que Gibraltar est territoire anglais.

Au congrès de la CNT en 1931 à Madrid, à un moment de battement entre deux motions, le célèbre militant Angel Pestana fit la suggestion suivante : « Je propose que la Confédération réclame pour la zone du Protectorat en Afrique les mêmes conditions politiques et sociales ; absolument les mêmes que celles qu'auront les autres régions d'Espagne. Que les Arabes du Protectorat espagnol soient considérés comme des citoyens comme nous, ayant les mêmes droits, les mêmes devoirs, qu'ils soient respectés comme nous. (...) L'influence de cet accord serait révolutionnaire car cela produirait un malaise constant chez les Marocains qui sont sous la domination d'autres pays ». (Memoria del Congreso », Madrid, 1932, p. 86 ).

La proposition fut écartée ainsi : « Il est sûr que nous les travailleurs nous voulons la liberté de tous les peuples et de tous les hommes ; et que le problème du Maroc nous intéresse en tant qu'hommes ; mais nous devons discuter ici des questions d'ordre économique, d'ordre moral, et non pas de questions qui sont étrangères aux affaires qui nous occupent et nous intéressent et qui sont inscrites à l'ordre du jour » (o.c.p. 87 ).

Le piquant de la chose est que l'auteur de cette opposition était lui-même né au Maroc, tout en étant espagnol. Il s'est par la suite illustré par un certain dirigisme : Germinal Esgleas.

Il est certain que la question ne fut guère approfondie, puisque malgré l'exemple de la répression aux Asturies en 1934 avec des troupes venues du Maroc et des tabors marocains, le congrès de la F.A.I. de 1936 (30.1.36 et 1.2.36) constatait : « La Régionale d'Andalousie mentionne la nécessité de trouver un traducteur d'arabe pour nos textes afin de faciliter la diffusion de nos idées en Afrique du Nord. Un appel en ce sens sera fait dans notre presse ». (« Memoria » p. 32 ).

Mis à part des contacts personnels ou des suggestions de camarades anarchistes étrangers comme Camillo Berneri et Pierre Besnard, la question marocaine ne fut pas traitée pendant la guerre civile 1936-1939 par la CNT-FAI, encore que le Maroc ait été la base de recrutement et le point de départ du franquisme, comme l'avait annoncé une déclaration du Comité National de la CNT en février 1936 (Horacio M' Prieto). On trouve cependant dans la presse anarchiste espagnole la reproduction d'un tract en arabe, avec la traduction et une note finale expliquant que l'invocation d'Allah, bien que peu conforme à l'esprit de la CNT, est nécessaire pour les Arabes (citation de mémoire d'après « Solidaridad Obrera »).

En conclusion, il me semble que le désir de trop organiser le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste par rapport à des objectifs concrets et accessibles (en apparence) a fermé les militants à des questions comme le féminisme et le nationalisme. Il demeure paradoxal que la CNT-FAI ait pu parler de fédéralisme et d'autonomie, en 36-39, de l'Aragon, de la Catalogne, etc., sans se prononcer par rapport aux Marocains. Peut-être que dans le fond, les travailleurs espagnols, français, etc., étaient inconsciemment gagnés par la « contagion de l'impérialisme de conquête » dont parlait Kropotkine.

## 3) Une certaine opposition anarchiste aux luttes de libération nationale

Cultivant, pour ainsi dire, le paradoxe de la CNT envers les Marocains, le mouvement anarchiste français a pu lutter efficacement et durablement - selon ses moyens - pour aider la CNT en Espagne, tout en étant soit neutre soit indifférent (en majorité) vis-à-vis de la révolution algérienne. Pour les nuances et les exemples, voir Biard dans « Agora » n.2 et la récente Anthologie de la revue « Noir et Rouge ». On peut résumer les idées de l'époque par la position d'André Prudommeaux de 1947 : « Ce qui importe surtout, c'est de comprendre que la cause nationale n'a, en elle-même, rien à voir avec l'anarchisme. (...) Il résulte de ce qui précède que l'anarchisme ne saurait s'identifier à aucune cause na-

tionale ou classiste, à aucun messianisme de groupe, à aucune des religions par lesquelles la force sociale séparée des individus, est adorée comme une entité surhumaine (...) » ( « L'effort libertaire » ; éd. Spartacus, 1978, p. 21, 22 ).

On peut remarquer que de telles idées ont pu être écrites, sans pratiquement de réfutation, parce que la pensée de Kropotkine et de Bakounine était très peu connue, et encore moins diffusée, au contraire des conceptions individualistes ( bien ternes par rapport à celles de Stirner ).

C'est en Amérique latine avec la révolution ( pendant les deux premières années - 1959 et 1960 - n'était pas sous l'influence coloniale de l'URSS ) que le mouvement anarchiste retrouve une position de participation aux luttes anti-impérialistes. En Uruguay, avec le passage d'une partie de la Fédération à la lutte clandestine ( manifeste de Gatti, en très grande partie adapté par les jeunes anarcho-syndicalistes espagnols de la FIJL ), puis quelques années plus tard en Argentine.

Depuis, la répression a sévèrement frappé ces mouvements, de même que toutes les guérillas. Il reste que l'exploitation impérialiste demeure. Cuba est un exemple de valet d'un nouvel impérialisme, intervenant militairement en Angola, au Mozambique, avec même une garde personnelle pour le dictateur Macia en Guinée équatoriale en 1980, mais incapable de lever le petit doigt pour le Chili ou l'Amérique centrale : les accords entre Washington et Moscou ont réglementé les luttes d'influence et autorisé des combats uniquement au Moyen Orient et en Afrique. Et ne parlons pas du discours typiquement machiste de Fidel en avril 1980, disant que ceux qui voulaient partir n'avaient qu'à aller à l'ambassade du Pérou, ce qui donna de 30.000 à 50.000 personnes, depuis les officiers jusqu'aux ouvriers, entassés dans le jardin de l'ambassade.

Aussi la déclaration suivante est importante : « Nous appartenons à une organisation politique et militaire caractérisée par ses principes marxistes-léninistes, mais nous, le peuple indigène, nous ne sommes pas intéressés par cette idéologie, car ce qui nous motive d'abord c'est de participer à la guerre pour nous libérer des oppresseurs, des gouvernants corrompus et pour construire un monde nouveau, dont nous soyons les créateurs. Nous ne voulons pas de copie, d'imitation de modes de vie de l'URSS, de Cuba, de la Chine et du Nicaragua ». Il s'agit d'une interview du 15 mai 1982 de guérilleros paysans indiens du Guatemala. Ce texte fut refusé par les publications d'exilés guatémalthèques du Mexique et finalement publié par la revue anarchiste « Comunidad » de Stockholm.

Cette prise de conscience latino-américaine contre les impérialismes U.S et URSS est déjà un pas vers les idées libertaires. On peut la rapprocher de la lutte des travailleurs dans les pays de l'Est dont le dernier exemple : Solidarnosc,



confirme que là aussi, il y a un net refus des deux impérialismes U.S. et U.R.S.S. ( sous-entendu Pékin également ). Et ce refus ne naît pas seulement de la misère et de l'exploitation. Il est créé et attisé par les vexations continuelles que représente l'exportation imposée et à vil prix des meilleurs produits de chaque pays de l'Est vers l'U.R.S.S. C'est pourquoi au départ de chaque mouvement profond d'opposition des travailleurs ( en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne ), on retrouve une partie des intellectuels et des artistes, et même des cadres du Parti, qui voient plus, dans les luttes ouvrières, une saine réaction nationaliste anti-russe qu'une aspiration à la révolution autogestionnaire. Et il est vrai que les deux sentiments de nationalisme et de révolution égalitaire véritable sont tellement mêlés qu'ils apparaissent aussi dans les revendications des peuples non russes de l'U.R.S.S. Et dans ce cas, on sent que l'idée sous-jacente est celle d'un fédéralisme véritable qui implique un affaiblissement total de ce qu'est actuellement l'Etat marxiste-léniniste russe.

Terminons par une citation de Pologne du premier décembre 1981 de Zbigniew Kowalowski qui exprime bien le double sentiment que je vien d'évoquer, avec une note plus importante pour nous : « Le doute quant aux capacités de la classe ouvrière polonaise et de la société civile de s'auto-organiser cache la soumission au pouvoir bureaucratique. En 1936, après que les masses populaires eurent écrasé la rébellion franquiste, et d'après la fuite des p-

trons qui lui étaient liés, en Catalogne, et également dans d'autres régions de l'Espagne, les syndicats et les comités ouvriers ont pris en main et socialisé la majorité des entreprises industrielles, commerciales et de transport. En une semaine, sous leur direction et sous leur contrôle, la production et la distribution ont été reprises. L'économie a travaillé durant une année de la sorte, jusqu'au moment où le gouvernement « démocratique » de la République, en commun avec le parti communiste stalinien, a brisé par la force le mouvement autogestionnaire révolutionnaire. Est-ce que les ouvriers de Pologne, leur syndicat Solidarnosc et leur mouvement autogestionnaire ne seraient pas capables de faire de même, s'ils sont obligés de recourir à la grève active contre le pouvoir de la bureaucratie ? » ( « Solidarnosc, un an de résistance », édité par Samizdat 82, fin de document ).

En conclusion, il me semble que si nous n'allons pas aux mouvements du Tiers Monde ( qui sont aussi une bonne partie des pays « riches » et qui en sont la base : sans multinationales liées à l'exploitation coloniale, pas de société de consommation ), c'est eux qui adopteront des idées libertaires, qui considéreront certainement à considérer qu'une bonne partie des militants « révolutionnaires » d'Europe et des pays riches n'étaient que des complices déguisés des exploiters capitalistes. Et finalement, si ici nous ne changeons pas, nous ne sommes guère différents de ce qu'on pourrait nous reprocher depuis le Tiers Monde.

Grand-Père Max

# L'état dans le tiers monde

**L**e renforcement des appareils d'état, la disparition de l'oligarchie terrienne, l'avènement de la « militaro-technocratie » et la création de systèmes et d'institutions efficaces de mobilisation et d'administrations sont autant de répondeurs et de garants pour les investissements étrangers ». (1)

Cette définition de Meister est justifiée par l'analyse que faisait notre camarade Mercier-Vega de l'Etat en Amérique latine, en insistant sur la participation des classes moyennes, avec ou sans étiquettes révolutionnaires, ce qui renvoyait au « socialisme des intellectuels » de Machawski.

Dans les pays industrialisés, l'Etat n'est pas ce qu'il était au XIXe, lorsque Bakounine et Kropotkine le réduisaient à la religion et au despotisme économique et politique. L'Etat a connu deux phases. La première est un développement de l'intégration des organisations syndicales, allant de pair avec un développement d'un certain bien-être et l'apparition de lois sociales (retraite, sécurité sociale). La deuxième phase est actuelle : l'Etat-Providence a engendré et dirigé le bonheur individuel et presque solitaire qui dépend des loisirs offerts par l'Etat lui-même. Toutes les valeurs - ou presque - traditionnelles de solidarité sont en train de disparaître (d'où les cas devenus banals de New York à Paris, Upsala de femmes violées au su de tous sans réaction de protestation, de vieux morts depuis des jours dans leurs habitations sans qu'« on » le sache, etc.).

Et dans le même temps, l'Etat prétend aider tous les groupes sociaux. Il en découle la fragilité de l'Etat face à des revendications de vie réelle, de dénonciation de l'ennui, et la sensibilité générale de la population à des idées comme l'autogestion, la rotation des tâches, le refus de la hiérarchie.

Dans le tiers-monde, l'Etat est un ennemi et ceux qui y participent sont des privilégiés, ou ressentis comme tels. Pour les pays de l'Est, où par définition tout travailleur fait partie de l'Etat, le même sentiment apparaît pour les cadres importants ayant droit aux privilèges médicaux, aux magasins à devises, etc. ...

Au niveau du pouvoir, l'Etat du tiers-monde assume la même fonction que dans les pays industrialisés de fusion des

différents pouvoirs privés et nationaux qui s'imbriquent de plus en plus, par le jeu des contrats de l'Etat aux sociétés privées et le cumul des fonctions. De plus, dans la plupart des pays, c'est l'Etat qui prend l'initiative de créer des industries, de déposséder une partie des latifundistes par la réforme agraire, etc.

Paradoxalement dans des sociétés qui possèdent encore le sens des traditions de solidarité de groupe, le développement est vu uniquement par les réactionnaires et par les « révolutionnaires » comme passant par l'Etat. Et apparemment, le refus des valeurs occidentales de certains mouvements indigènes n'est que l'exception qui confirme la règle (3)

Il demeure que l'Etat dans le tiers-monde est une forme de pouvoir issu de l'étranger (multinationales, carcan marxiste-léniniste) qui bouleverse le mode de vie traditionnel (agro-business, industrialisation). Ce pourrait être le départ d'une réaction libertaire (4).

Alimedov.

1) Meister, o.c. p.29.

2) « La Révolution par l'Etat », Payot 1978.

3) Manifeste Mitka, Bolivie, 1979, cité par « Comunidad » n. 35.

4) voir le cas du Sénégal « Agora » n.7

## Les classes dirigeantes

**O**n peut d'abord remarquer la diversité des formes juridiques du Tiers Monde : le parlementarisme (l'Inde, la Jamaïque, etc.)

la monarchie autoritaire (Maroc, Arabie Saoudite, etc...), la dictature familiale ou d'un groupe (Haïti, Paraguay), un autoritarisme pragmatique (Sénégal, Tunisie, Egypte, etc...), un autoritarisme strict (Algérie, Mexique, Libie, etc) le marxisme-léninisme (Cuba, Mozambique, Vietnam, etc...), le néofascisme (Indonésie, Chili, Zaïre, etc...), selon Eqbal Ahdad (1) qui souligne que les droits de l'homme sont violés dans toutes ses formes de pouvoir.

On peut classer les caractéristiques des classes dirigeantes selon, par exemple, cinq critères descriptifs :

1) sur le plan pratique, très souvent les dirigeants et leurs proches utilisent volontiers une autre langue que celle du pays. Et leurs enfants suivent une instruction dans cette langue étrangère. Il s'agit évidemment de la langue correspondante à la multinationale dominante mais pas forcément. Ainsi, en Argentine au Brésil ou en Afrique, l'allemand, l'ita-

lien, le français et l'anglais sont choisis, parce qu'ils représentent l'ascension sociale. Dans les pays de l'Est, il en va de même : les meilleurs élèves des « meilleures » familles se trouvent dans des lycées où l'enseignement est donné dans une langue étrangère occidentale (surtout l'anglais et l'allemand). On remarque aussi la présence de magasins spéciaux, où on achète avec une monnaie différente (pays de l'Est), ou bien où seules les personnes d'un standing élevé sont admises.

2) Le pouvoir et le niveau de vie supérieur proviennent de l'ingérence d'une puissance étrangère, par multinationale interposée ou par l'appui militaire (la Turquie, l'Indonésie côté US, les pays de l'Est côté URSS).

3) au niveau des libertés, le régime est souvent totalitaire, avec un parti unique et l'embrigadement de la jeunesse (Algérie, Libie, Mexique en partie, etc.)

4) au niveau du travail, même les droits théoriques ne sont pas respectés, et aucune revendication n'est permise.

5) au niveau de la répression, on assiste à des explosions de misère réprimées dans le sang : Pérou 1975, Egypte 1979, Maroc et Tunisie 1981.

Ce panorama correspond aux dictatures, mais il y a aussi, à côté des « dictatures » des « dicta - molles », des régimes

en évolution comme le Mexique, la Yougoslavie, le Pérou, le Brésil. Et il apparaît quelques changements.

1- Il y a une réaction nationaliste et une volonté de se fondre dans la culture majoritaire du pays, tout en ayant un niveau de vie supérieur.

2- la dépendance est accompagnée de mesures de contrôle et de diversification des pays fournisseurs de technologie.

3- des réformes sociales apparemment importantes sont entreprises, sans donner de pouvoir réel aux masses (réformes agraires, coopératives, par exemple au Pérou « seuls 13% de la population active ont été affectés par les différentes réformes ! ») (2).

4- le droit de grève est fortement limité ; le marché est relativement bien achalandé.

5- la répression de la misère et des mauvaises têtes est donc réduite, soit parce qu'elle a déjà eu lieu ( Brésil, Hongrie ), soit pour l'éviter ( Allemagne de l'Ouest, Yougoslavie ) dans ce dernier cas, on a une répression locale -Kosovo- dans un ensemble calme ).

Si on reprend ces points pour les appliquer aux sociétés industrialisées, on a :

1) une coupure dans l'éducation donnée aux enfants par rapport au reste de la population, des magasins de standing bien supérieurs.

2) une implication automatique, soit par la formation reçue, soit par l'héritage dans les décisions du pouvoir à l'échelle régionale ou nationale.

3) une démocratie d'alternance, sans opposition réelle (sauf peut-être dans le futur, les écolos ?), avec l'acquiescement de toutes les forces politiques et syndicales.

4) un climat de consommation qui fait oublier la misère internationale, et même dans le pays.

5) la répression est ponctuelle ; le dialogue - creux -, le recyclage - pour passer le temps- servent de dérivatifs dans les zones de tensions, Lip et les couches socialement dangereuses, comme l'a montré Stephen Schecter pour le Canada et les USA (IRL n.33, avril 80) c'est-à-dire une sorte de corruption indirecte.

Inévitablement, il faut donner l'interprétation d'Albert Meister sur l'homogénéisation des classes dirigeantes des pays pauvres et riches, avec un « système transnational (...qui) fait qu'il n'y a plus d'opposition entre pays périphériques et pays centraux, ni institution ni lieu central de pouvoir, mais réseau invisible de négociation et d'accords entre les antennes locales, managériales et étatiques et organisationnelles, d'une seule et même techno-bureaucratie. » (3)

Il me semble que cette fusion entre Washington, Moscou, Pékin, Berlin, etc. que suppose l'idée de Meister est le but vers lequel tendent une bonne partie des classes dirigeantes, mais je doute qu'on y soit déjà. Par contre, comme on l'a vu pour les cas des émeutes de la misère au Maroc, en Egypte, etc..., assez semblables à Novotcherkask en URSS en 1962 et à la Pologne de 1970, les classes diri-

geantes suivent le modèle que Meister décrit comme l'apartheid de la misère, comme en Afrique du Sud, avec des saignées, des massacres, pour mater les masses (comme au Guatemala actuellement).

1) « Fond International pour un autre Développement » Nyon, Suisse, n. 19, 1980.

2) Meister « l'autogestion en uniforme » Privat, 1981, p.42.

3) o.c. p. 300-301.

# Nationalisme du tiers monde et anarchisme

*Cinq membres d'IRL - Paris se sont retrouvés à plusieurs reprises pour discuter sur les luttes de libération nationale dans le tiers monde. Le texte qui suit résulte de ces réunions. Les trois personnes qui l'ont rédigé se sont plus particulièrement intéressées aux problèmes du nationalisme, de l'Etat et des anarchistes par rapport au tiers monde, sans prétendre leur apporter de réponses, mais avec l'espoir d'ouvrir un débat ( fructueux, bien sûr ! ).*

« Chaque peuple refait l'expérience de ses devanciers, mais à sa manière, dans son propre cadre. La prise de conscience de classe n'efface pas, qu'on le veuille ou non, la conscience d'appartenir à une autre communauté de langue, de territoire, de coutumes, que le prolétariat métropolitain. » (« Noir et rouge »).

## APPROCHE DU NATIONALISME

### LES CONCEPTS DE NATION ET D'ÉTAT

**O**n trouve souvent dans les discours et les écrits politiques une confusion entre les termes de nation et d'Etat, comme si l'un et l'autre ne faisaient qu'un. Or, la nation-Etat est une réalité récente. Historiquement, les découpages politiques concrétisés dans les Etats n'ont que très rarement coïncidés avec des peuples ayant une même culture.

Autrement dit, chaque Etat a souvent fonctionné comme un appareil de domination s'abattant non sur une seule nation mais sur plusieurs ethnies. Ainsi l'Etat espagnol ne contrôle pas seulement les Espagnols, mais aussi les Basques et les Catalans ; l'Etat éthiopien réprime les Ethiopiens, les Erythréens, les Tigrés et d'autres encore ; l'Etat turc tient sous sa coupe les Turcs, les Arméniens ( ils n'y sont plus actuellement ), et les Kurdes ... Ce qui fait dire à « Noir et Rouge » en 1957 que « le découpage du monde en nations n'est en fait qu'un découpage entre Etats ... Ça et là, des

minorités restent, fragments de « nations » étrangères ou bien originales ...

Leur statut va de la tolérance à la persécution et à la proscription de leur langue suivant les Etats et à l'intérieur de chaque, suivant le régime ou le gouvernement » ( Anthologie de « Noir et Rouge », p. 189 ).

Cette confusion de l'Etat et de la nation est à la base de plusieurs erreurs d'évaluation : certains anarchistes rejettent toute revendication nationale et de façon irrévocable parce que « c'est l'Etat » ou qu'elle conduit inéluctablement à celui-ci. D'ailleurs les marxistes les plus radicaux les rejoignent, non parce que la critique de l'étatisme est toujours présente dans leurs analyses mais parce que chez eux aussi, il y a un souci d'analyse en termes de classes sociales. Souci juste, mais dont l'application simpliste est erronée, à notre avis.

Selon ces anarchistes et ces marxistes l'adoption d'une analyse classiste passe par la négation des données nationales qui trouvent leur traduction dans l'idéologie nationale comme idéologie unificatrice verticalement.

La substitution pure et simple des luttes nationales aux luttes de classes est une position juste si elle est réalisable. Or, la solidarité ouvrière internationaliste agissant comme négation des frontières et des nations n'a trouvé sa réalisation que dans les esprits des penseurs qui la soutiennent. Le tort n'est pas de défendre des utopies, mais de soutenir des utopies impossibles à réaliser, et de chercher la simplification alors que la réflexion qui sous-tend toute action exige de nous de nuancer nos positions, pour qu'elles soient crédibles aux yeux de ceux qui luttent. Il s'agit de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. La conscience internationaliste se vivifie et se développe dans des cadres nationaux. Ce qui ne revient pas à cautionner les politiques chauvines des partis « communistes » mais à affirmer que les luttes de classes gardent leur actualité dans les frontières imposées par les Etats.

Soutenir les revendications nationales n'est pas, en effet, une façon de porter la lutte de classes à son plus haut niveau mais ce n'est pas non plus sa mise au vestiaire. La solidarité internationale pour être réelle doit tenir compte des contraintes imposées par le développement historique inégal entre nations et par l'avènement de l'impérialisme. Celui-ci, par son intrusion dans les différents pays, contraint les révolutionnaires à des tâches de soutien aux masses les plus opprimées dans les pays colonisés. et dans le cadre des luttes de libération nationale ...

L'ethnocentrisme consiste à imposer à ceux qui vivent une domination étrangère les mêmes mots d'ordre de lutte que ceux qui profitent, même involontairement, de cette domination. Il est clair que les luttes de classes dans notre optique, en prenant en considération les luttes de libération nationale, ne perdent rien de leur importance : notre soutien s'adresse aux classes les plus opprimées par le système impérialiste et une critique vigilante et sans concession est faite aux aspects anti-libertaires de la lutte nationale (la constitution d'un Etat, l'utilisation de l'idéologie religieuse ...).

La nation est une communauté qui vit dans un territoire commun et qui suppose une unité linguistique, culturelle et économique constituée historiquement. Un regroupement artificiel et forcé par un Etat ne fait pas des individus vivant sur un même territoire une nation, bien qu'à la longue l'unification politique pourrait donner une expression nationale commune. Mais la transformation du regroupement étatique en expression nationale dépend de plusieurs facteurs, dont les principaux sont les résistances culturelles des peuples pouvant constituer la nation et l'efficacité de l'unité économique.

Il va sans dire qu'avant l'apparition de la nation, qui présuppose donc une unité économique en plus de l'unité culturelle, les Etats en tant qu'appareils idéologiques et militaires de répression et de domination de classes existaient.

Ils s'appuyaient sur une politique tentaculaire : s'étendre au maximum et annexer le plus possible sans prendre en considération les données culturelles des peuples conquis. C'est pourquoi les Etats pré-nationaux prenaient les formes de dynasties ou d'empires. Les exemples historiques sont multiples : Romains, Byzantins, Mongols, Vandales, Goths, Normands, Turcs ...

Seules la tyrannie, la sagesse ou des raisons idéologico-religieuses (ex les croisades) pouvaient ouvrir ou limiter l'appétit du conquérant et dicter la dimension de l'empire.

### ÉMERGENCE DU NATIONALISME

En Occident, l'émergence de la nation a coïncidé avec le développement du capitalisme. La production marchande, par la destruction des formations féodales, a donné le coup d'envoi aux nations allemande, italienne et française.

La Révolution française faite par et pour la bourgeoisie avec les autres classes sociales a balayé la monarchie et remplacé l'idéologie religieuse de l'Etat (dieu-roi) par une idéologie politique (la nation, le citoyen) plus apte à légitimer la nouvelle organisation économique. Dans un numéro spécial sur le nationalisme, « Noir et Rouge » explique l'utilisation de la nation comme légitimation d'un pouvoir politique dans la Révolution française : « le quiproquo entre liberté populaire et souveraineté nationale est aggravé par la Révolution française. La nation opposée à l'absolutisme du monarque devient à son tour un absolu métaphysique et moral imposé au peuple ... » (p. 185).

Le nationalisme est dans ce cas l'exacerbation de l'idée nationale et l'expression idéologique des intérêts des classes bourgeoises au pouvoir. Il est pour elles d'une grande efficacité en ce qu'il les place comme le symbole de l'identité du groupe face à l'attente des autres groupes. Son efficacité réside aussi dans la propagation de l'illusion de l'égalité des individus constituant le groupe. Il réside enfin dans le mensonge caractérisant l'Etat et qui consiste à confondre ses intérêts avec ceux du peuple et de la nation, et par là même à condamner tout mouvement social à l'intérieur de ses frontières. Dans les moments révolutionnaires, c'est au nom de l'intérêt national que les classes dominantes cherchent et souvent réussissent à récupérer une révolution en propageant le spectre de l'occupation étrangère. Le cas de la Commune est très édifiant à ce sujet. Il n'est pas étonnant alors de voir les révolutionnaires rejeter le nationalisme comme idéologie bourgeoise et réactionnaire.

En Orient, la nation a vu le jour avant le capitalisme dans la mesure où l'unification économique est rendue possible par un mode de production centralisateur. Ainsi, sous le Pharaon, la nation égyptienne était déjà une réalité grâce à l'efficacité unificatrice de l'agriculture. Le pouvoir centralisateur et le despotisme oriental ont donné la nation

chinoise avant le Moyen Age, et le mode tributaire marchand grâce au rôle du commerce lointain a favorisé l'émergence de la nation arabe dans certaines périodes de floraison du commerce et jusqu'à la Renaissance.

Les nations basées sur le commerce sont très fragiles en ce sens qu'elles dépendent des circuits commerciaux et des contrôles des routes. Certaines villes en Orient ont connu un développement vertigineux et des chutes rapides en fonction de la conjoncture commerciale.

Devant l'universalisation du capitalisme, les nations ont été désorganisées au profit des divisions artificielles imposées par l'impérialisme et les luttes entre les blocs. L'Afrique et l'Amérique du Sud ont connu des frontières qui ne correspondent en rien aux découpages naturels. Lorsque les nations ont disparu du fait des divisions impérialistes internationalistes du capital, les peuples qui gardent malgré tout une unité culturo-linguistique ont essayé de survivre. Cette survivance a pris à notre époque l'aspect d'une lutte de libération nationale.

Cette lutte est pour les peuples opprimés d'un enjeu vital car c'est non seulement leurs intérêts économiques qui sont touchés par l'expropriation de leur terre et leur prolétarianisation, mais aussi leur propre être et l'ensemble des facteurs qui constituent leur identité. F. Fanon disait, dans « les Damnés de la terre » : « la domination coloniale, parce que totale et simplifiante, a tôt fait de disloquer de façon spectaculaire l'existence culturelle du peuple soumis. La négation de la réalité nationale, les rapports juridiques nouveaux, le rejet à la périphérie par la société coloniale des indigènes et de leurs coutumes, l'expropriation, l'asservissement systématique des hommes et des femmes rendent possible cette oblitération culturelle ». (Maspéro, 1981, p. 166).

Ces raisons historiques ne nous autorisent pas à confondre le nationalisme des opprimés avec le nationalisme occidental, qui a servi après les révolutions bourgeoises d'idéologie gommant les luttes des classes. Il ne s'agit pas non plus de confondre les luttes nationales dans les pays du tiers monde avec les tâches révolutionnaires proprement dites, mais de soutenir la volonté des peuples à défendre leur identité culturelle contre les visées homogénéisantes du capitalisme monopoliste ou bureaucratique, car la révolution libertaire est une révolution au pluriel ou elle n'est pas. « Noir et rouge » conclut dans son numéro spécial sur la question nationale que « la fédération des peuples ne peut se substituer à la juxtaposition des Etats qu'à la fin d'un processus général de redistribution géographique égalitaire des activités humaines ... ».

Nous disons qu'il ne faut pas confondre luttes nationales des opprimés avec les tâches révolutionnaires, car le nationalisme reste une lutte interclassiste où se côtoient les paysans sans terre, les latifundistes, le salariat et le patronat ...

L'alliance de ces classes contre l'hégémonie extérieure et les compradores fait que le front national est un champ dynamique de luttes intestines. Les classes dominantes au sein du front essaient d'utiliser les masses opprimées comme masse de manœuvre et de diriger la lutte nationale en insistant sur le traditionalisme et les éléments les plus rétrogrades et mobilisateurs de la culture nationale, comme la religion.

Cette résistance nationale comme un

malentendu, pour reprendre le terme de J.M. Chester, doit être menée avec prudence, pour que les classes dominantes ne demeurent pas dirigeantes des luttes et constituantes du futur Etat, et pour que se greffent aux éléments révolutionnaires de la culture nationale des peuples opprimés des éléments révolutionnaires de la culture internationale (l'autogestion, la démocratie directe, le fédéralisme ...).

Abdel.

## NATIONALISME ET LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE : L'IMPASSE DE L'ÉTAT

La conscience nationale dans le tiers monde s'est accentuée ou développée à l'ombre du colonialisme. Celui-ci s'est caractérisé tant par l'occupation étrangère que par un laminage culturel basé sur le racisme ; le nationalisme des peuples colonisés a donc été une réponse s'appuyant sur les principes de droit à la différence et droit des peuples à l'autonomie. Avec l'indépendance, acquise par la lutte ou organisée « pacifiquement » par les puissances colonisatrices le problème de la libération nationale n'est pas réglé pour autant ; la faiblesse économique comme la corruption et les intrigues des gouvernants locaux pour garder leur pouvoir font de la main-mise étrangère sur l'état « indépendant » un problème encore à l'ordre du jour. Les 2 superpuissances se partagent des zones d'influence où elles interviennent (directement ou indirectement) suivant leurs propres intérêts, l'intervention pouvant être aussi le fait des anciennes puissances colonisatrices (voir le rôle de la France en Afrique noire, entre autres), la lutte contre le pouvoir en place est donc toujours menée sous le drapeau de la libération nationale. D'autre part, le tiers-monde connaît toujours des mouvements indépendantistes. Cela tient au découpage aberrant des frontières de bien des Etats après la colonisation, découpage qui n'a pas respecté les réalités ethniques mais cela tient aussi au fait que certains conflits ethniques sont directement les conséquences de cette constitution d'Etats « modernes » qui ont bouleversé les relations interethniques ancestrales. Enfin, la colonisation est toujours directe en Afrique du Sud, en Palestine, en Nouvelle-Calédonie ...

Cette mosaïque de réalités différentes explique donc que les luttes de libération nationale soient les principaux vecteurs des luttes révolutionnaires dans le tiers monde, mais tant le contenu que le but de ces luttes limitent leur fonction révolutionnaire.

Si la construction d'un Etat, comme instance extérieure à la société, n'est pas toujours le but dernier des mouvements de libération nationale, elle a été la conséquence constante de leur « victoire »

La colonisation européenne a agi à l'échelle de continents et de vastes ensembles culturels ; les mouvements anti-

coloniaux ont tout naturellement été amenés à envisager des structures politiques et économiques capables d'unir les différents peuples dans de vastes ensembles territoriaux et culturels. Le panafricanisme est l'exemple d'une vision qui cherchait à permettre aux peuples africains de vivre dans une structure de type fédéraliste, respectant les différences en évitant les conflits ethniques. Cette vision montrait une sensibilité libertaire spontanée, toutefois l'avidité de pouvoir des dirigeants comme la politique des puissances colonisatrices, qui créèrent de toutes pièces des Etats africains indépendants dont elles s'assuraient la soumission, sonnèrent le glas de tout espoir

d'une dynamique libertaire de la lutte panafricaine.

En fait, la création d'un Etat est donc moins le but direct des luttes de libération nationale qu'une conséquence, conséquence du contenu et de la manière dont est menée la lutte (voir à ce sujet, les deux autres parties de l'article), conséquence aussi d'un contexte international étouffant.

En menant la lutte contre l'exploitation extérieure, les mouvements de libération nationale n'ont pas la force nécessaire pour s'opposer à la logique des Etats et de l'économie mondiale. Pour ne pas crever, ces mouvements doivent donc, au moins dans la phase avancée de leur lutte, avoir un projet étatique et de développement économique qui leur permette de s'assurer des alliés garantissant un succès définitif sur l'exploiteur, ou le colonisateur étranger.

La victoire des mouvements de libération nationale dans le tiers monde n'est donc acquise qu'à la condition d'une harmonisation de la structure économique et de pouvoir avec les structures dominantes. Au-delà de toutes les variantes locales existantes (socialisme à l'africaine, Etat islamique ...), c'est un même alignement sur des modèles qui chaque jour montrent leur faillite. L'aboutissement d'une impasse.

Luc.



## LES ANARCHISTES FACE AUX LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

**U**ne constatation s'impose dès l'abord : l'absence quasi totale, dans les pays du tiers monde, de mouvements ou même d'individus se revendiquant de l'anarchisme. De cette (triste) réalité découlent un certain nombre de conséquences : jugeant de l'extérieur les conflits qui déchirent cette partie du monde les libertaires ont du mal à les apprécier.

Le manque d'informations, le difficile oubli des schémas occidentaux pour en intégrer d'autres, l'activité développée dans leur propre pays, etc... ne les incitent pas à se préoccuper de luttes éloignées à tout point de vue de leur quotidien. D'autant que le contenu de ces luttes ne favorise pas une adhésion sans réserve.

Bien au contraire : l'affirmation de l'identité nationale se traduit par la valorisation d'un peuple ou d'une ethnie et le développement de sentiments xénophobes à l'égard des « étrangers ».

Porteurs d'un projet étatique, les mouvements de libération nationale cherchent à remplacer un nationalisme par un autre, un pouvoir par un autre.

Dans la grande famille nationaliste, cohabitent toutes les tendances politiques, et la composition des « Fronts » apparaît des plus ambiguës ...

Les anarchistes ont donc tendance à renvoyer dos à dos colonisateurs et colonisés. Craignant de se compromettre dans un combat dont les objectifs s'avèrent contraires à leurs idées, ils préfèrent s'en écarter prudemment. Mais cette attitude les piège :

- D'abord, elle laisse le champ libre au marxisme. Les libertaires passent à côté des mouvements sociaux et insurrectionnels qui éclatent depuis des décennies dans le tiers monde. (A quelques exceptions près, comme le soutien apporté par certains d'entre eux à la lutte algérienne, pendant la guerre d'indépendance). Leur projet de société paraît de ce fait s'adresser à l'Occident seul, et le modèle socialiste devient aux yeux des opprimés la seule alternative possible, alors qu'il a largement prouvé son échec.

- Ensuite, par leur refus de prendre position entre les divers protagonistes, les anarchistes confortent la position de l'agresseur impérialiste. En n'assurant aucune aide internationale à ceux qui en sont victimes, ils contribuent à pérenniser le système d'exploitation établi. Toute référence au nationalisme provoque chez nombre d'entre eux, une sorte de « blocage à priori » qui leur fait perdre de vue la réalité du colonialisme ...

Au nom de cette réalité et au vu de l'expérience historique, il convient cependant de s'interroger sur un tel fonctionnement, pour voir si l'idée anarchiste ne gagnerait pas à être défendue autrement. Sa crédibilité en dépend. Car

abandonner le terrain de la lutte — sous prétexte de conserver une pureté idéologique — en considérant le mouvement de libération nationale comme un tout, condamnable en tout, ne constitue pas une démarche constructive.

Un courant nationaliste est un ensemble d'intérêts complexe et ambigu. Il sert de tremplin aux représentants de la future classe dominante, désireuse de renverser le pouvoir colonial pour satisfaire ses ambitions. Mais il représente aussi pour la population colonisée un moyen d'échapper à sa situation misérable et de se libérer.

Le nationalisme repose sur le sentiment d'appartenance, sur un ensemble de valeurs culturelles et linguistiques partagées par une communauté. Les pays opprimés opposent ces valeurs à l'opresseur, pour s'affirmer différents de lui et revendiquer le droit de maîtriser eux-mêmes leur destin. Les libertaires, de leur côté, refusent le nivellement des cultures. Ils valorisent les différences entre les peuples — parce qu'elles font leur richesse — et défendent l'idée fédéraliste (1). Ils ne peuvent donc ignorer l'aspiration d'un peuple colonisé à faire reconnaître son identité culturelle.

Par ailleurs, certaines idées impulsées au cours de la lutte sont susceptibles de rencontrer leur adhésion. Ainsi, les expériences autogestionnaires développées juste après l'indépendance de l'Algérie par de nombreux ouvriers agricoles s'inscrivent dans une logique proche du projet anarchiste et autre que celle du Front de libération nationale.

Il ne s'agit évidemment pas, pour les anarchistes, de défendre n'importe quelle lutte nationaliste sous prétexte qu'elle répond à une agression extérieure. (L'exemple de l'Iran suffit à écarter cette idée : entre Khomeini, haut dignitaire religieux, et un Chah soutenu par l'impérialisme américain - en d'autres termes, entre la peste et le choléra - que préférer ?). Il s'agit plutôt d'examiner le contenu de la revendication nationaliste du programme proposé en remplacement de ce qui existe, pour en déceler les (éventuels) aspects révolutionnaires. Ceci afin d'apporter un soutien critique - et non inconditionnel - aux exploités, selon les objectifs définis.

Lorsqu'elle apparaît possible, l'action des anarchistes en faveur des pays colonisés peut s'effectuer sur plusieurs plans :  
- Ainsi, en replaçant la lutte des classes dans le combat contre l'impérialisme. Autrement dit, en insistant dans les pays colonisés sur l'idée que les prolétaires des pays agresseurs ne sont pas impérialistes, même s'ils font objectivement le jeu de l'Etat impérialiste et des capitalis-



tes ( quand ils fabriquent les armes utilisées contre les populations opprimées, par exemple ).

- En s'efforçant d'établir des relations entre les classes opprimées des pays impérialiste et colonisé. Pour ce faire, les anarchistes doivent lutter contre la « nationalisation » des classes ouvrières dans les Etats occidentaux, c'est-à-dire contre leur soumission - adhésion à l'idéologie nationaliste (« fabriquons français » et autres leitmotifs des syndicats et partis dits communistes ... ), et chercher à développer chez elles des sentiments internationalistes. En effet, les classes exploiteuses des pays colonisateur et colonisé se montrent beaucoup plus internationalistes que les classes exploitées ( c'est leur intérêt, aux unes et aux autres, mais les premières le perçoivent bien mieux que les secondes : les multinationales, le marché mondial des armes le montrent bien ). Les relations entre « féodaux » des pays du tiers monde et bourgeoisie des Etats oppresseurs deviennent en fait conflictuelles lorsque leurs intérêts entrent en contradiction, à un moment donné du développement économique, les premiers réalisant que seule l'acquisition du pouvoir peut satisfaire leurs ambitions ( la

bourgeoisie et les classes intellectuelles expriment l'idée nationaliste dans les pays colonisés bien avant les autres classes ).

Par contre, les relations entre opprimés des pays exploitateur et exploité ne sont pas conflictuelles, mais, aveuglés par la propagande étatique, ils en ont rarement conscience.

- En s'attaquant aux Etats agresseurs pour démolir leur idéologie. Dans le cas d'Israël, par exemple, les anarchistes doivent critiquer l'Etat en tant qu'Etat, mais dénoncer aussi l'idéologie sioniste qui le sous-tend, l'impérialisme d'un pouvoir d'exception comparable à l'Afrique du Sud. Il leur faut montrer néanmoins que tout Etat peut contenir des caractères fascistes.

Le fascisme est une aberration de l'Etat et peut apparaître dès lors que les dirigeants en ressentent la nécessité. Par ailleurs, critiquer Israël pour venir en aide au peuple palestinien ne débouche pas sur un appui à l'OLP, partisan de créer un Etat palestinien ...

Dans les faits, il apparaît souvent difficile d'aider de l'extérieur - et sans guider ni donner de leçons - une lutte de libération nationale. Mais s'interroger sur la possibilité d'assurer cette aide peut

faire progresser la réflexion. Porteur de contenus très différents, selon les individus et les groupements qui s'en réclament, le nationalisme dans les luttes de libération n'a en lui-même qu'une valeur purement négative : il permet de faire cesser une exploitation. Par contre, basé sur la valorisation d'une ethnie, d'un peuple par rapport à l'« étranger », il développe une fois au pouvoir une véritable mystique qui vise à gommer les différences existant entre les classes et sert à transformer les exploités en exploités. Pour éviter la multiplication à l'infini de ce schéma désormais classique, les anarchistes doivent faire entendre leur voix. Le soutien critique constitue un moyen de s'opposer à la création d'un Etat, de contrer l'idéologie totalitaire véhiculée par le nationalisme dominant. Il peut faire passer un message antiautoritaire dans les pays du tiers monde et prouver par là que le projet anarchiste les concerne également.

Vanina

(1) A ce titre l'espéranto ne peut être entendu que comme moyen de communication international, coexistant avec les autres langues sans se substituer à elles.

## Iran libertaire ?

**L**e 7 mai à Paris le Centre de Documentation Anarchiste Max Nettlau a organisé un débat : « Réflexions libertaires sur l'Iran ( par un camarade iranien ) ».

Pour comprendre la situation actuelle, un bref historique est nécessaire. Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme anglais s'est trouvé très affaibli. Il y avait en Iran un syndicalisme puissant parmi les ouvriers du pétrole, et les minorités ethniques étaient en pleine agitation. Le parti communiste, un des plus forts du Moyen Orient, était à 100% derrière l'URSS. C'est dans ces conditions que le gouvernement bourgeois de Mossadegh nationalisa les raffineries de pétrole.

Les USA profitèrent de la situation pour évincer la Grande Bretagne en renversant Mossadegh, et ré-imposer le Shah, pour mener une politique d'imposition de rapports capitalistes dans leurs propres intérêts. La réaction des communistes fut nulle. Pourtant ils avaient des milliers de militants et des officiers dans

l'armée. Le comité central prit la fuite à l'étranger sans donner aucune consigne à ses fidèles. Cette attitude du PC venait sans doute du fait que l'Iran était une zone neutre de par les accords de Yalta. De plus, le PC approuvait la réforme agraire et l'industrialisation décidées par le Shah, parce que ce serait également des stades nécessaires pour arriver à la conscience révolutionnaire. Cet argument s'explique surtout parce que l'arrivée du Shah entraîna un certain nombre de concessions à l'URSS qui installa des usines sidérurgiques. Avec Khomeyni, le PC n'a pas bougé, il a continué à soutenir et à collaborer avec le pouvoir islamique, dans l'espoir de trouver une place dans l'appareil étatique, ou de le pousser à une entente avec les pays de l'Est. Mais une fois en place, le régime islamique élimina le PC, comme les autres groupes politiques.

La pression des USA a consisté à installer des industries de montage et à obliger la population à 70% dans l'agriculture à s'engager dans l'industrie. Pour cela, le Shah lança une réforme agraire pour créer une main d'œuvre industrielle pour des usines dépendant à 100% de l'étranger. Des bidonvilles sont apparus, ainsi qu'une bourgeoisie vivant dans le

luxe et la consommation.

L'émancipation des femmes et une certaine industrialisation ont servi en Occident pour présenter le régime du Shah comme un facteur de progrès. C'est faux. Le Shah distribua la terre, mais pas l'eau, et en Iran sans eau, il n'y a pas de culture. Les paysans durent revendre la terre à l'Etat et à des compagnies nord-américaines. Avec l'argent obtenu, les paysans allèrent se loger en villes ou se mirent à travailler dans l'agro-business, dans une production destinée au profit des capitaux étrangers, comme l'exportation des artichauts ( plante non consommée dans le pays ). Quant aux femmes, on peut dire : les libérer de la cuisine, pour les mettre à l'usine.

Cette introduction des rapports capitalistes et cette dépendance vis à vis de l'Occident exigeaient donc une dictature féroce. L'écrasement quotidien, l'exploitation sans merci par les capitaux impérialistes et l'acculturation furent désormais les sources des mécontentements et des révoltes populaires.

Une première réaction à la réforme agraire vint des religieux, qui possédaient des terres ( ils les ont du reste récupérées ). Et comme le régime encourageait une certaine émancipation des femmes, les religieux s'y opposaient. En 1962-63, il y eut une répression sanglante contre eux. Ensuite, il y eut un début de guérilla chez les religieux et les marxistes-léninistes, mais les deux mouvements furent écrasés.

A l'époque Khomeyni n'était même pas ayatollah. Il avait été membre de la secte des Frères Musulmans financés pendant la guerre mondiale par l'Allemagne et l'Angleterre pour créer une



tension politique par des assassinats. Khomeyni participa personnellement à certains crimes. Il y eut par exemple celui d'un bon historien iranien, Kasravi, dont les travaux diminuaient l'importance de la religion. Actuellement on peut constater qu'une partie de cette secte fait partie du gouvernement.

Pour aborder directement le problème de la révolution, car pour moi, au début, il y a eu une véritable révolution sociale, le cas iranien pose le problème d'un mouvement sans partis politiques et s'organisant spontanément, même s'il fut plus tard récupéré par un chef.

Sur le plan international, la politique de Carter des droits de l'homme a eu un retentissement en Iran. Auparavant le Shah avait échoué. Des formes de révolte embryonnaire ont commencé à apparaître. Elles se sont polarisées sur l'interdiction de construire de nouveaux bidonvilles prise un an avant. Le Shah dirigea une répression féroce, et deux jours après il reconnut les droits de l'homme et l'extension des bidonvilles.

Il y eut alors des manifestations d'étudiants réprimés, qui entraînent de nouvelles manifestations, avec la participation des intellectuels, pour l'application des droits de l'homme. Les religieux se mirent aussi à bouger. Et ils furent réprimés à Ghom, une ville sainte. Dans la tradition islamique, ils célébrèrent des protestations les 3e, 7e et 40e jours. Il y eut de nouvelles répressions et de nouvelles célébrations 3, 7 et 40 jours après, ce qui assura une continuité au mouvement, et lui gagna la solidarité des gens.

A ce moment, les religieux étaient contre les banques, les cinémas, les hôtels, la culture occidentale et tout ce qui émanait de l'Ouest, mais ils ne revenaient pas sur l'émancipation des femmes qui participaient fortement à l'opposition. Le Shah chercha alors à s'entendre avec les religieux. Khomeyni, en exil, était contre, mais il était inconnu des jeunes religieux. C'est avec son installation à Paris (il faudrait en étudier les raisons) et sa reconnaissance par les médias occidentaux que Khomeyni fut accepté en Iran. De plus, il fut aidé par des orateurs exilés célèbres : Bani Sadr, Gotbzadeh et pouvait compter sur la collaboration de quelques 300.000 mollah qui faisaient de la propagande en sa faveur dans les mosquées du pays.

Entre temps en Iran, les manifestations se succédant, la spontanéité des gens se développa. C'était la fête dans les rues, on manifestait, il y avait du thé, des gâteaux, les femmes étaient sans voile. Il y avait des assemblées générales pendant le travail, avec 100 % de participation, du balayeur au directeur. Les mots d'ordre étaient libération des prisonniers politiques et départ du Shah, comme préalable à la solution des maux, et étaient adoptés à l'unanimité. Toutes les couches sociales étaient contre le Shah.

Avec le départ du Shah et la nomination d'un conseil de régence, il y eut de fait une grève générale. Le système était écrasé de l'intérieur. Malgré les tentatives de Khomeyni de préserver l'armée, les casernes furent attaquées et pillées, comme les commissariats et les prisons, avec la libération de tous les emprisonnés, sans exception. Le départ des gros bourgeois obligea les gens à s'organiser en comités de quartier, groupes d'auto-défense, sections de ravitaillement. Tout le monde était armé.

En effet, le retour de Khomeyni ne pouvait s'effectuer sans l'entente préalable avec le Conseil de Régence et l'armée. Khomeyni nomma un gouvernement provisoire de religieux et de libéraux, en faisant courir la consigne que la guerre sainte n'était pas encore déclarée (pour calmer les gens). Il faut dire que les USA depuis un an avaient des contacts avec l'émigration politique pour établir une équipe de remplacement contre le régime du Shah trop corrompu. Bani Sadr raconte dans ses mémoires les allées et venues d'un agent américain contactant khomeyni à plusieurs reprises.

Mais malgré l'installation du gouvernement et les mollah, les gens ne suivaient pas : pendant trois semaines la radio et la TV diffusaient toujours les annonces de tous les groupes, sans exclusive. Les administrations, les usines, les rues et les mosquées elles-mêmes étaient des lieux de bouillonnement des discussions populaires.

Le gouvernement provisoire et les mollah demandèrent alors que les armes soient restituées, à cause des nombreux règlements de comptes entre certains habitants et les actions des délinquants, et c'était en effet un problème. La radio et la TV furent alors reprises en main. Cependant, je sais qu'il y a encore beaucoup d'armes cachées chez les gens.

Puis il y eut les tribunaux religieux pour juger les gens du Shah. En même temps, les mollah avaient recruté parmi les jeunes chômeurs de familles religieuses des campagnes, les lumpen, des gens qu'ils armaient et payaient : « les gardiens de la révolution ». Ce sont eux qui sous prétexte de non division des forces, de fidélité au gouvernement brisaient toute discussion, toute critique. Ils s'attaquèrent à une manifestation de femmes, ils pénétraient les comités de quartier. Cela leur fut d'autant plus facile que les militants de gauche abandonnaient ces comités pour reconstruire leurs partis.

L'échec des partis de gauche est dû au fait que les schémas et le langage marxiste étaient incompréhensibles pour les gens à la recherche de leur identité, de leur liberté, et qui étaient plus sensibles aux consignes simples de Khomeyni, qui s'empara ainsi de tout pouvoir idéologique et politique.

La discussion a d'abord souligné la récupération d'un vaste mouvement populaire anti-autoritaire par la réaction, comme dans l'URSS de 1917. Le camarade iranien, et d'autres dans l'assistance, soulignent qu'il y avait un vide de pouvoir. Les usines marchaient, bien que les propriétaires soient partis, mais personne ne savait ce qu'il fallait faire pour organiser le pays. Une leçon qu'on peut tirer est qu'il n'est pas besoin d'attendre qu'on soit assez fort pour faire la révolution. La prise de conscience révolutionnaire n'est pas liée nécessairement à la phase capitaliste. Il y eut comme en 1968 en France, des liaisons horizontales et verticales entre les comités de quartiers. Même aujourd'hui, avec les comités islamiques imposés d'en haut, les gens sont solidaires et s'organisent avec les mêmes personnes qu'il y a quatre ans.

Un autre point a été abordé : celui du développement économique. Actuellement, il y a autant de médecins iraniens à New York qu'en Iran. Le retour des cadres ne peut se faire tant qu'il y aura des pays dominés et dominants. Nous, libertaires, iraniens, nous refusons les deux blocs, et nous conservons également notre autonomie face aux divisions du mouvement libertaire international.

Le dernier point est celui de la guerre entre l'Iran et l'Irak, bien ressentie d'abord. Mais il faut remarquer que le choc iranien fut d'abord contenu par les ouvriers des champs pétroliers, le bastion rouge. Et les forces de Khomeyni ont attendu que les ouvriers soient anéantis, pour contre-attaquer (comme l'URSS et l'insurrection de Varsovie en 1944). Maintenant la population a compris que cette guerre est idiote. Pour trouver des combattants, le régime propose aux élèves, à partir de 14 ans, de s'engager dans l'armée : ils reçoivent alors leurs diplômes, leur famille est prise en charge par l'Etat, et s'ils meurent les membres de la famille bénéficient de privilèges pour faire des études. Ce sont les « martyrs ». Tous les étudiants qui arrivent actuellement d'Iran sont dans ce cas.

Exposé d'Azad, notes de Martin



# URSS & CO

« Le Soviet des Représentants du SMOT, par l'intermédiaire de ses représentants à l'étranger, s'est déjà adressé aux syndicats à l'étranger pour se faire aider. Cette démarche a eu lieu il y a trois ans et elle n'a rien donné. C'est pour cela qu'il n'y a aucun sens, comme le proposent certains d'entre nous, à renouveler cette demande d'aide ».

« En URSS, les prix augmentent sans arrêt, l'inflation grandit, l'approvisionnement alimentaire de la population fait défaut de façon catastrophique, menaçant toute une série de régions du pays d'une véritable famine, tandis que beaucoup d'autres connaissent déjà une pénurie chronique de produits laitiers, de viande, de légumes frais et de fruits, c'est-à-dire sont constamment sous-ravitillés. Dans certains endroits existe même un chômage dissimulé ».

« C'est dans ces conditions que le « Parti et le Gouvernement » au lieu de rechercher un dialogue ouvert, franc et loyal avec le peuple afin de trouver une solution à cette crise, mènent une guerre de conquête en Afghanistan, dépensent des millions de roubles chaque jour pour entretenir les régimes dictatoriaux du Vietnam, de Cuba, d'Ethiopie et d'autres, œuvrent pour l'écrasement du mouvement des travailleurs polonais vers l'assainissement de l'atmosphère économique, politique et morale de leur pays ».

Ces citations du bulletin des syndicalistes clandestins soviétiques (c'est-à-dire de l'URSS et partisans de vrais soviets) sont extraites d'un texte plus long traduit par Skirda dans « Le Monde Libertaire » et « Autogestion » n. 12-13. Elles me semblent bien caractériser la situation à l'Est : - impossibilité de recevoir une aide ; - situation matérielle quotidienne empirant ; - indifférence du Parti qui joue de la menace de la répression.

On ne peut, cependant, entièrement généraliser, car il y a de petites exceptions. On pense, bien sûr, à la situation polonaise. Mais un « Babar » ne fait pas le printemps. L'aide concrète pour les militants est une goutte d'eau actuellement ; quant à l'aide alimentaire (et des médicaments, et des produits de lavage), comme elle est surtout canali-

sée par la curaille, elle renforce le catholicisme.

La situation polonaise peut être schématiquement résumée ainsi (pour des analyses libertaires sérieuses, voir dans « Iztok » n. 6, mars 83, et « Courant Alternatif » n. 23 et 25, de février et avril 83) : l'année 82 a été marquée par trois crises au sein des trois groupes aspirant au pouvoir global : le Parti, l'Eglise et Solidarnosc. Le Parti a été secoué par une tension entre partisans de la répression et de la modération avec une victoire des premiers. Le clergé a lâché Solidarnosc pour se rapprocher du Parti, ce qui a entraîné un conflit entre les curés de base et la hiérarchie. Dans Solidarnosc, la crise a éclaté au grand jour, lors de la grève nationale du 10 novembre 1982 (un mois après la dissolution officielle du syndicat), décidée par la Direction nationale provisoire et non suivie dans la plupart des grandes entreprises.

On peut remarquer que le Parti a aussitôt profité de cette faiblesse de Solidarnosc pour prendre trois initiatives : l'annonce de la visite du Pape pour l'été 83 (ce qui « sanctifie » les liens Parti-Eglise) ; la libération de Walesa (pour créer encore plus d'embrouilles au niveau décisionnel - clandestinement - dans Solidarnosc) ; des purges dans le Parti (sans doute pour les médias communistes étrangers et la classe moyenne polonaise).

L'effet de ces mesures est limité parce que si les syndicalistes emprisonnés au moment du putsh sont libérés, ceux qui sont arrêtés pour des actions en 82 sont plus nombreux. La pénurie augmente toujours pour les articles courants.

Il reste que plusieurs courants agitent Solidarnosc : La Direction nationale provisoire que plusieurs régions ne reconnaissent pas, et dans la Direction une tendance pour un certain dialogue avec le pouvoir (d'où le refus de lancer une action dès l'interdiction du syndicat en octobre et cela malgré l'action spontanée de la base, et le mouvement du 10 novembre 1982 non suivi là où la base avait bougé un mois plutôt). Il semble aussi que la structure interne de Solidarnosc : section sur le lieu de travail, puis section régionale liée à la Direction nationale provisoire soit en fait remplacée par la section d'une grande entreprise régionale, regroupant les plus petites, qui a des contacts avec d'autres ensembles du même type et la Direction.

L'exemple le plus clair de ces problèmes est apparu en France avec le limo-

geage d'un secteur de Solidarnosc, et par l'attitude de la délégation reconnue par Solidarnosc qui ne transmet son aide qu'à la Direction nationale provisoire, et pas aux autres sections de base. (Ces notes proviennent de l'exposé de Kowalewski le 29 janvier 1983 devant des libertaires espagnols et français à Paris, et elles ne recourent pas l'information de « Courant Alternatif » d'avril qui insiste sur les dissensions dans Solidarnosc).

La Bulgarie offre un panorama différent : Le Parti n'a jamais lâché du lest (ce qui est un cas unique, puisque c'est le seul pays où le nationalisme se conjugue avec la soumission à l'URSS), et il n'y a pas eu jusqu'à présent de personnalité assez forte pour se dégager du Parti et créer une dissidence, comme Sakharov en URSS, Goma en Roumanie, etc... Il n'y a pas eu non plus de déstalinisation très poussée : Todor Jivkov depuis 1956 a installé sa famille au pouvoir et instauré le culte de sa personne (cela reste discret par rapport à la Roumanie, mais c'est plus fort qu'en URSS).

Deux faits sont frappants : la vieillesse et la jeunesse.

Même la revue officielle « Pogled » de février 1982 s'est fait l'écho de faits quotidiens depuis des années : cassage de gueules des vieux au début de chaque mois pour leur piquer leur retraite quand ils sont encore acceptés à la maison ; visite rapide à l'hospice pour leur extirper des signatures, de donation de biens et encore leur retraite. Parfois, de bon-

## LE SPORT EN BULGARIE

Comme dans les autres pays marxistes-léninistes, le sport est une affaire d'état et de patriotisme en Bulgarie.

Le succès indiscutable de ce pays en altérophilie, en gymnastique rythmique et en lutte est associé au développement de l'industrie lourde, des chariots élévateurs et de la robotique.

Le raisonnement est discutable, puisque le mois dernier, le Paraguay (petit pays sous-développé et fasciste) a vaincu en tennis la Tchécoslovaquie de Lendl (en dépit de l'industrialisation, de la culture européenne et du marxisme-léninisme).

Le raisonnement est encore discutable si on se réfère aux conditions de vie des travailleurs bulgares : depuis l'arrivée de l'Armée soviétique en 1944 et l'instauration du régime communiste en 1948 (« grâce » aux accords de Yalta entre le monde dit libre et le monde dit socialiste), il existe un régime de pénurie alimentaire et des articles d'usage courant. Un moyen d'échapper à cette pénurie chronique est de rentrer dans le parti communiste (si on a assez de recommandations politiques et de bassesse morale), ou de faire du sport. On acquiert alors un niveau de vie meilleur et

leur langage propre afin de bâtir un langage commun qui renverse ces monopoles du bégaiement généralisé.

## THÉÂTRE DE L'ARTISTE OPPRIMÉ.

Inspirons nous du « théâtre de l'opprimé » d'A. Boal ; développons le procédé du « théâtre image » ... mais plutôt que de développer une production intellectuelle d'images tel que nous le propose M.P. Lageix et M. Nelson, cherchons à cultiver les images qui surgissent spontanément : ce sont ces images qui sont révélatrices de l'artiste qui sommeille en chacun de nous.

Je ne dédaigne pas les jeux de colonies de vacances et tous les trucs utilisés dans les stages d'art dramatique ou d'expression pour faire sauter les blocages s'il y en a : jouer à se toucher en fermant les yeux, prendre un stagiaire pour statue et procéder à une sculpture vivante, improviser une attitude à partir d'un mot ou d'un dialogue, à partir d'une situation imposée, etc... , tout cela peut nous aider à faire revivre le gosse en nous-même, et renouer avec le bon vieux temps où on fouait à la marchande ou ... au papa et à la maman !

Mais il ne faut pas perdre de vue que tout cela ne peut avoir d'autre fonction que de nous aider à retrouver une spontanéité perdue, retrouver les rôles où on a envie de s'investir après avoir eu 40 h par semaine (pardon, 39 waf waf). On a un peu trop pris l'habitude de ne jouer que la comédie fort triste du technicien constipé ou le drame romantique éculé du pédagogue qui a des problèmes de conscience.

Donc, nous trouverons des combines (« techniques » si vous y tenez) pour faire sauter les blocages, s'il y en a. Mais nous espérons bien ne pas nous éterniser là-dessus, et surtout ne pas frustrer les gens qui spontanément s'expriment.

Si, par dessus le marché, nous avons la chance d'avoir affaire à quelqu'un qui donne l'impression d'être en plein délire nous nous efforcerons (dans la mesure de nos possibilités) de rentrer dans ce que nous croyons être son délire.

On étouffe dans le langage raisonneur et nous ne prétendons rien d'autre que d'inventer un nouveau langage. Ce langage ne peut pas être celui des scientifiques et des technocrates (auxquels nous sommes contraints d'obéir trop souvent). Il sera celui des artistes « opprimés » que nous sommes tous.

Voici donc comment faire ... Mais où aller ? Je n'en sais rien, et je ne promets même pas que je ne me dégonflerai pas en cours de route. Mais sous prétexte d'éventuelle confusion, allons-nous éternellement perdre notre identité dans le métró - boulot - dodo - syndico - partito - emjicéo ? La famille (même quand elle marche bien) ne peut pas être le seul lieu où on se retrouve soi-même.

Enfin bon voilà comment je vois les choses.

Jean Pierre Brès  
le 27.03.83.

## FUMETTE ET ENTOURLOUPETTE

Un après-midi au tribunal correctionnel de Montpellier

○ Jacques reconnaît qu'il fume (du hasch) depuis un an. Il a vendu 3,8 g d'huile de cannabis. Oui, 3,8 g. C'est grave, ça trouble l'ordre public, ces 3,8 g. Aussi, au nom du peuple français, il est condamné à 12 mois de prison, dont 10 avec sursis et 5.000 F d'amende.

○ La police a trouvé André en possession de 29 barettes de hasch qui représentent 105 g. Il reconnaît les vendre, ces barettes. Pour usage et trafic de stupéfiants 2 ans de prison dont 1 avec sursis.

Les consommateurs vous le diront les rapports médicaux vous le confirmeront, le hasch est moins nocif pour la santé que ces drogues légales que sont l'alcool et le tabac. Mais le hasch est dangereux puisque l'état ne gagne pas un sou sur sa vente. C'est pourquoi les 2 ans de prison d'André sont une excellente protection pour la société et pour nos enfants contre l'enfer de la marijuhana et de ses dérivés.

○ Guy a été condamné à 12 mois seulement, dont 6 avec sursis. Faut dire qu'on ne lui reproche pas d'avoir vendu la moindre once de cannabis, qu'il n'est pas un consommateur de hasch. Non, les faits qui lui sont reprochés sont plus anodins : il s'est contenté d'écraser et de tuer un cycliste alors qu'il conduisait en état d'ivresse.

D'où cette relative clémence.

○ Mohamed a reçu 45 jours de prison. Pas pour une histoire de fumette ni même, faits moins graves mais néanmoins répréhensibles, pour avoir tué ou volé.

Mais Mohamed vagabondait, ce qui veut dire qu'il n'a pas, contrairement à vous et moi un logement et un porte-monnaie normalement garni. Désavantage supplémentaire, Mohamed ne possède pas non plus la na-

tionalité française. Ses papiers, dit-il, on les lui a volés, et in n'est pas allé auprès de son consulat en chercher d'autres. Mohamed est donc en prison pour 45 jours, et quand il en sortira, il sera au nom du peuple français reconduit à la frontière.

C'était mercredi 27 Avril devant le tribunal correctionnel de Montpellier

Patrice

## VIVE LE TERRORISME !!

27 manipulations chimiques pour faire une salade de serre ; des restes d'arachides - tourteaux - pour nourrir les bovins interdits en France parce que dangereux pour la santé, mais permis en Allemagne, et comme on leur achète du lait... ; du nitrate à gogo dans tous les produits ; des petits pots de carotte en pharmacie contenant tellement de nitrate que des médecins les interdisent à leurs clients ; des poissons de rivière et de mer contaminés par les excédents de nitrate des champs ; une recrudescence de cancers à cause de ces produits toxiques ; un refus de toute réglementation de l'emploi des engrais parce que cela pourrait faire baisser la production ; du nitrate en vente libre. Pas la peine de craindre les fusées Pershing et autres bombes à neutrons, les terroristes agricoles nous détruisent progressivement. La fin du monde est proche. Personne ne proteste ? Si, quelques écolos, des paysans du dimanche avec des petits vergers. Il existe une alliance de fait entre les terroristes agricoles, les impérialismes US et URSS, et les anti-impérialistes pour faire silence sur la bouffe empoisonnée. Et après tout, le nitrate n'est-il pas la solution finale pour se débarrasser des Etats dans le monde et des crétins qui y croient ? Oui, merci, les terroristes agricoles, continuez, ce n'est plus la chimie des bombes qui fera sauter l'exploitation, mais le nitrate du stek-frites et du jus de carotte.

Le Foudingue

## IL ÉTAIT UNE FOIS L'HUMANITÉ

Papon accusé de crime contre l'humanité !

Qu'importe Papon ! Mais le crime contre l'humanité interpelle. Ne vous semble-t-il pas étrange que notre civilisation occidentale, la plus ethnocidaire, use de cette expression ?

Jugeons donc, puisque la prescription n'a pas court, ceux qui dépeuplèrent les continents américain et africain.

Illusion - L'usage fait de l'expression pervertit le sens du mot « humanité ».

La faim a raison, bon an, mal an, de quelques dizaines de millions d'êtres. Cette humanité - là, sans voix, ne peut

accuser. Pas de crime, pas de criminel !

L'autre humanité, la notre, jalonne son chemin de charniers civilisateurs.

Ceux qui affament pour dominer, ceux qui arment pour commercer, ont pour eux le droit puisqu'ayant la force. Et toi, qui lis, tu sais si bien être innocent, tu fais de ta servitude une vertu.

Crime contre l'humanité ?

Savants et gouvernants qui préparez l'holocauste dernier, il vous sera fait grâce de ces mots infamants. Ils seront tous scellés dans les bouches closes. Plus d'humanité, pas de crime !

Pour que nous, Peuples, ayons un avenir, il faut que vous, vous n'en ayez pas.

Groupe Benevento d'Angers.

# Semaine Culturelle

Individu, Organisation et Etat

# Internationale

Pendant la semaine culturelle internationale qui s'est déroulée à Barcelone ce janvier 1983, ( voir IRL n. 50 ), les débats furent extrêmement intéressants et enrichissants. Nous vous présentons ici la transcription de l'intervention de René Loureau et C. Castoriadis ( que nos lecteurs connaissent bien ), à propos du thème : Individu, organisation et Etat.

## LES INTELLECTUELS DANS L'ETAT

**J**e pense que dans le thème du débat : « Individu, Organisation et Etat », le mot organisation n'est pas à sa place.

Situé ainsi, il semble relier logiquement, naturellement, *Individu et Etat*. Or, ce n'est pas mon avis du tout, il n'y a pas de lien naturel entre *Organisation et Etat*.

Cela ne veut pas dire que l'organisation n'existe pas, y compris pour les Anarchistes, y compris pour un congrès ou une semaine culturelle anarchiste, y compris pour le fonctionnement des débats dans cette salle, belle, mais conçue pour une pédagogie traditionnelle, pas du tout anarchiste, qui reproduit la pédagogie des institutions voulues par l'Etat. Etant entendu que l'organisation est quelque chose de vital pour tous les individus et groupes, je pense que la médiation entre Individu et Etat, c'est plutôt l'Institution. L'Institution qui comporte, bien sûr, de l'organisation, mais surtout un élément de reproduction de l'Etat. L'Institution, c'est une forme sociale qui reproduit la volonté de l'Etat ; et cela est vrai de n'importe quelle institution, syndicat aussi bien qu'église, et syndicat gauchiste ou anarchiste aussi bien qu'église réactionnaire. Un principe d'équivalence régit toute institution ; il fait que toutes les organisations sociales doivent se ressembler et n'existent qu'en référence à la super-institution d'état.

On retrouve ce rôle de l'Etat dans la naissance et le développement des institutions. C'est le processus d'institutionnalisation de vous tous, et de tous les gens qui ont envie de participer à du mouvement social. L'institutionnalisation, dans l'histoire, est toujours une négation du mouvement social. Cette négation par la bureaucratisation, par la

généralisation et aussi par beaucoup de très bons sentiments intervient toujours avec pour but avoué de rendre l'organisation plus efficace. Et, à mesure que cette efficacité augmente, le projet initial du mouvement disparaît et, finalement, est complètement nié : ce que l'Etat désire par dessus tout, c'est que les formes sociales soient équivalentes les unes par rapport aux autres, afin que l'ordre soit maintenu.

Il y a tout un romantisme sociologique autour de cette sorte de fatalité de l'institutionnalisation.

C'est, par exemple, ce que Trotsky a appelé Thermidor, à propos de la Révolution Russe.

L'histoire de l'Espagne est également riche en événements de ce genre. Et on peut dire que l'histoire en général est faite de ces mouvements d'institutionnalisation, c'est-à-dire de trahison des mouvements sociaux. Cela dit, faut-il en rester à cette constatation somatique et pessimiste et aux explications habituelles données à cette fatalité ? Toutes ces explications supposent l'existence métaphysique de l'Etat. Par exemple, lorsqu'on dit que les anciens militants se transformèrent en d'affreux bureaucrates, on ne s'interroge pas sur l'existence même de la bureaucratie. On se permet seulement de critiquer la mauvaise bureaucratie, ou de dire qu'il y a trop de bureaucratie. L'existence de la couche sociale parasitaire qu'est la bureaucratie n'est pas mise en cause. On ne met pas en question la nécessité d'une centralisation, on ne met pas en question l'existence d'une institution militaire professionnelle, ni d'autres institutions hyperbureaucratisées, qui ne sont apparemment pas du tout policières ou militaires, mais des institutions auxquelles participent des gens qui, comme nous critiquent l'Etat. C'est là que je voulais en

venir ; je pense que tous les intellectuels pourraient faire leur autocritique. Ceux d'entre eux qui sont le plus avancés idéologiquement peuvent faire des critiques impeccables comme le fait Chomsky sur le système des Etats-Unis. Bien sûr, cette critique idéologique est, aux Etats Unis, très importante et indispensable et il n'est pas question de la rejeter.

Mais, si on adopte la petite analyse que j'ai faite tout à l'heure sur Institution et Etat, on peut quand même se poser des questions sur le rôle des intellectuels dans l'institutionnalisation, dans la reproduction des rapports de domination et dans la conservation de l'Etat. Car, enfin, comment cette reproduction et cette institutionnalisation seraient-elles possibles, s'il n'y avait pas les Intellectuels ? Pas seulement ceux d'entre eux qui sont du côté du pouvoir, qui, c'est bien évident, ont intérêt à cette reproduction et font tout pour cela ; mais je me demande si les autres, nous ne faisons pas la même chose, tout en croyant faire le contraire. Les Intellectuels sont plus ou moins intégrés à des institutions étatiques, qu'ils soient journalistes, enseignants ou chercheurs ; ils participent au système. Très souvent, ils répondent à la commande officielle de l'Etat ( même si cette commande paraît provenir du secteur privé, c'est la même chose ). Ils font cela tout naturellement - c'est le métier -, et le soir ou le week-end, ils vont militer dans un parti révolutionnaire. Très peu se posent la question d'appliquer leur critique à leurs pratiques. Très peu essayent de pratiquer et de théoriser ce que Basaglia appelait « le refus du mandat social ». Je suppose que beaucoup d'entre vous connaissent la vie et l'action de ce psychiatre italien qui est mort récemment ; son action peut être très critiquée par ailleurs, par exemple lorsqu'il a voulu institutionnaliser sa critique de la psychiatrie en faisant voter une loi au parlement italien, peut-être que là il avait basculé du côté de l'institutionnalisation. Toujours est-il qu'il a montré par sa critique comment on pouvait exercer la psychiatrie en fonction de la commande sociale qui fonde le statut de psychiatre, ce statut étant composé de 95 % de pouvoir et de 5 % de santé mentale et de savoir.

Je crois que l'exemple de Basaglia peut nous donner à réfléchir. Un aspect très important de cette réflexion consiste à analyser les implications de toutes nos actions pratiques, nos implications par rapport à l'institution, à l'Etat, cela est d'autant plus important que ces implications sont invisibles. Un aspect plus général concerne le rôle des Intellectuels par rapport à l'Etat. Cette analyse a été faite bien avant moi, en particulier par un socialiste-anarchiste qui s'appelait Machawski et qui montrait, il y a déjà quatre-vingt ans comment les Intellectuels, et particulièrement les Intellectuels socialistes ( car il ne s'occupait pas des autres ), aspiraient avant tout à constituer une classe dominante. La justesse de ces analyses a été parfaitement démontrée au lendemain de la Ré-



on peut même voyager à l'étranger ( il y a certaines exceptions pour les sportifs ayant des parents émigrés dangereux ).

Mais même ainsi, le régime ne convainc pas ses propres ressortissants : Vesselin Ivanov Kosovski, champion d'haltérophilie, préféra émigrer illégalement en Allemagne de l'Ouest. Il fut arrêté à Berlin Est le 8 Mai 1975 et remis par le régime communiste à la Bulgarie. Ce cas n'est pas isolé : la police bulgare est efficace à l'étranger, puisque selon le rapport d'AMNESTY INTERNATIONAL de 1981, le 11 avril 1980 un réfugié politique bulgare a été enlevé à Vienne, en Autriche, par la police secrète bulgare.

On se rappelle le « parapluie bulgare » qui servit en 1978 à Londres pour liquider Gueorgui Markov, speaker du service bulgare de la BBC et réfugié politique. On a actuellement, avec les procès contre les terroristes en Italie et le tireur turc contre le Pape, un bel exemple d'activités de la police secrète bulgare.

Le régime bulgare est donc une dictature. Faut-il en déduire que notre pays est meilleur ? le chômage, le racisme, la crise sont liés au régime capitaliste. Il ne s'agit pas de choisir entre la dictature des communistes et la pseudo-démocratie des « démocrates » : « A l'heure actuelle (1945), la fédération des anarcho-communistes de Bulgarie présente les

mots d'ordre suivants : la formation de conseils et de comités locaux libres d'ouvriers et de paysans, élus directement et non pas en tant que représentants de partis politiques, organisés et contrôlés par le peuple. Ces conseils et ces comités doivent prendre entièrement ou contrôler la direction politique du pays ».

« Nous sommes pour le **communisme anarchiste ou communisme libre**, qui substituera la propriété privée par la **socialisation complète** des terres, des usines, des mines, de tous les instruments de la production et des biens. L'état sera remplacé par la **fédération des communes libres**, unies régionalement, provincialement, nationalement et internationalement ».

Un des représentants du mouvement anarchiste bulgare : Christo Jordanov (né en 1911) subit toujours les vexations de la police bulgare dans son pays. Il a été adopté par Amnesty International. Ecrivez à l'ambassade bulgare à Londres pour demander à ce qu'il recouvre sa liberté.

**Modèle de tract à distribuer lors de compétitions de sportifs bulgares, communiqué par « latok », revue libertaire sur les Pays de l'Est, 26 rue Piat 75020 Paris.**

nes âmes sont généreuses. Mais à quoi bon ? Pratiquement aucun médecin ne délivre de médicaments efficaces aux plus de 60 ans. Vu le manque de devise, il y a peu d'argent pour faire des radiographies, et il est réservé aux jeunes. Puisque le pouvoir donne l'exemple, les vieux sont de plus en plus rejetés, même s'ils sont communistes ( d'où un certain nombre de suicides ). Cela est officiellement reflété dans les statistiques d'espérance de vie qui baisse à l'Est ( « Le Monde », 9.3.83 ). D'une société payssanne solidaire jusque dans les années 50, le Parti a fait une jungle presque indifférente, comme aux Etats-Unis ( avec en moins la politesse, même hypocrite ).

Quant aux jeunes, le régime leur a imposé une mesure qui les ravit. Depuis grosso modo l'été polonais, chaque écolier de 9 à 18 ans reçoit 10 leva par mois, sans aucune réserve de type scolaire ou politique ( ce qui est « révolutionnaire » dans ce type de régime ). Comme le salaire moyen est de 100, et que la distribution d'argent se fait directement à l'école, les jeunes ne dépendent plus des parents pour leurs besoins. En plus, le Parti a fait construire des discothèque en campagne et dans toutes les villes. C'est tellement nouveau que la presse parle de plus en plus de « Discogénéraltsia », la génération du disco : c'est-à-dire des jeunes mordus du fric, de la mode, de la rigolade éphémère. Le résultat actuel est que les rares parents qui critiquaient le Parti à la maison, ne voient plus leurs gosses ( il n'y en a guère plus d'un par famille, malgré les aides sociales, parce que le niveau de vie est trop bas ), qui de toute façon sont enchantés du Parti bailleur de fonds. D'où vient l'argent ? De la plus-value des travailleurs, bien sûr, et des hausses constantes, à cause - selon le Part - des étrangers ( les Yougoslaves, les Grecs ) qui « achètent tout ». Pourtant le prix des appartements a doublé entre 1972 et 1982 et seuls les Bulgares ont le droit de les acheter.

Il est certain que de sombres lendemains se préparent en Bulgarie. Il est symptomatique qu'un fait banal en soi : la mort de la fille du chef du Parti qui avait une forte tumeur au cerveau, inopérable, soit transformé au niveau de la rue en assassinat politique par la police russe, parce que cette « brave » Ludmila Jivkova aurait été anti-russe, ce qui semble absurde pour un dirigeant bulgare. Elle sera célèbre à jamais pour avoir vendu la totalité de la viande de chèvre et de bovins à l'étranger - à l'Autriche, surtout - sur cinq ans, parce qu'elle connaissait mal la production. Et vive la dialectique marxiste-léniniste !

**La Yougoslavie, sur un plan fort différent, n'échappe pas à la triple caractérisation de départ : pas d'aide, baisse du pouvoir d'achat, menace du Parti. Mais le niveau actuel de dissidence est très fort en comparaison des autres pays, ex-**

plicable par la nécessité de ne pas offrir de points faibles à la pression soviétique de 1948 à 1970 en gros, ( ensuite elle devient plus hypocrite ), est le développement très fort des nationalismes régionaux. Il en résulte des tensions par rapport au pouvoir central, comme avec les Albanais de Yougoslavie, mais la notion de conscience de classe vis-à-vis de l'exploitation de l'Etat yougoslave est ainsi bien gommée.

Il reste la dissidence intellectuelle autour des ex-membres de « Praxis » et leurs rejetons spirituels. En Croatie, il y a une polémique importante entre Stipe Chouvar, un sociologue parlant au nom du Parti ou presque, et les dissidents locaux, qui dure depuis deux ou trois ans. Les accusations de Chouvar ne sont plus seulement que la sociologie ne sert qu'à créer des dissidents, et que la plupart des sociologues yougoslaves devraient faire autre chose. Chouvar attaque maintenant « l'usurpation de l'engagement communiste » de certains intellectuels, qui comme par hasard sont toujours les mêmes têtes. Ces derniers se défendent en le traitant à demi-mot de dictateur, en l'accusant de vouloir « suspendre les libertés démocratiques », d'être entouré de jeunes « carriéristes ». La polémique est reprise par Kniejevna Retch » de Belgrade, en février 1983, qui déclare que, sans adopter les critiques contre Chouvar, ce dernier n'a pas à traiter ses opposants de « gauchistes anti-communistes », de « presse de l'émigration ».

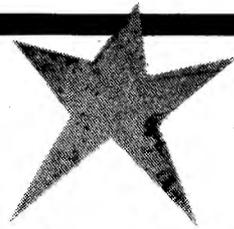
Il demeure une atmosphère de libre recherche que le Parti aura du mal à faire disparaître. En témoignent des publications comme les lettres de Kropotkine à Lénine dans « Delo » de mai 1981, et un grand article sur « Tolstoy et le mouvement révolutionnaire russe » dans « Sociologija » de 1982 ( broj 4 ). Sans parler du livre « Gradska Gerila u Italiji 1970-1980 » ( La guérilla urbaine en Italie ) Rijeka, 1983, de Drakulic, Oklobdzija et VENZA, ( voir ci-joint ).

Malgré un schéma global identique, chaque cas est différent sous le marxisme-léninisme. Mais il semble qu'on se presse vers un modèle semblable à celui de l'Ouest, où la consommation serait l'apanage des classes au pouvoir ou très liées à elles ( comme c'est déjà le cas en Asie, en Afrique et en Amérique Latine ).

Et finalement, je me demande si les sociétés occidentales ne tendent pas de plus en plus - sous prétexte de crise mondiale - à aller vers un modèle de domination marxiste-léniniste : comme en Allemagne de l'Est ou en Bulgarie où, comme Georges Marchais l'expliquait en 1978, il y a une coalition au pouvoir, dont le PC. Evidemment les autres groupes sont la copie conforme du PC, mais à l'Ouest la social-démocratie n'est-elle pas la copie conforme de la droite ?

Martin-Zemliak ( et Meraklia )

# Guérilla urbaine <sup>ITALIE</sup>



**U**n gros volume de 447 pages en serbo-croate édité en 1983 nous donne une étude très importante sur la période '70-1980. Elle contient 90 pages d'analyse, 247 de documents, 96 de chronologie des actions, 11 de sigles de groupes italiens, 5 de bibliographie.

Comme le dit la dissidente connue Katarina Tomaševski dans la postface de ce livre, les auteurs Claudio VENZA, Mirjana Oklobdzija et Slobodan Drakulić proposent aux lecteurs d'élucider avec eux les problèmes que pose la guérilla urbaine : groupes marginalisés ? représentants de couches sociales ?

On peut remarquer que la publication hors d'Italie de cette étude lui donne une grande liberté de critique. De plus, l'importance que le titisme a donné - et donne encore - à la guérilla comme autodéfense explique l'intérêt porté à cette question.

L'analyse commence par un problème de terminologie à propos de la qualification des artisans de la guérilla. Le terme de « communistes armés » est impropre, puisque dans Azione Rivoluzionaria, on trouve un certain nombre d'anarchistes et d'anti-autoritaires. Les auteurs choisissent donc « partisans de la lutte armée ». Ils considèrent « que le terrorisme doit s'appliquer uniquement à l'action politique qui a comme but d'effrayer et comme moyen la paralysie politique de l'adversaire, afin de maintenir le rapport de force actuel, c'est-à-dire l'ordre régnant ». La réponse des exploités à la terreur est la défense, c'est pourquoi « terreur et terrorisme ne signifient pour nous que l'action des forces conservatrices et réactionnaires (...) dont les bombes tuent indifféremment une ou une dizaine de personnes ».

L'analyse met en relief la force du mouvement d'agitation et de revendication de 1968 et 1969, qui fut bloqué par l'attentat fasciste du 12 décembre 1969 dans une banque de Milan, Piazza Fontana, qui tua 16 personnes. L'Etat accusa les anarchistes et fit tuer Pinelli le 15 décembre. Cette union Etat et fascistes s'explique par le développement accentué de l'industrie italienne depuis 1963, même si depuis 1973 il

s'est ralenti. Le fascisme s'est également manifesté publiquement - par exemple à Reggio de Calabre - en utilisant le sentiment local contre la bureaucratie centraliste. Aux élections de 1972, le parti fasciste MSI eut 10 % des voix. Encore qu'il ait perdu de sa force, le MSI sait saisir les occasions qui se présentent, en faisant par exemple circuler des pétitions pour le rétablissement de la peine de mort, vu l'« état de guerre intérieure », pétitions qui recueillirent 1.200.000 signatures, avec 40.000 à Bologne, une ville « rouge ».

A cette pression économique, ce renouveau du fascisme, la pression du mai français et la force du même phénomène en Italie entre 1968 et 1969 ( qui a lieu au moment du gonflement des effectifs étudiants : 500.000 en 1968, 750 mille en 1970 ), il faut ajouter l'agitation lancée par Giangiacomo Feltrinelli - l'éditeur milliardaire - en faveur de la guérilla, ce que pouvait se justifier vu les liens étroits entre les colonels grecs au pouvoir et des fascistes et politiciens italiens.

Comme le montre la chronologie de la violence, la guérilla des partisans de la lutte armée, née en 1970, passe des actions symboliques ( attaque de locaux politiques ou économiques précis, enlèvement de personnalités riches contre rançon, destruction d'automobile de fascistes ) aux attaques contre la vie des personnes après deux faits précis. L'assassinat de Feltrinelli le 15 mars 1972 et des arrestations de membres des B.R., et une plus grande brutalité policière et fasciste ( mort en prison de l'anarchiste Serantini ) qui sont suivis de la mort violente du commissaire de police Calabresi - responsable de l'assassinat de Pinelli, le 16 mai ( exécution non revendiquée par les B.R. ni personne ) - et de l'utilisation des explosifs pour la guérilla. Les élections de 1973 qui scellent le « compromis historique » entre la Démocratie Chrétienne ( dont plusieurs membres appartiennent au MSI ) et le Parti Communiste.

Il s'en suit deux réactions : un rejet de plus en plus violent de la guérilla par le PS et le PC comme « néo-fascistes » et « provocateurs », et des lois de plus en plus dures contre la guérilla prises par la nébuleuse christiano-socialo-communiste ; une coupure définitive entre les militants formés en 1968, 1969 dans les

usines et les facultés et les partis politiques de gauche. C'est le développement de « l'autonomie » (copiée ensuite en France) et l'apparition d'un phénomène nouveau dans la vie politique italienne : l'abstention aux élections : 14 % en '79 (encore plus frappante dans les villes dominées par le PC, comme Turin, Milan, Rome, Naples).

La chronologie démontre qu'on peut séparer les actions classiques d'actions plus « sophistiquées » de la guérilla, parce que la plupart du temps, il s'agit de réponses à des provocations fascistes. Mais une coupure se fait à partir de l'enlèvement et de la mort d'Aldo Moro en mars 1978. En 1979 la police devient très efficace et le nombre des actions attribuées à la guérilla baisse sensiblement. De plus, il y a le phénomène des « repentis » de la guérilla.

Pourtant la guérilla a une base sociale, formée d'abord « d'ex-militants du PC déçus par la ligne politique du Parti », à partir de 1972. Il y a les anciens de 1968 et 1969 et des anciens détenus, des techniciens. Quant aux femmes dans la guérilla, même si elles ont eu de charges importantes, elles n'ont jamais posé le problème du féminisme, considéré « comme une position subversive par rapport au mouvement révolutionnaire », ce qui est la position marxiste-léniniste classique, dans les B.R.

Les perspectives de la guérilla sont également abordées. Tout d'abord, les auteurs soulignent que ses actions sont insignifiantes en violence (27 victimes en sept ans pour la bande à Baader) en comparaison du terrorisme d'Etat : accidents du travail, vente d'armes, attaques policières, etc. Ils rejettent les accusations de la droite sur l'erreur de tactique de la guérilla, car elle ne fait que continuer la lutte des exploités, depuis 1848, la Commune de Paris, etc. Ils rejettent également l'accusation du PC contre la guérilla : ignorance du marxisme-léninisme, utilisé comme étiquette. Selon eux, les B.R. comme l'a déclaré un de leurs membres, sont « avant tout pour un Parti » ; en conséquence, de par cette position « ils ne sont pas moins marxistes que les léninistes ou les différents stalino-maoïstes ». Ils rejettent enfin l'accusation faite à la guérilla d'être anarchiste. La majorité des anarchistes italiens « la considèrent comme de l'élitisme autoritaire bolchévique, et donc pour eux elle est inacceptable ». Cependant Alfredo Maria Bonanno la revendique comme anarchiste.

Un certain nombre de groupes, après Lotta Continua, ont adopté la position « ni avec l'Etat ni avec les B.R. ». Certes, il existe un groupe de guérilla à tendance libertaire, mais il ne semble pas avoir pesé sur les événements. La guérilla pour les auteurs a été incapable de couper les travailleurs des syndicats et des partis de gauche (réformistes sans exception). Cependant, elle demeure capable de se reproduire et de persister comme une forme endémique. Elle pourrait reprendre des forces à la faveur d'une crise particulière.

Martin

Le manuel du chercheur d'informations qu'a préparé Stuart Christie a été accueilli avec intérêt par la presse à sensation anglaise, de même qu'en 1980 la brochure d'auto-défense « Alternative anarchiste à l'OTAN et au Pacte de Varsovie ». Le livre est dédié à Giuseppe Pinelli, cheminot et secrétaire de la Croix Noire Anarchiste, qui fut tué par la police à Milan en 1969. Et à la fin du livre, on trouve une application du manuel : la reconstitution de la biographie d'un fasciste anglais, avec son groupe politique qui est aussi son employeur, et les liens internationaux avec d'autres groupes fascistes, surtout en Afrique du Sud, en Italie, en Hollande et en RFA.

Pour la France, on trouve Michel Faci ou Leloup, Alex Ormouve, membres de la FANE installés en Grande-Bretagne. Il y a aussi une autre biographie, avec ses ramifications plus anglaises que la précédente.

En fait, il y a deux aspects dans ce manuel. La recherche d'une information en soi, comme les liens que peut avoir une entreprise avec un groupe politique, ou bien plus concrètement connaître les méthodes de la police pour mieux y résister, que ce soit mentalement, physi-

quement et par la connaissance de ses droits. L'autre aspect est plus offensif : comment obtenir une information au moyen de techniques, comme des dialogues orientés, des filatures, l'infiltration de militants. Dans ce domaine, sous couvert de technicité, on frôle le machiavélisme flicard. Mais il faut reconnaître à l'auteur que son humour, son bon sens le sauvent de cet écueil.

Il est aussi logique que « chaque homme et femme soient en possession d'outils pour contrôler leur propre vie et leur destinée ». Mais Stuart souligne le danger de croire à la conspiration incessante « qui peut sérieusement bouleverser ton équilibre mental ».

Ce qui personnellement m'a frappé, c'est la confirmation de l'impossibilité de déterminer si un téléphone est sous écoute ou pas, et les trucs pour mémoriser des numéros de téléphone.

Un livre intéressant qu'il serait bon d'adapter à la France, car il fourmille d'adresses d'organismes de langue anglaise.

« The Investigative Researcher's Handbook », édité par BCM Refract London WCIN 3XX, Grande Bretagne.

Anacleto.

## « LES SOCIALISTE - REVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE DANS LA REVOLUTION RUSSE : UNE LUTTE MECONNUE »

Ce nouveau livre des éditions Spartacus est une reproduction de deux brochures de 1918, avec une brève introduction et une postface guère plus consistante de Guy Sabatier.

Les textes, écrits sur le moment ont cependant le mérite de souligner un point oublié : par la signature d'un traité avec l'Allemagne, les bolchéviques ne cédaient pas seulement une grande partie du territoire et de la population d'URSS, ils garantissaient le libre développement du capitalisme allemand et autrichien.

L'évocation du terrorisme révolutionnaire semble en contradiction avec la critique de la peine de mort rétablie par les bolchéviques. Et quant à la revendication pour le mouvement paysan de « Terre et Liberté », il aurait été bon de noter qu'elle est empruntée aux anarchistes, à Kropotkine et à la revue anarchiste russe en exil de ce dernier.

Un des auteurs de ces brochures I. Steinberg, a écrit « Souvenir d'un commissaire du peuple » en 1930 que je ne connais pas. Par contre, les camarades argentins ont publié en 1958 un autre livre de Steinberg : « En el taller de la revolucion », qui complète les textes de Spartacus.

Steinberg, qui était ministre de la Justice dans le gouvernement bolchévique au moment où il rédigea les textes de 1918, explique sa lutte contre la Tcheka, et le terrorisme de Lénine, en citant un texte de 1938 (qu'on retrouve en partie dans la revue « Libre » N.2 de 1977). Steinberg cite une lettre de Maria Spiridonova (en septembre 1918) ex-terroriste, au comité central du parti bolchevique : « vous évoquez la terreur. Mais dans l'histoire de la révolution russe, ce mot n'a jamais signifié la vengeance ou l'intimidation, tout au contraire. Ni même uniquement la liquidation d'un des bourreaux du peuple. Non. L'élément le plus important de la terreur fut la protestation contre l'oppression du despotisme, une tentative pour éveiller l'indignation de l'âme des hommes et des femmes humiliés, pour enflammer la conscience de ceux qui demeureraient silencieux face à cet affront C'est ainsi que le terroriste marchait contre l'ennemi ». Toute la lettre est une critique implacable toujours actuelle, et son omission dans l'édition Spartacus est une grave lacune.

M. Zemliak.

# AU THEATRE DE LA STAGIOMANIE... LES NOUVEAUX ROLES SONT ARRIVES !

**P**etits cadres contraints dans notre boulot d'obéir à des ordres absurdes, nous avons cependant besoin de ne pas bétifier complètement.

Assistante sociale ou technicien, instituteur ou secrétaire de direction, nous nous précipitons dans les « aime-j'y-sais » et autres orga « socio-cul » pour y subir des stages où on revit les meilleures heures de nos séjours en colonies de vacances : expression corporelle ou atelier de marionnettes, on joue à retrouver ce qu'il y a de vital en nous en matière de sensibilité artistique pour pouvoir ensuite aller brûler ce carburant indispensable dans le moteur de la machine à déceler qui nous fait gagner notre fric !...

« Ouais, tu poses une question peaulithique, khamarade ! »

« Paul-y-tique ? Vous avez dit polly-tick ? »

## UNE ORGANISATION POUR DIRE LA MESSE ...

Dans une entreprise, un parti, un syndicat, une association de défense de la nature, etc... ( et plus particulièrement dans les sphères dirigeantes de ces organisations ), on s'interroge toujours sur le mode : « qu'est-ce que l'orga doit faire

pour gagner plus d'argent, pour prendre le pouvoir, pour défendre les intérêts de ses membres, pour promouvoir l'idéal de l'association, etc ... ».

J'aimerais, au contraire, constituer un groupe qui pose d'abord comme question à chacun de ses membres : « Qui es tu ? Qu'as tu envie de faire ? A quoi rêves-tu ? Qu'aimes-tu ? Que veux tu ? ... Ensuite, on entreprendrait probablement des actions où chacun trouverait sa place.

Il ne s'agit pas à mes yeux d'une simple organisation de loisir où chacun viendrait se défouler pour pouvoir ensuite subir plus facilement le travail émietté sans le contester.

Les loisirs sont trop souvent des activités superficielles qu'on abandonne au moment où il faudrait donner le meilleur de soi-même.

Ne peut-on pas prendre ses loisirs au sérieux, autrement qu'en passant ses week-end d'hiver accroché à des pitons sur je ne sais quelle face nord ; autrement qu'en apprenant à distinguer un Casanis d'un 51 ou Sheila de Léon Zitronne ?

Ouais, on peut aussi croire qu'on a quelque chose à inventer ; quelque chose qui nous est propre ; quelque chose d'irremplaçable que, soi-même, on peut créer. La culture doit sortir des salons,

des écoles, des musées, des MJC. La culture doit retourner dans la vie dont elle n'aurait jamais dû sortir.

Je rêve d'un monde où on construirait encore des cathédrales. Un monde où chacun serait estimé en fonction de ce qu'il ressent et de ce qu'il exprime et non pas en fonction de ce qu'il sait se cacher ou se durcir.

## DES IMAGES PIEUSES.

S'il suffisait de monter une troupe de théâtre pour faire la révolution, ça se saurait ... Le théâtre (comme le cinéma) participe plus souvent du spectacle de la révolution qu'à la révolution elle-même ( Viva Zapatta et Cocacola ).

Cependant, j'aime à croire que le « Théâtre de l'opprimé » nous ouvre d'autres perspectives plus réjouissantes ( quoique, à l'origine, complètement étrangères à ce genre de préoccupation )

Traqués par l'état fasciste brésilien, A. Boal et sa troupe s'étant vus interdire de produire leurs talents dans les théâtres, ont été conduits successivement à exercer leur activité dans d'autres lieux, puis à faire jouer d'autres personnes que les acteurs professionnels.

En Europe, la situation de monopole qui occulte le marché de l'édition, de la peinture, du film télévisable, devrait conduire les gens qui ont quelque chose à dire, à le faire en dehors de ces territoires réservés, comme les acteurs brésiliens ont quitté la scène des théâtres.

La transposition erronée de l'œuvre de Boal effectuée par l'ATEDITE grenobloise sombre dans le dogmatisme dont Boal pourtant se défend : il nous dit que nous devons trouver nos propres images d'oppression ( il nous explique comment il a aidé une femme qui disait avoir « peur du vide » à finir par formuler qu'elle avait envie d'être admirée et estimée ).

Au contraire, contemplant naïvement l'image de ce qu'ils croient être leur aliénation, les militant(e)s du théâtre de l'opprimé, tels que je les ai vus à Grenoble, s'enfoncent dans leur aliénation de consommateurs d'images stéréotypées.

Revenons à l'origine du « théâtre de l'opprimé » : les acteurs brésiliens sont sortis du théâtre contraints par la répression. Aujourd'hui, en Europe, elles ne manquent pas, les sensibilités artistiques qui ne peuvent pas s'exprimer et vivent là une grave contrainte. Ces poètes méconnus, ces artistes opprimés, trouveront peut-être à s'exprimer dans le théâtre de l'opprimé. Il leur faut alors faire leur ( il nous faut faire notre ) théâtre de l'opprimé : c'est-à-dire un théâtre de l'artiste opprimé.

Les populations affamées du Brésil avaient besoin d'un artiste qui se prenne pour leur père. Les populations repues d'Europe n'ont besoin de rien de tel. Mais les artistes opprimés en Europe par les monopoles ont besoin de retrouver

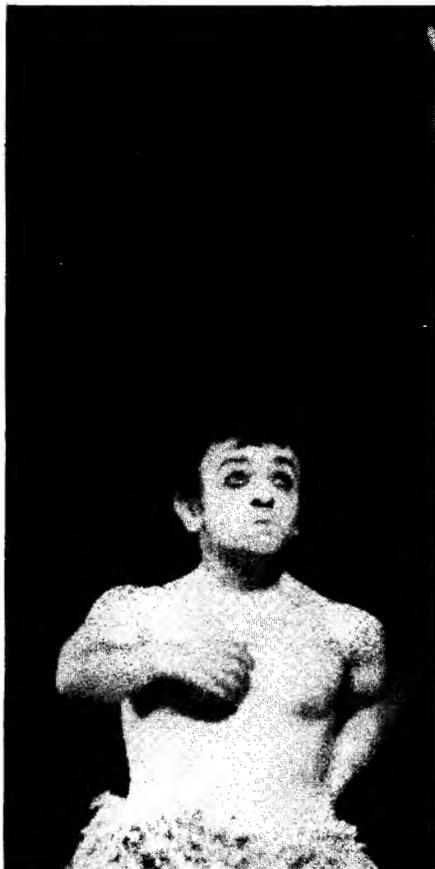


volution Russe, et bien avant que n'intervienne l'épisode que Trotsky appelait « Thermidor ». Trotsky oubliait par exemple l'épisode connu de Cronstadt, comme la répression de la Révolution Anarchiste en Ukraine. Dans ces deux épisodes sanglants, il avait joué, lui, Trotsky, un rôle important. Mais il ne s'en était pas aperçu ; c'était inconscient chez lui. Il ne se rendait pas compte qu'il massacrait les anarchistes pour conserver et renforcer son propre pouvoir ; il pensait qu'il fallait massacrer les anarchistes pour conserver la pureté marxiste-léniniste.

A une échelle plus modeste et moins sanglante nous faisons tous un peu la même chose. Nous nous servons du savoir pour conserver et renforcer un certain pouvoir, pour conserver une certaine position dans les classes sociales, et, très souvent pour procéder à une ascension sociale. C'est en ce sens qu'on a pu parler en France, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir d'une « lutte des places qui remplacerait la « lutte des classes ». Ces intellectuels dans la lutte des places sont-ils inconscients ? Ils sont très souvent honnêtes, et je ne porte aucun jugement moral à leur égard ; mais leur attitude pose tout de même un problème.

Je terminerai sur cette interrogation : peut-on découvrir une solution à cette « fatalité » dont je parlais tout à l'heure ? Je crois que cela peut être tenté, mais exige autre chose qu'un pur effort intellectuel. Cela exige des comportements nouveaux, une pratique nouvelle de l'Intellectuel, et pas seulement des discours impeccables.

R. LOUREAU



## JE NE SUIS PAS MOINS ESCLAVE DE MON MAÎTRE

**J**e crois que nous ne pouvons rien faire sans essayer constamment d'explicitier ce que nous pensons. Puis, l'action nous conduit à changer à nouveau ce que nous pensons : c'est la vie. Je vais essayer de développer brièvement 2 thèses qui vont, je pense, dans le mauvais sens du poil par rapport aux opinions qui prévalent ici. Ce qui en soi me fait plutôt plaisir.

Ces deux thèses sont les suivantes : je les énonce d'abord de façon dogmatique : l'individu est une création sociale, il n'existe que comme création sociale ; deuxièmement, une société autonome sera sans doute une société sans institutions. Je pense que sur ces deux thèmes le mouvement révolutionnaire est resté longtemps et est encore aujourd'hui esclave de la philosophie et de la métaphysique traditionnelles : or les postulats de cette métaphysique ne font que remplacer le noir par le blanc et le blanc par le noir.

Evidemment, je ne suis pas moins esclave de mon maître : quand celui-ci dit A, je me précipite pour crier « non A ».

L'idée qu'il existe quelque chose qui est l'individu est évidemment une construction métaphysique, qui a été fortement marquée par la philosophie qui a dominé l'histoire de la philosophie, je veux parler de la philosophie idéaliste et même spiritualiste. Mais cette idée a continué à prévaloir dans la métaphysique naturelle ou matérialiste qui s'est opposée au premier courant.

Je crois que, encore aujourd'hui, les gens qui se pensent comme révolutionnaires (évidemment, j'exclus les communistes) continuent de penser qu'il suffirait de se débarrasser de systèmes sociaux pervers et pervertissants pour qu'enfin puisse émerger et fleurir une socialité naturelle ou une naturalité sociale spontanées de l'être humain et pour que tous les problèmes soient réglés.

Moi-même, je croyais que personne ne pensait plus comme ça, mais la dernière décennie m'a détrompé : le discours dominant parmi les subversifs consiste pratiquement à affirmer aujourd'hui que la folie, par exemple, est le résultat du capitalisme ; donc en supprimant le capitalisme, il n'y aura plus de psychotiques et, en général, il n'y aura plus de problèmes psychiques.

Personne n'a jamais vu d'individus ; vous voyez des chiens, des fleurs, des murs, des étoiles ; vous ne voyez jamais l'Individu. Vous voyez des espagnols, des catalans, des français, des guaranias, des chinois, mais jamais des individus humains. Alors, ce qui se passe, c'est que, ce que le chinois considère comme

normal et décent, le guaranji le considérera comme aberrant et monstrueux.

A ce propos, il y a la belle histoire qu'a déjà racontée Hérodote : il s'agit d'un monarque, un roi de Perse qui réunit des grecs et des indiens indus et leur demande : « qu'est-ce qu'il faut faire des morts ? » Alors les grecs disent qu'il faut les brûler. Le roi leur demande : « est-ce qu'il ne faut pas les manger ? » Et les grecs répondent que c'est la pire des abominations qu'on pourrait imaginer. Le roi appelle alors une tribu indue et leur demande « qu'est-ce qu'il faut faire avec les morts ? » Ils le regardent, comme s'il avait dit une bêtise, et lui répondent : « les morts, naturellement, il faut les manger ». Le roi leur demande s'il ne faut pas les brûler. Levant les bras au ciel, ils répondent : « mais c'est la chose la plus horrible qu'on puisse imaginer ». De fabula narratum.

Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a un substrat biologique de l'être humain. L'homme est un animal. Mais ce n'est pas simplement un animal malade, comme disait Hegel, mais un animal fou. C'est un animal biologiquement déréglé, c'est à dire dont les activités ne sont pas régulées par des instincts qui dominent. Nous sommes le seul animal qui est incapable de faire la différence entre ce qui est aliment et ce qui est poison. Nous sommes le seul animal qui trébuche. Nous sommes le seul animal capable de tuer ses propres congénères, non pas pour les manger, ce qui serait logique et normal, bien qu'aucun animal ne le fasse d'ailleurs. Mais les tuer pour les tuer ! Gratuitement ! C'est à dire que, non seulement cet animal est malade et fou au sens biologique, mais qu'il est radicalement inapte à la vie !

Ce dérèglement biologique n'est compréhensible qu'à partir du développement monstrueux de ce qu'on appelle la psyché ou le psychisme. C'est à dire un développement qui s'est autonomisé, qui a pris la tangente par rapport à toute fonctionnalité biologique et que je relie essentiellement avec cette propriété fondamentale de l'être humain : l'imagination radicale. Ou la capacité de faire être ce qui n'est pas. Et à tel point qu'il règle sa conduite par rapport à des êtres qu'il fait être et qui ne sont pas, par ex. Dieu ou les dieux ou ce qu'on appelle les ancêtres ou ce que demande la politique du parti, mais non pas par rapport à ses intérêts biologiques immédiats.

Cette imagination radicale provoque chez l'être humain cette émergence indéterminée continue de représentations. C'est elle aussi qui fait que l'être humain singulier est toujours centré sur soi-même (c'est une espèce de « monada » avec un égocentrisme quasi insurmontable) et c'est à cause d'elle aussi que toutes les conduites de l'être humain sont





essentiellement réglées par une visée du plaisir pour le plaisir, mais pas du plaisir physique, du plaisir psychique ! L'être humain est le seul être vivant capable de trouver du plaisir dans l'état de sa représentation. Et le seul capable d'éprouver des plaisirs intenses, et même jusqu'à la mort, en fonction de l'état de sa représentation.

S'il n'y avait eu que cela, l'espèce humaine aurait certainement disparu. Il n'y avait aucune nécessité interne pour que, pour des raisons inexplicables dans un sens scientifique ou autre, cette espèce « crée » quelque chose qui n'a aucun équivalent ou précédent dans le règne biologique et qui est l'institution de la société.

Je ne veux pas entrer dans une polémique avec mon ami Lourreau, mais je crois qu'on ne fait qu'introduire de la confusion dans la discussion quand on identifie l'institution avec l'Etat, ou du moins quand on donne au terme d'institution une acception tellement étroite que ce n'est plus intéressant.

L'institution, ce n'est pas seulement la Sécurité Sociale, ni même l'Etat qui n'apparaît que tardivement dans l'histoire. La langue, c'est une institution. Si vous voulez une société sans institutions vous voulez une société sans langage.

Les outils sont des institutions. Ce sont des « artefacts », des créations humaines qui se perpétuent, se reproduisent, continuent d'exister ou changent, par des moyens et des processus qui n'ont rien de physique ou de biologique.

Quand vous faites un enfant, il n'hérite pas de votre capacité à conduire une voiture. Il n'hérite même pas de l'espagnol ou du catalan. Si vous l'envoyez en Chine, il parlera chinois aussi bien qu'un chinois et il oubliera l'espagnol.

Les normes de la vie sociale sont des institutions. Les croyances sont des institutions, parce qu'elles s'imposent aux gens. Comment s'imposent-elles ? Il n'y a pas de gens avec des mitraillettes qui vous obligent à dire que vous croyez tel-

le chose. Ça arrive parfois, dans des cas exceptionnels. Généralement, vous croyez ce qu'on vous a appris à croire dans la société. Et si vous vivez dans une autre société, vous croyez le contraire, voilà l'individu. Donc l'institution de la société s'impose au psychisme, lui impose de force la reconnaissance de la réalité, la reconnaissance d'autrui, de certaines normes, etc....

Cela se fait naturellement quand vous élevez des enfants. Car vous ne pouvez pas les élever sans leur dire non ou oui. Si vous les élevez en ne leur disant jamais non, en tant que psychanalyste, je vous dis que vous êtes criminels. Quand vous transmettez aux enfants un langage, et bien sûr ce n'est pas un langage d'ordinateur, il est complètement rempli de significations imaginaires qui sont des significations sociales. Au fur et à mesure que l'enfant se laisse imposer ce monde social, il l'absorbe en lui-même.

Et voilà comment, finalement, vous avez des enfants qui, au lieu de négliger les autres, hurler ou vouloir tout prendre pour eux-mêmes, arrivent tant bien que mal à coexister avec les autres. Bien que, évidemment, on ne connaisse pas de familles avec plusieurs enfants où les frères ou les sœurs n'aient pas rêvé la mort des autres frères et sœurs. Parfois même, les enfants font des actes qui vont dans ce sens et tout à fait exceptionnellement ils passent vraiment à l'acte.

Il y a donc cette création sociale qui est la forme de l'individu, ceci quelle que soit la société. Par exemple aujourd'hui en Espagne, en France ou en Amérique, autrefois à Florence ou en Egypte pharaonique, il y a eu fabrication sociale de l'individu. J'ai dit exprès « fabrication », parce que tout se passe comme s'il y avait un « prouprint », comme on dit dans les usines, un modèle, un prototype auquel l'éducation par la famille, l'école et par les tribus ou les cérémonies, essaye de conformer cet être qui existe. Bien entendu, elle réussit, sinon aucune de ces sociétés n'aurait survécu.

Cette institution de la société existe à un niveau immatériel : elle est là dans la langue, les lois, les habitudes, la disposition même de l'espace de la société. De l'autre côté, les seuls porteurs concrets matériels, ce sont précisément les individus qui ont été fabriqués par cette société. Chacun de nous est une espèce de microcosme partiel de la société qui l'a fabriqué tel qu'il est.

Et c'est parce que nous sommes ainsi que la reproduction de la société se fait. Que produira un petit-bourgeois français comme deuxième génération ? en général, des petits-bourgeois français. Il n'y a besoin d'aucune disposition législative spécifique pour obtenir ce résultat. C'est garanti par le fait qu'on a déjà fabriqué le premier spécimen. Alors cette contrainte de la forme sociale sur la psyché de l'être singulier ne parvient jamais à supprimer la psyché, sa spontanéité ou son imagination. Mais presque toujours elle arrive à le réduire et lui crée, comme on dit pour les animaux sauvages, une sorte de réserve intérieure qu'on

peut identifier en gros avec son inconscient, où le psychisme continue à peu près à fonctionner. Je ne veux pas entrer dans cet énorme problème, mais il continue peut-être à fonctionner à peu près de la même façon profonde, quelle que soit la société.

Ou bien la psyché s'exprime par des transgressions de l'ordre social. Ou par cette lente altération des institutions établies qu'on observe même dans les sociétés archaïques. Dans la presque totalité des sociétés que nous connaissons, l'essentiel de la vie sociale se passe dans la répétition.

L'institution de la société est arrangée de telle sorte qu'elle essaye d'assurer son auto-reproduction et qu'elle y réussit. Le moyen central par lequel l'institution des sociétés traditionnelles réussit à assurer son immunité par rapport aux gens qui vivent dans ces sociétés, ce n'est ni l'état, ni la répression. C'est l'inclusion dans l'institution de la société, comme une pièce centrale dont dépend tout le reste, de l'idée que l'institution de la société n'est pas une œuvre humaine, mais qu'elle a été faite une fois pour toutes par les ancêtres et les héros, ou par les dieux, ou par Dieu qui a donné la Loi à la société.

Dans l'ancien Testament, on ne pouvait pas contester la loi, parce que ça voudrait dire que Dieu est injuste. C'était impensable pour un hébreu de la période classique. De telle sorte que dans ces sociétés, c'est une tautologie de dire que l'individu, tel qu'il a été fabriqué par à cette institution. Il ne peut pas la mettre en question. Il peut tout au plus la transgresser, ce n'est pas pareil, ça revient à la confirmer.

Il y a une rupture dans cette histoire, et c'est moyennant cette rupture que nous pouvons dire ce que nous disons.

Cette rupture, c'est une nouvelle création historique qui apparaît deux fois dans l'histoire de l'humanité : une fois en Grèce ancienne avec la création simultanée de la démocratie et de la philosophie. Une autre fois en Europe occidentale, à partir du 12<sup>e</sup> siècle avec la mobilisation politique de cette société, qui est l'œuvre de la bourgeoisie et qui lance un mouvement ensuite repris et amplifié par les mouvements ouvriers, les mouvements démocratiques des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, puis dans une période récente, par les mouvements des femmes, des jeunes, des écologistes, etc... et dans la continuité desquels nous nous situons nous-mêmes.

Que signifient ces ruptures ? Dans les 2 cas, une partie de la société se lève pour dire que l'institution de la société n'est pas bonne, que la représentation du monde acceptée par la tribu n'est pas vraie et qu'il faut chercher avec sa pensée la vraie représentation du monde. En même temps, elle se lève pour dire : c'est nous qui faisons la loi. C'est le demos qui a voté cette loi, ou, dans les temps modernes, c'est le peuple qui doit faire les lois.

C'est le projet d'autonomie, dont nous sommes les continuateurs j'espère. Autonomie parce que les êtres humains

disent qu'ils veulent se donner eux-mêmes leurs propres lois. Ce qui s'oppose à l'hétéronomie des périodes précédentes où, par exemple, c'est Jehovah qui avait donné la loi.

Une remarque sur le mot « autonomie » : les gens ne semblent pas avoir conscience du fait que le mot « autonomie » est composé de deux racines. « autos » qui veut dire « soi-même » et « nomos » qui signifie « loi ». Le mot autonomie ne veut pas dire autodésir, parce que le désir est toujours « auto ». Le terme « autonomie » veut dire « loi qui s'impose à tous et posée par soi-même ». La loi va régner sur tous, c'est à dire sur la collectivité.

Nous sommes dans cette tradition. Ces idées ne poussent pas comme des plantes, (...). Ce sont des créations historiques. Si vous en voulez la contre-démonstration, regardez ce qui se passe en Iran depuis 3 ans avec un mouvement de races complètement hétéronome ou ce qui se passe en Inde où le système des castes est toujours en vigueur avec des parias. Récemment, quelques parias n'acceptaient plus leur statut traditionnel. Ils n'ont pas fait de parti révolutionnaire, ils n'ont pas demandé d'adhérer à la CNT, ils se sont convertis à l'Islam.

L'autonomie n'est pas un cadeau de l'histoire ni une propriété de la nature humaine. Elle a surgi en fonction de l'outil historique et elle est toujours en danger. Nous ne croyons pas que dans le Coran et son interprétation par l'Imam Khomeiny, on peut trouver la réponse. Si j'étais né en 1922 à Téhéran de parents perses, normalement je penserais comme les autres perses et je ne vous parlerais pas comme ça. A partir du moment où il y a cette rupture historique, il y a un changement dans l'institution même de la société, qui s'exprime aussi dans le système juridique et qui implique une transformation du rapport même de l'individu à la société.

L'individu que fabrique la « polis » grecque dans l'antiquité ou les sociétés européennes occidentales aujourd'hui, n'est pas autonome puisque ces sociétés ne sont pas autonomes. Mais c'est un individu qui a la possibilité de mettre en question l'ordre existant. Non pas au nom du Coran ou de la Bible, mais parce qu'il pense que cet ordre est injuste. Cette possibilité est inscrite dans l'espace social ou institué, mais aussi dans le type de personnes que ces sociétés fabriquent. Cela explique cette extraordinaire floraison d'individus qui apparaissent à un moment de l'histoire comme ayant créé, produit telle chose liée à elle, et ne se perdent pas dans un folklore.

Les sociétés occidentales actuelles restent hétéronomes par certains aspects. Mais il continue d'exister une lutte et la possibilité de lutte pour les transformer. Ça ne vient pas seulement du fait qu'il y a des exploités et des opprimés dans ces sociétés, parce qu'il y en avait et il y en a partout. Il n'y avait pas de lutte pour la transformation. Ça dépend précisément du changement qui a été inséré dans ces sociétés, même si celles-ci restent plus qu'incomplètes.

## PROJET D'UNE SOCIÉTÉ AUTONOME

Je ne veux pas parler du contenu de cette société telle que je la conçois, sauf pour ce qui est de l'Etat. A partir d'un moment, l'hétéronomie des sociétés devient aussi division sociale entre dominants et dominés : donc instauration de rapports de domination. Et presque simultanément, apparaît un appareil institutionnalisé de cette domination qui est l'Etat. L'état n'a pas toujours existé. Ça ne veut pas dire que les sociétés sauvages qui n'avaient pas d'état étaient des sociétés autonomes. Ces sociétés étaient complètement hétéronomes, parce que l'individu était complètement résorbé dans l'institution de la société. A partir du moment où il y a division de la société, il y a parfois aussi lutte à l'intérieur (aujourd'hui, cette lutte prend la forme d'une lutte pour une société autonome)

Lutter pour une société autonome, c'est lutter contre l'Etat, pour l'abolition de l'Etat en tant qu'appareil de domination séparé de la société. Cela ne signifie pas lutter pour l'abolition de l'institution en général ou de la loi en général, donc du pouvoir en général : une collectivité autonome exercera un pouvoir mais ce ne sera plus un pouvoir séparé, matérialisé dans un appareil spécifique, le pouvoir sera résorbé dans la collectivité politique, c'est-à-dire il s'agira d'auto-gouvernement collectif et technique.

Il ne faut pas esquiver les problèmes. On ne peut pas envisager de collectivité qui n'aura pas besoin de prendre des décisions d'une portée générale, concernant par exemple l'orientation de la so-

ciété. Ces décisions ne pourront pas être prises toujours dans un consensus unanime, donc ce seront des décisions majoritaires qui feront une loi. Il y a le problème que nous ne pouvons pas esquiver : quel est le minimum d'homogénéité ou le maximum d'hétérogénéité qu'une société peut tolérer ?

Si une fraction de la société, par exemple, en fonction d'une croyance nouvelle, religieuse ou autre, voulait instaurer un cannibalisme, ça poserait problème. On peut dire que la société est assez riche pour concéder aux gens qui veulent pratiquer ces rites telles îles du Pacifique ou que le quartier St Germain des Prés sera habité par cette secte cannibale.

Les institutions traditionnelles imposent des restrictions à la liberté, au choix des individus qui n'ont aucune raison d'être autres que préservés directement ou indirectement par l'ordre établi. Les possibilités de variations et de différences sont infiniment supérieures dans une société autonome. Nous ne pouvons pas dire qu'il n'y aura aucun problème d'une homogénéité sociale minimale.

Un autre problème, c'est que la société devra éduquer la nouvelle génération. On devra assumer la responsabilité de les élever, et on ne les élève pas abstraitement. On n'apprend pas aux enfants la langue en général, mais l'espagnol, le catalan ou l'espéranto. De toute façon, vous leur imposerez un certain nombre de choses, même si c'est de la façon la plus aimante. Là aussi, il y a un pouvoir exercé sur les nouvelles générations qu'on ne peut pas esquiver.

C. CASTORIADIS

( « La pensée du Nouveau Monde » suite de la page 11.)

### NOTES

Toute cette conscience croissante de « sa modernité » la confirme dans la pensée propre d'une des figures intellectuelles les plus significatives de ce monde disqualifié.

*La pensée du nouveau monde a une telle grandeur, un tel naturel, que pour tous les signes, la réalité sociale maya-inca, correspond à l'ère atomique annoncée par Einstein : « Si l'humanité aspire à survivre, il faut changer complètement sa façon de penser, de concevoir le monde, les relations avec ses semblables, ses idées ou les peuples, les races, les individus, les religions, les croyances parce que le monde dans lequel elle commence déjà à vivre est totalement différent du monde qui présida à la naissance des hommes d'aujourd'hui. La désintégration atomique marque une limite d'âge : celui d'avant la bombe, et celui d'après. Désormais il n'est plus possible de penser comme avant, ni de faire ce qui se faisait avant, ni d'employer les mêmes méthodes politiques, diplomatiques, etc... ». Einstein rejoint la pensée du Nouveau Monde, ou alors c'est cette pensée qui se révèle dans le génie d'Einstein. Le fait est que la pensée du Nouveau Monde est la pensée de l'ère nucléaire. (19)*

Ruben G. Prieto

- 1 Martiel, Arcadio. El significado del 12 de octubre, Maracaibo 1976.
- 2 Tumin Apaza, Julio. Informe de MINK'A La Paz, 1975.
- 3 Ribeiro Silvia. La conquista y destruccion de América. Estocolmo, Comunidad n.34, febrero 1983.
- 4 Duvignaud, Jean. Le language perdu Paris, PUF, 1973.
- 5 Choquehuanca, M.T. El despertar occidental frente al problema indio. Le Monde diplomatique, octobre 1982.
- 6 Reinaga, Fausto. La revolucion india. La Paz, Ed. PIB 1969.
- 7 Bonfil Batalla, Guillermo. Utopia y revolucion. Mexico ed. Nueva Imagen, 1981.
- 8 Servicio Especial. Montral. ALAI, 5.XI 1982.
- 9 Sahlins, Marshall. Age de la pierre, âge d'abondance. Paris, Gallimard, 1978.
- 10 Clastres Pierre. La société contre l'Etat. Ed. de Minuit, 1974.
- 11 Duvignaud, J' op.cit.
- 12 Léninn, V.I. Que Hacer ? Moscou. Ed. Progreso ( 1902 ).
- 13 1er congreso de Movimientos Indios de Sudamerica. Cuzco, Peru 27.2 al 3.3.1980.
- 14 La Choquehuanca. M. T. op. cit.
- 15 Polemica, N. 3 San José, Costa Rica, enero febrero 1982.
- 16 Companero, N. 5 Guatemala. S.F.
- 17 MINK'A. Pueblo Indio ultrajado, pero no vencido. Kalasasaya, Bolivia, 1975.
- 18 MIKTA. Manifiesto, Marumasi Bolivia 1979.
- 19 Reinaga, F., op. cit.

Si nous échouons dans la réalisation d'une société  
écologique et dans l'énonciation d'une éthique éco-  
logique, outre les désastreuses conséquences qui en  
découleraient, c'est bel et bien notre légitimité  
morale qui serait en jeu.

Murray Bookchin

# SOCIOBIOLOGIE OU

# ÉCOLOGIE SOCIALE

Voilà  
la nouvelle publication de

l'Atelier

de Création Libertaire.

52 pages format 14X21.

Vous pouvez la commander

au prix de 24 Francs

(franco de port)

en écrivant à A.C.L.

13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

(Libeller les chèques à l'ordre de

I.R.L. CCP 4 150 95 N Lyon).

Nous vous rappelons que

sont toujours disponibles

*Interrogations sur l'Autogestion*

(18 Francs)

et *L'imaginaire Subversif*

(60 Francs).

I.R.L./Atelier de Création Libertaire